

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES, HUMAINES, SOCIALES ET
EDUCATIVES

UNITE DE RECHRCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES



DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

GEOGRAPHY DEPARTMENT

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

UNIVRSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND SOCIAL
SCIENCES

POST GRADUATE SCHOOL FOR THE SOCIAL
AND EDUCATIONAL SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR HUMAN
AND SOCIAL SCIENCES

**CACAOCULTURE ET AMELIORATION DES CONDITIONS
DE VIE DES POPULATIONS DANS LA COMMUNE
D’EBOLOWA 2: CAS DE LA LOCALITE DE BITYILI
(DEPARTEMENT DE LA MVILA)**

Mémoire présenté pour l’évaluation partielle en vue de l’obtention du diplôme de
Master en Géographie.

Spécialité: Marginalité, Stratégies de Développement et Mondialisation

PRESENTE PAR :
JOURNEL NELSON AKOUMBA
(Licence en Géographie)

MATRICULE :
20D867



Rapporteur:
Dr. NNOMENKO’O Joseph Eric
(Chargé de Cours)

Président:
Pr. DEFO LOUIS
(Maître de Conférences)

Examineur:
Dr. WUCHU CORNELIUS
(Chargé de Cours)

SOMMAIRE

DEDICACES	iii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	v
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES FIGURES	ix
LISTE DES PLANCHES	x
LISTE DES PHOTOS	xi
LISTE DES ANNEXES	xii
RESUME	xiii
ABSTRACT	xiv
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I : CACAOCULTURE A EBOLOWA II	29
CHAPITRE 2 : CACAOCULTURE ET CONDITIONS DE VIE SOCIALE	29
CHAPITRE 3 : CACAOCULTURE ET CONDITION DE VIE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT NATUREL	29
CHAPITRE 4 : POUR PLUS D'IMPACT POSITIF DE LA CACAOCULTURE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS A BITYILI	86
CONCLUSION GENERALE	101
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SOURCES	104
TABLE DES MATIERES	125

DEDICACE

À mes parents, Jean Baudelaire EBENE et Doline AKAMBA.

Et à mon frère Kermel Chrysolithe EYONO

REMERCIEMENTS

La recherche scientifique est un exercice passionnant, meublé par de bonnes circonstances et des infortunes. A cet effet, il incombe, à tout un chacun, comme un besoin naturel, de rendre hommage à ceux qui l'ont rendue possible.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Dr Joseph Eric NNOMENKO'O, mon Directeur de Mémoire, pour son encadrement précieux, sa disponibilité constante, son accompagnement rigoureux et bienveillant, sa confiance, son attention et ses conseils éclairés, qui ont été déterminants dans la réalisation de ce travail.

Mes remerciements vont également à l'endroit du Chef de Département de Géographie, Pr Paul TCHAWA, pour ses conseils, ses efforts consentis aux étudiants. A tous les enseignants de l'Université de Yaoundé I pour leur formation tout au long de notre cursus académique, particulièrement aux enseignants du Département de Géographie.

Je remercie également les membres du jury d'avoir accepté d'évaluer ce mémoire et pour l'intérêt qu'ils portent à ces travaux.

A ma famille, notamment à mes frères et sœurs : Agnès Ingrid MEMONG, Lucienne ANDENG, Michelle Béatrice MVONDO Epse ESSOUMBA ; Emile Modeste EBENE ; Béryl BILO'O EBENE ; Doline Adams AKAMBA EBENE ; Marcus SODEA ABBO ; Ghislaine Fleure ITCHOBO ; Adolph Good EYENGA et Etienne Valdez ONDOUA ; pour l'amour et l'accompagnement. Sans oublier mademoiselle Ange-Raphaëlle Hyssna NDONGO ONDOUA, pour le soutien moral.

A nos aînés académiques Nelson MVONDO ANGOUNOU ; Benjamin MAHI BOGMIS ; Félicien EVINA ZEH ; Patrick MPET BANI ; Ariel l'Exaucé SEMBI SEMBI ; Miguel OBAM pour l'accompagnement durant notre parcours académique.

Nos camarades de promotion : TCHAMBA WAKOU ; Ghislain Kévin ADIABA ; Fany NGABIKOE ABESSOLO ; Eric DJASRA pour la présence et le soutien amical durant ce parcours.

A mes amis M. Paul Hilaire NNANGA ; Thierry BIYE NDONG ; Romarick MINE ; Franck Alexis BIOME BIOME ; Hans BOUM ; MOUNDJONGUE EKWA ; Japhet MOMBE NGUEMA ; Franck MBITA BIOME, pour leur soutien indéfectible, leur patience et leurs encouragements, qui m'ont permis de traverser les moments de doute.

Merci infiniment à la commune d'Ebolowa 2 et aux populations locales de Bityili pour l'accueil, l'hospitalité pendant notre étude de terrain. Enfin, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin à l'aboutissement de ce mémoire.

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

Indices		Significations
1.	ADM	<i>Archer Daniels Midland</i>
2.	BAD	Banque Africaine de Développement
3.	CAE II	Commune d'arrondissement d'Ebolowa II
4.	CES	Collège d'Enseignement Secondaire
5.	CFAO	Compagnie française de l'Afrique Occidentale
6.	CICC	Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café
7.	CIRAD	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le développement
8.	CNUDD	Commission des Nations Unies pour le développement durable
9.	CRA	Collège Régional d'Agriculture
10.	CRTV	<i>Cameroon Radio Television</i>
11.	DESA	Direction des Enquêtes et des Statistiques Agricoles
12.	DSCE	Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi
13.	DSDSR	Document de Stratégie du Secteur Rural au Cameroun
14.	EBC	Eglise Baptiste du Cameroun
15.	EPC	Eglise Presbytérienne Camerounaise
16.	EPCO	Eglise Presbytérienne Camerounaise Orthodoxe
17.	ESRI	<i>Environmental Systems Research Institute</i>
18.	ETA	Ecole Technique d'Agriculture
19.	ETP	Evapotranspiration Potentielle
20.	FAO	<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i>
21.	FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
22.	FIDES	Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social
23.	FMI	Fonds Monétaire International
24.	FODECC	Fonds de Développement du Cacao et du Café
25.	FUNP	Fonds des Nations Unies pour la Population

26.	GICS	<i>Global Industry Classification Standard</i>
27.	ICCO	<i>International Cocoa Organization</i>
28.	IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
29.	ISCR	<i>International Symposium on Cocoa Research</i>
30.	LPAC	Lutte Phytosanitaire Anticapsides
31.	MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
32.	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
33.	OCISCA	Observatoires du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
34.	ODD	Objectifs du Développement Durable
35.	ONCC	Office National du Cacao et du Café
36.	OPC	Organisations de Promotion du Commerce
37.	ORSTOM	Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer
38.	PAS	Programmes d'Ajustement Structurel
39.	PCD	Plan Communal de Développement
40.	PFNL	Produits Forestiers non Ligneux
41.	PIB	Produit Intérieur Brut
42.	PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
43.	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
44.	QGIS	<i>Quantum Geographic Information System</i>
45.	RCDM	Radio Communautaire du Développement de la Mvila
46.	SAP	Sociétés Africaines de Prévoyance
47.	SCOA	Société Commerciale de l'Ouest Africaine
48.	SDSR	Stratégie Nationale de Développement Sectoriel Rurale
49.	SEMAC	Secteur Expérimental de Modernisation des Cacaoyères
50.	SEMAR	Secteur Expérimental de Modernisation et d'Action Rurales
51.	SEMCENTRE	Secteur Expérimental de Modernisation du Centre
52.	SIP	Sociétés Indigènes de Prévoyance
53.	SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
54.	SOCOOCAMOBIT	Société Coopérative des Cacaoculteurs Modernes De Bityili

55.	SODECAO	Société de Développement du Cacao
56.	SPSS	<i>Statistical Package for the Social Sciences</i>
57.	UEBC	Union des Eglises Baptistes du Cameroun
58.	UIT	Institut Universitaire de Technologie
59.	UNESCO	<i>United Nations for Education, Sciences and Culture Organization</i>
60.	WAPV	<i>West Afrikanische Pflanzungs Gesellschaft Victoria</i>

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: OPERATIONNALISATION DE LA VARIABLE INDEPENDANTE CACAOCULTU	16
TABLEAU 2: OPERATIONNALISATION DU CONCEPT CONDITIONS DE VIE	17
TABLEAU 3: OPERATIONNALISATION DU CONCEPT POPULATION	18
TABLEAU 4: OPERATIONNALISATION DU CONCEPT LOCALITE	19
TABLEAU 5: OPERATIONNALISATION DU CONCEPT DEVELOPPEMENT	21
TABLEAU 6: LOCALITES ET RAISON DE CHOIX	25
TABLEAU 7: EFFECTIF DE LA POPULATION A ENQUETES DANS LA ZONE D'ETUDE	26
TABLEAU 8: SYNOPTIQUE DE RECHERCHE	29
TABLEAU 9: DUREE DE RESIDENCE DANS LE VILLAGE	36
TABLEAU 10: REPARTITION DES SUPERFICIES DES PLANTATIONS DE CACAO DANS LA COMMUNE	40
TABLEAU 11: ANCIENNETE DES PLANTATIONS DE CACAO DANS LA COMMUNE	41
TABLEAU 12: RENDEMENT DES PLANTATIONS DE CACAO DANS LA COMMUNE	44
TABLEAU 13: POPULATION PRATIQUANT LE REBOISEMENT	46
TABLEAU 14: CONTRIBUTION DE LA CACAOCULTURE A LA SCOLARISATION DES ENFANTS	51
TABLEAU 15: REVENUS AFFECTES A L'EDUCATION DES ENFANTS.	53
TABLEAU 16: CONTRIBUTION DES REVENUS DE LA CACAOCULTURE AU DEVELOPPEMENT DU VILLAGE.	64
TABLEAU 17: POTENTIEL DES PLANTATIONS COMMUNAUTAIRES POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL.	66
TABLEAU 18: ANALYSE DE L'ABANDON DES PLANTATIONS DE CACAO DANS LA LOCALITE	70
TABLEAU 19: EVOLUTION DU PRIX DU CACAO PAR KILOGRAMME AU PRODUCTEUR DE 1993 A 2000.	71
TABLEAU 20: EVOLUTION DU PRIX PAR KILOGRAMME AU PRODUCTEUR DE 2001 A 2024	73
TABLEAU 21: PRIX MOYEN DE VENTE DU KILOGRAMME DE CACAO DANS LA LOCALITE	77
TABLEAU 22: IMPACT DE LA CACAOCULTURE SUR LA DEFORESTATION ET LA POLLUTION	80
TABLEAU 23: ESTIMATION DE LA DISPARITION DES ESPECES ANIMALES ET VEGETALES	82
TABLEAU 24: PRATIQUE DE LA BUDGETISATION DES REVENUS CACAOYERS.	96

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1: LOCALISATION DE BITYILI	7
FIGURE 2: RELIEF DANS LES ZONES ENQUETEES.....	34
FIGURE 3: SEXE DES REpondANTS.....	35
FIGURE 4: REPARTITION DES VARIETES DE CACAO CULTIVEES DANS LA COMMUNE.....	42
FIGURE 5: MODES D'ENTRETIEN DES PLANTATIONS DE CACAO DANS LA COMMUNE.....	45
FIGURE 6: ROLE DES COOPERATIVES DANS LA VALORISATION ET L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION CACAOYERE	48
FIGURE 7: STATUT D'HABITATION.	58
FIGURE 8: REPARTITION DES PLANTATIONS DE CACAO	63
FIGURE 9: PRIX GRADE I ET II EN FCFA 1993-2000	72
FIGURE 10: PRIX GRADE I ET II EN FCFA 2001 A 2025	74
FIGURE 11: GESTION DES ACTIVITES PENDANT LES PERIODES DE BAISSSE DES PRIX DU CACAO	76
FIGURE 12 : PRIX MOYEN DE VENTE DU KILOGRAMME DE CACAO DANS LA LOCALITE ..	77
FIGURE 13: ACTEURS IMPLIQUES DANS LA COMMERCIALISATION DU CACAO DANS LA LOCALITE.....	78
FIGURE 14: CARTE D'OCCUPATION DU SOL DE LA LOCALITE DE BITYILI.	81
FIGURE 15: UTILISATION DES ENGRAIS POUR L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE CACAO	83
FIGURE 16: PROBLEMES RENCONTRES PAR LES PLANTEURS DE CACAO DANS LA LOCALITE.....	87
FIGURE 17: DISTANCE ENTRE LA PLANTATION DE CACAO ET LA MAISON DES PRODUCTEURS.	89
FIGURE 18: GESTION DE LA PRODUCTION DE CACAO PAR LES AUTORITES	91
FIGURE 19: PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES ACTIVITES AGRICOLES POUR L'AMELIORATION DES REVENUS.....	94
FIGURE 20: BESOINS EN FORMATION POUR UNE MEILLEURE GESTION DES REVENUS CACAOYERS	95
FIGURE 21: UTILISATION DES ENGRAIS POUR L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE CACAO	97
FIGURE 22: ROLE DES COOPERATIVES DANS LA VALORISATION ET L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION CACAOYERE	99

LISTE DES PLANCHES

PLANCHE 1: VARIETES DE CACAO DOMINANT	43
PLANCHE 2: ETABLISSEMENT SECONDAIRE DE BITYILI.....	52
PLANCHE 3 : INFRASTRUCTURE D'UN PLANTEUR AVANT ET APRES L'AUGMENTATION DU KILOGRAMME BITYILI	59
PLANCHE 5: LES HABITATIONS TEMOINS D'UNE PROSPERITE EN ÉMERGENCE A BITYILI	61
PLANCHE 6 : INVESTISSEMENTS INFRASTRUCTURELS D'UN PLANTEUR EN ARRET.	87

LISTE DES PHOTOS

PHOTO 1 : BATIMENT DE L'ANCIENNE ENTREPRISE WILLY SERVICES	38
PHOTO 2: ETABLISSEMENT NSO ET FILS	40
PHOTO 3: ESPECE FORASTERO	43
PHOTO3 : ESPECE TRINATARIO	43
PHOTO 4: PLAQUE CES DE BITYILI	52
PHOTO 5: BATIMENT ADMINISTRATIF	52
PHOTO 6: SURVEILLANCE GENERALE.....	52
PHOTO 7: SALLE DE CLASSE	52
PHOTO 8: MAISON EN TERRE BATTUE (A).....	52
PHOTO 9: MAISON EN DURE (B)	59
PHOTO 10 : QUINCAILLERIE A BITYILI.....	65
PHOTO 11: TAS DE PARPAING.....	87
PHOTO 12:FONDATION.....	87
PHOTO 13 : MAISON D'UN CULTIVATEUR DE CACAO A BITYILI	90



LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Autorisation de recherche de l'Université de Yaoundé I	112
Annexe 2 : Questionnaire d'enquête	113
Annexe 3 : Guide d'entretien avec Monsieur le Maire de la Commune d'Ebolowa 2... 120	120
Annexe 4 : Plan Communal de Développement de la Commune d'Ebolowa 2	122

RESUME

Selon la FAO (2021), 61 pays produisent actuellement du cacao. Environ 5 à 6 millions d'agriculteurs sont en grande partie des petits exploitants. Cette activité pratiquée dans les zones tropicales en Afrique, joue un rôle très important pour le bien-être de la population et pour son développement. L'économie camerounaise repose sur l'agriculture, qui occupe plus de 70% de la population active et contribue au moins 44.8% du produit intérieur brut (PIB). Mondialement, le cacao à travers l'augmentation de son prix n'est plus à négliger par les populations comme il y'a cela 30 quand il y'a eu la dévaluation du Francs CFA. C'est dans ce sillage que s'inscrit la présente étude sur le thème « cacaoculture et amélioration des conditions de vie des populations dans la commune d'Ebolowa 2 : cas de la localité de Bityili (département de la Mvila) ». Les populations se lancent la conquête de cette production pour subvenir tout d'abord à leur besoin élémentaire à savoir la nutrition, la santé et l'éducation. Cependant, malgré cette augmentation des prix plusieurs dilapident les revenus provenant de cette production. A cet effet, notre préoccupation a été de montrer dans quelle mesure la cacaoculture peut contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations. De ce fait, nous avons mené des recherches documentaires, enquêtes orales et sondages auprès de la population locale en question. Ces recherches nous ont permis de recueillir des informations nécessaires pour la rédaction de ce travail. A l'issue de cette étude, il en ressort que, 92,30% de la population estiment que la flambée des prix contribue réellement à l'amélioration de leurs conditions de vie. Malgré qu'une partie de la population 56,15% ne consacre pas une part de leurs revenus pour le développement de la localité, les 44% autres consacrent une part de leur revenu annuel pour le développement communautaire en vue d'améliorer les infrastructures et services du village. En vue de la bonne gérance des revenus de cette pratique et assurer le bien-être des populations, nous allons proposer quelques perspectives pour une gestion rationnelle des revenus issus de la cacaoculture pour les populations de Bityili.

Mots clés : Cacaoculture, Condition de vie, Localité, Développement rural, Revenu paysan, Economie locale

ABSTRACT

According to the FAO (2021), 61 countries currently cultivate cocoa. Approximately 5 to 6 million farmers involved in this activity are predominantly smallholders. Practiced in tropical zones across Africa, cocoa cultivation plays a vital role in the well-being and development of the population. The Cameroonian economy heavily relies on agriculture, which engages over 70% of the active population and contributes at least 44.8% of the Gross Domestic Product (GDP). Globally, with its increasing price, cocoa can no longer be disregarded by populations, unlike 30 years ago following the devaluation of the CFA Franc. It is within this context that the present study, titled "Cocoa Farming and the Improvement of Living Conditions for Populations in the Ebolowa 2 Commune: The Case of the Locality of Bityili (Mvila Department)," is situated. Populations are increasingly engaging in cocoa production primarily to meet their basic needs, including nutrition, health, and education. However, despite the increase in prices, many squander the income derived from this production. Consequently, our primary objective has been to demonstrate the extent to which cocoa farming can contribute to improving the living conditions of these populations. To achieve this, we conducted documentary research, oral surveys, and polls among the local population in question. These investigations enabled us to gather the necessary information for the completion of this work. The findings of this study reveal that cocoa farming constitutes the primary source of income for numerous families in the Bityili locality. Nevertheless, 92.30% of the local population believe that the surge in prices genuinely contributes to the improvement of their living conditions. Although 56.15% of the population does not allocate a portion of their income to the development of the locality, the remaining 44% dedicate a part of their annual income to community development to improve village infrastructure and services. To promote sound management of the revenues generated from this practice and to ensure the well-being of the populations, we will propose several strategies for the rational management of income derived from cocoa farming for the people of Bityili.

Keywords: *Cocoa Farming, Living Conditions, Locality, Rural development, farmers income, Local economy*

INTRODUCTION GENERALE

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) des Nations Unies (2015), constituent une feuille de route universelle pour un avenir meilleur et plus stable pour tous. Ainsi, l'amélioration des conditions de vie des populations est un objectif transversal et demeure l'un des plus grands défis de l'humanité. Puisque l'amélioration des conditions de vie des populations est un challenge vital, plusieurs activités de subsistance et de rentabilité sont menées au quotidien par l'homme, dans le but d'atteindre l'objectif énoncé plus haut. Cependant, la production mondiale du cacao est principalement concentrée dans une zone géographique située entre 10° de latitude nord et 10° de latitude sud de l'équateur. Cette culture étant originaire de l'Amérique du Sud, la cacaoculture a été introduite en Espagne par Hernan Cortes en 1528. En vue de répondre à la demande croissante des cours royales espagnoles, les premières plantations de cacaoyers (*théobroma cacao*) ont été établies dans les Caraïbes et en Equateur par les frères capucins.

La cacaoculture a été insérée comme activité au Cameroun en 1892 par les Allemands via le Sao Tomé et Príncipe. Initialement concentrée autour du Mont Cameroun sous forme de grandes plantations industrielles, elle s'est ensuite propagée des plaines côtières de l'ouest vers les plateaux forestiers du sud et du centre grâce à l'administration française. L'économie camerounaise repose sur l'agriculture, qui occupe plus de 70% de la population active et contribue au moins à 44,8% du Produit Intérieur Brut (PIB). Le cacao à lui seul procure 28% des exportations et occupe une place de choix parmi les produits agricoles d'importance. Bityili, localité rurale attachée à la commune d'Ebolowa 2 dans le Département de la Mvila, Région du Sud Cameroun, le cacao culture joue un rôle fondamental pour les populations de cette localité.

Par ailleurs, elle est un pilier essentiel et est une source de revenus déterminante pour le développement socio-économique, et pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Car, contribuant à l'alimentation, à l'éducation des enfants et à l'accès aux soins de santé. Cette étude tend à analyser l'impact de la cacaoculture dans le développement, l'étude de ses dérivées, tout en mettant en lumière les perspectives pour une gestion rationnelle des revenus issus de la production et de la vente du cacao pour le renforcement des conditions de vie des populations dans cette localité.

CONTEXTE GENERAL ET JUSTIFICATION DU CHOIX DU SUJET

1.1.Contexte général

Le développement local impulsé par la décentralisation au Cameroun, a marqué les idéaux de valorisation de l'agriculture entre les plans quinquennaux, de DSCE et la SND30. Déjà, les indicateurs du développement mondial avaient démontré que ce secteur d'activité fut incontournable. Le cacao est cultivé dans les régions tropicales du globe, principalement en Afrique, en Amérique Latine et en Asie du Sud-Est. La filière cacao est associée à l'importance économique et sociale pour les populations, à travers son taux de consommation qui s'estime à 5,4 millions de tonnes en 2022. À cet effet, le cacao est une source incontournable du développement et de la mondialisation. Cette culture millénaire est prépondérante pour le développement des sociétés, et a un impact significatif pour façonner les conditions de vie des populations.

Pour mieux mûrir la réflexion et trouver les pistes stratégiques et favorables pour une cacaoculture efficiente, plusieurs conférences ont eu lieu à plusieurs échelles à savoir : pour discuter de l'amélioration des revenus des producteurs : giga-échelle (niveau international), méso-échelle (niveau national) et micro-échelle (niveau local). Nous mentionnons successivement la 5^e Conférence Mondiale du Cacao Organisée par l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO). Cette conférence s'est tenue du 21 au 24 avril 2024 à Bruxelles, Belgique. *The International Symposium on Cocoa Research (ISCR)* (le Symposium International sur la Recherche Cacaoyère) quant à lui, avait eu lieu du 5 au 7 décembre 2022 à Montpellier, en France. Sa vision était basée sur les différentes innovations et les réflexions d'appui du développement du marché, notamment à la promotion de la culture. À cet effet, son objectif principal était d'améliorer les revenus des exploitants. Les déroulés des thématiques à l'instar de « **Cacaoculture : approches et pratiques innovantes pour une production durable** », ont démontré non seulement la diversité des connaissances sur le génome et le fonctionnement de la plante, mais aussi les aspects fonctionnels et quelques systèmes de gestion de production et de commercialisation. Toutefois, les techniques et divers savoir-faire des exploitants n'étant pas les mêmes, les experts du CIRAD ont proposé de canaliser l'action de réhabilitation, la gestion des maladies, ainsi qu'une riposte tactique et professionnelle sur la question du climat.

Dès lors, la cacaoculture s'identifie comme une œuvre agricole essentielle dans plusieurs régions du monde, et affiche un impact significatif sur l'économie locale. L'Afrique, encore appelée berceau de l'humanité, est doté d'un potentiel agricole remarquable et diversifié. Car, regorgeant de nombreuses terres qui sont favorables pour ses activités

agricoles, les mécanismes de développement participent au champ de force patrimonial des valeurs agroindustrielles. Dans l'industrie mondiale du cacao, l'Afrique joue un rôle central en fournissant 70% de cette production. Cette culture est une source clé de revenus pour les millions de petits exploitants agricoles dans les plus grands pays producteurs de ce continent à savoir la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun et le Nigéria. Cependant, malgré cette forte productivité et la forte hausse du prix de cacao, de nombreux producteurs continuent de vivre en dessous du seuil de la pauvreté.

À travers ce phénomène, plusieurs colloques et conférences se sont tenus en Afrique pour résoudre ce problème, dans le but d'optimiser et valoriser les conditions sociales des populations en général et des producteurs en particulier. Parmi ces assises internationales, nous avons entre autres, la 28^e réunion de partenariat de la Fondation Mondiale du Cacao qui s'est tenue à Abidjan en Côte-d'Ivoire, du 26 au 27 octobre 2016. L'on note aussi la conférence des producteurs de cacao au Nigéria tenue du 18 au 19 octobre 2023 à Abuja.

Comme nous avons souligné plus haut, l'économie du Cameroun est basée en majeure partie sur l'agriculture. De ce fait, il est classé troisième producteur de cacao en Afrique derrière le Ghana et la Côte-d'Ivoire. Cette filière a augmenté de 42% lors de la campagne 2020-2021, atteignant 292 ; 471 tonnes. Ainsi, à travers ce considérable accroissement de prix au fil des années, cette production dont l'intérêt est de réformer la vie sociale, est confrontée à la stagnation du niveau de vie des producteurs et de leurs familles. Pourtant, en tant qu'activité pratiquée par une grande partie de la population, la cacaoculture devrait contribuer à l'éradication de la précarité.

Manifestement et considérée comme l'une des régions du Cameroun où l'agriculture joue un rôle clé dans la subsistance des ménages, le Sud manifeste la volonté d'améliorer les conditions de vie des populations dans le contexte où cet objectif devient de plus en plus un défi mondial. Cependant, en dépit du potentiel que renferme cette zone, les producteurs font face à de nombreuses infortunes qui compromettent souvent leur qualité de vie. Tout en ayant connaissance de l'engouement et l'effervescence qui s'affichent lors des saisons cacaoyères au sein de cette circonscription géopolitique, l'on peut comprendre à quel point cette culture est importante pour la population à travers sa production en passant par la commercialisation, elle contribue ainsi à la croissance de l'économie locale.

Bitiyili, localité rurale rattachée à la commune d'Ebolowa 2 est un village subdivisé en trois secteurs à savoir Bitiyili I, Bitiyili II et Bitiyili III. Cette zone est reconnue comme un pôle d'excellence en matière de production et de commercialisation du cacao. Cette culture joue un

rôle déterminant pour le développement et l'amélioration des conditions physiologiques et sécuritaires des populations.

Justification du choix du sujet

Le sujet « **Cacaoculture et amélioration des conditions de vie des populations dans la commune d'Ebolowa II : dans la localité de Bityili (département de la Mvila)** » renferme plusieurs motivations qui ont encouragé le choix de cette étude sur différents ordres.

Sur le plan économique, la cacaoculture est une source majeure de revenus pour de nombreuses familles dans la localité de Bityili. Elle s'implique comme un débat permanent, qui pousse à plus de curiosité dans son étude, son mode de fonctionnement et l'impact qu'elle a vis-à-vis de l'évolution économique, socioculturelle et politique de la localité.

Sur le plan académique, cette thématique offre une occasion d'apporter une contribution significative aux connaissances sur les pratiques liées à la cacaoculture, en tenant compte des stratégies implémentées pour la rentabilité et la prolifération de l'économie locale à base de cette culture. Ce qui induit de connaître davantage la conception et la portée du cacao dans le développement rural ou économie locale, en tenant compte des valeurs physiques de la localité et la psychologie des producteurs.

Enfin, Bityili représente un exemple pertinent dans la commune d'Ebolowa 2 où la cacaoculture est pratiquée. Cependant, étudier cette localité permet d'avoir une approche spécifique et de recommandations applicables à d'autres zones, selon leurs réalités géographiques et économiques. Ce sujet explore comment la cacaoculture peut être optimisée pour maximiser les bénéfices des producteurs locaux et améliorer leur bien-être. L'amélioration des conditions de vie des producteurs de cacao peut avoir des effets positifs sur l'ensemble de la localité notamment en termes de santé, d'éducation et d'infrastructures.

DELIMITATION DU SUJET

La délimitation de l'étude se fera sur un triple plan : thématique, spatial et temporel.

1.2.Délimitation thématique

La cacaoculture est un moteur économique mondial à travers sa pratique qui constitue un grand levier économique pour le développement à l'échelle locale et à un changement progressif des conditions de vie. Ainsi, ce thème nous permettra d'illuminer d'autres sous thèmes pour mieux appréhender notre recherche.

Aborder la cacaoculture dans la localité de Bityili nous permettra de mieux visualiser sa gestion, son impact et ses retombées sur le bien-être des habitants. Ainsi, tout en sachant qu'avec les revenus de cette activité qui doivent être utilisés pour le bien être des habitants à

travers (soins de santé, éducation, développement local). Cependant, une partie connaît des obstacles pendant les campagnes, ce qui freine le développement de la localité et impacte le bien être des familles. De plus, l'évaluation de l'impact socio-économique de la filière cacao dans la localité de Bitiyili a une approche multidimensionnelle et il en faut des suggestions pour une analyse approfondie, prenant en compte différents aspects du développement local.

Dès lors, la cacaoculture étant un levier pour améliorer les conditions de vie, nous allons nous focaliser sur son impact, ses dérivées et en ressortir quelques perspectives pour le bien-être des populations de cette localité de Bitiyili.

1.3.Délimitation temporelle

Dans l'étude de ce sujet intitulé « **La cacaoculture et l'amélioration des conditions de vie des populations dans la Commune d'Ebolowa II : cas de la localité de Bitiyili** », il est possible, voire nécessaire de pouvoir ressortir deux bornes chronologiques à savoir ; la borne 1994 et la borne supérieure située à 2025.

Nous avons pris la borne 1994 car cette période marque la transformation significative de la cacaoculture au Cameroun. La dévaluation du Franc CFA en janvier 1994 marque le point d'achèvement de la libéralisation de la filière à travers la suppression du système de stabilisation des prix au producteur et des prélèvements étatiques sur les filières.

Quant à la borne 2025, la Cacaoculture au Cameroun et en particulier au Sud-Cameroun a connu plusieurs développements importants à travers l'augmentation des prix de productions. Plusieurs initiatives ont été mises en place pour améliorer la qualité du cacao, notamment à travers la distribution des équipements appropriés.

1.4. Délimitation spatiale

Le Plan Communal de Développement d'Ebolowa 2 (PCD) nous présente Bitiyili comme une localité rurale appartenant à la commune d'Ebolowa 2 dans le Département de la Mvila, Région du Sud. Situé dans la forêt équatoriale de coordonnées 2° 56' 00" de latitude Nord et 11° 11' 00" de longitude Est, il est limitrophe :

- Au Sud par le village Biyeyem,
- À l'Ouest par la commune d'Ebolowa I ;
- À l'Est par la commune de Mengong.

Situé à 5 km de la ville d'Ebolowa, cette localité s'étend à plusieurs km et est subdivisé en trois secteurs à savoir : Bitiyili I, Bitiyili II et Bitiyili III. La principale langue est le Bulu et appartient au groupement MVII-NORD 1. Cette localité regroupe une population de 2618 habitants.

Afin de situer précisément la zone d'étude, la carte de localisation ci-dessous illustre l'insertion géographique de la localité de Bityili. Elle permet de visualiser son positionnement à l'échelle Nationale, mettant en évidence ses limites administratives ainsi que sa proximité avec les principaux axes de communication et les agglomérations environnantes.

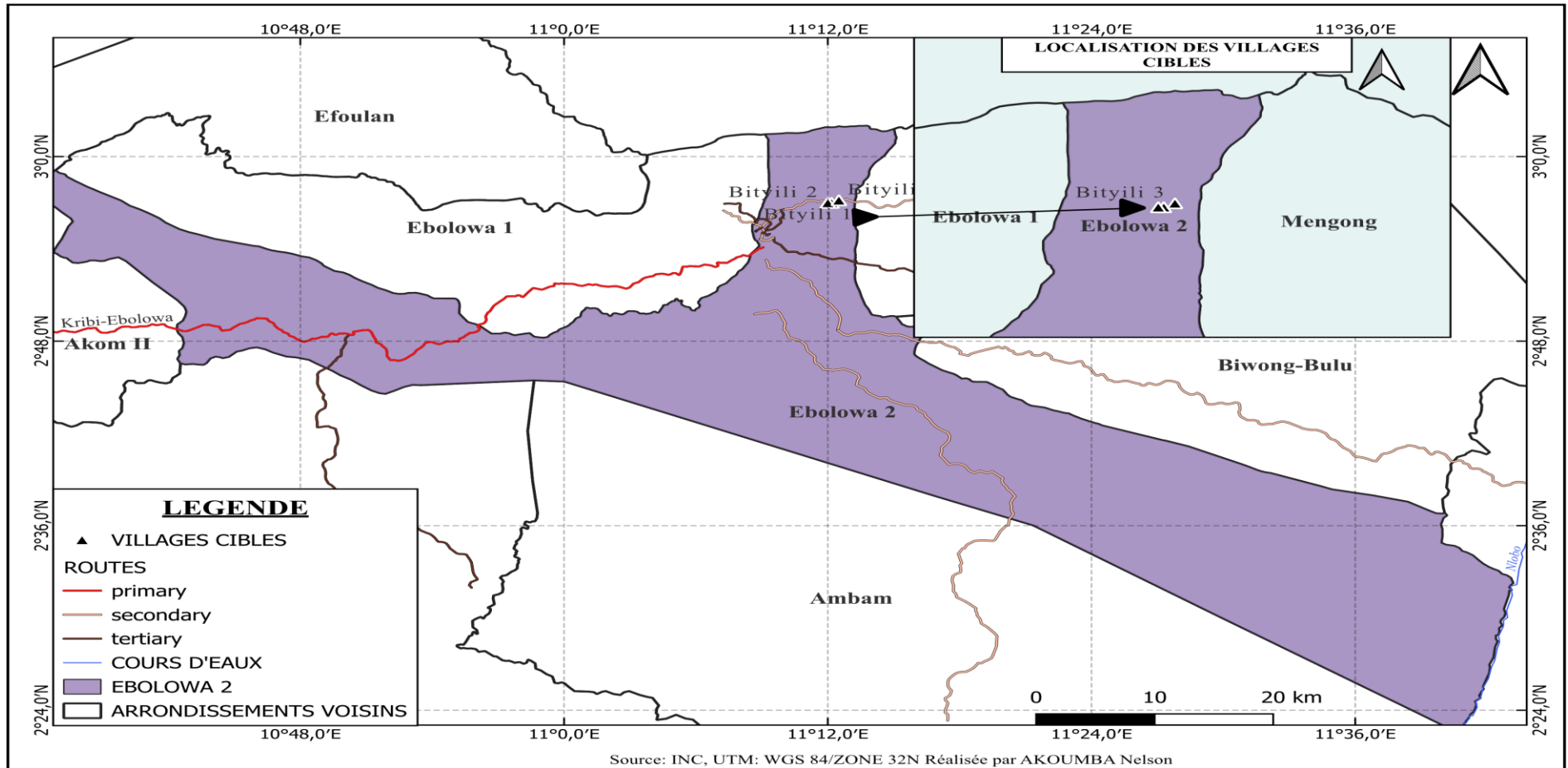


Figure 1: Localisation de Bityili

REVUE DE LA LITTÉRATURE

La revue de la littérature est une étude ciblée, approfondie et critique des principaux travaux existants réalisés sur un thème particulier (Jaillet). C'est dans le même sens que Fink a défini en 2014 la revue de littérature comme étant un examen critique et systématique des études et publications pertinentes pour un sujet ou une question de recherche spécifique.

❖ Cacaoculture du point de vue social

Fodouop K., (2003) il retrace dans son article l'évolution des coopératives agricoles en Afrique, initialement créées par l'État pour aider les paysans. Suite au retrait de la gestion étatique, des initiatives paysannes ont vu le jour, comme les Groupements d'Initiatives Communes (GIC) au Cameroun.

Ces GIC, qui se sont multipliés ces dix dernières années, sont des structures de travail collectif basées sur l'entraide et la solidarité traditionnelles. Leur objectif est d'aider les agriculteurs à améliorer leur production, leur transformation et leur commercialisation, tout en réduisant leur dépendance vis-à-vis des commerçants. Ils permettent également aux paysans d'épargner de l'argent pour leurs besoins socio-économiques.

Bien que les GIC aient permis d'augmenter la production et les revenus des agriculteurs, ils rencontrent des problèmes qui limitent leur efficacité. L'article conclut que l'État et les organisations non gouvernementales devraient intervenir pour les soutenir et les rendre plus performants. L'analyse des activités des GIC est illustrée par l'exemple de la province du Centre au Cameroun. Dans notre sujet, nous allons nous pencher sur le rôle des différents acteurs (producteurs, acheteurs locaux, exportateurs), les défis liés à la volatilité des prix du cacao et les mécanismes de fixation des prix. Étudiez également les difficultés d'accès aux marchés pour les petits producteurs et les initiatives pour améliorer la qualité du produit.

Chambers R., (1993) part du constat que les zones rurales, que ce soit les pays du Nord que ceux du Sud, sont les plus démunies et plus défavorisées, avec un cadre et des conditions de vie précaires, qui confèrent un visage multiple à la pauvreté rurale. Il évalue les différentes démarches jusque-là implémentées par l'Etat et les praticiens du développement, pour améliorer le sort des zones rurales et aboutissent à la conclusion qu'elles pèchent toutes par la non intégration et la non systématisation d'une approche participative dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de développement. En guise d'amélioration, il propose d'une part que les décideurs et les praticiens intègrent et

systématisent l'approche participative en remettant les populations locales au centre de leurs travaux et d'autre part, l'amélioration de l'encadrement juridique de leurs activités.

Julia H., (2024) présente géographiquement, les plantations de cacao et leurs zones de concentration dans le monde à travers les différents pays producteurs. Ces pays équatoriaux sont propices à la culture du cacaoyer, car les conditions environnementales y sont parfaitement adaptées à la production de cabosses de qualité. Elle continue à analyser la cacaoculture sur le plan social, en présentant les différentes confrontations liées aux inégalités telles que le travail des enfants essentiellement au sein de familles de migrants, la pauvreté et les disparités entre les sexes, ainsi qu'à la vulnérabilité économique des petits exploitants agricoles qui constituent la base de cette industrie.

International Cocoa Initiative Cacaoculture (2019). Dans ce livre, il présente les producteurs de cacao du Ghana et de la Côte d'Ivoire et leurs familles à travers leur situation de précarité depuis des décennies, malgré l'importance de cette culture dans l'économie et le développement économique et social de ces pays. En Côte d'Ivoire par exemple, pour assurer 40 % de l'approvisionnement mondial, ce secteur mobilise près d'1 million de producteurs qui fournissent un revenu à 5 millions de personnes, soit environ 1/5 de la population du pays. Il est de plus le premier pourvoyeur de devises du pays et l'un des secteurs qui contribuent fortement aux recettes de l'État.

❖ **Cacaoculture du point de vue économique**

La Relance de la cacaoculture et contribution au développement local dans l'arrondissement d'Ombessa (Mbam et Inoubou) de Thomas Eric Ndjogui, Victor Hervé Baliaba. Les auteurs s'expriment sur la mise en œuvre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et analysent les répercussions significatives sur les exploitations agricoles locales, la création du FODECC et montrent comment ça été un tournant pour le développement de la filière. Cette étude s'interroge sur la capacité des stratégies de relance de la cacaoculture à satisfaire les aspirations de développement des populations locales d'Ombessa.

Folefack D.P., (2003) L'auteur montre les conséquences des politiques d'ajustement structurel sur le secteur cacaoyer au Cameroun, après la libération du marché. Cependant il explique comment les producteurs rencontrent divers défis et des difficultés de financement pour leurs exploitations ainsi que des obstacles liés à l'approvisionnement en intrants agricoles et à la lutte phytosanitaire ce qui impact la qualité du cacao produit.

Kouakou G,Y., (2024) l'auteur présente la région de la Nawa en Côte d'ivoire en tant que première productrice de cacao du pays, et celle-ci fait face à des défis de pauvreté. Malgré les stratégies de résilience mises en place dans la filière cacao, nombreux producteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ainsi pour diversifier les revenus des cacaoculteurs, l'étude propose de promouvoir le cacao tourisme comme une solution potentielle.

Kone., (2023) dans son article, inscrit sa réflexion dans le jargon de la psycho-économie du cacao. Ici, l'auteur se penche sur la compréhension et la mise en lumière de la relation qui existe entre la cacaoculture et la pauvreté. Il se propose d'analyser la production des revenus rémunérateurs et les conditions de vie des producteurs. Il porte son regard sur les limites et les freins pour l'essentiel politique, administratif, fiscaux mais également par la faiblesse des dotations en capital et en investissement nécessaire.

Dadjo F. G., (2005) dans ses travaux présente l'amélioration des revenus des producteurs de cacao. Dans cette optique, des programmes de durabilité ont été mis en place dans les départements de la Lékié et du Mbam-et-Inoubou, avec pour objectif de former les planteurs à gagner leur vie tout en préservant les ressources environnementales. À l'issue de ces formations, les producteurs ont vu leurs revenus presque doubler. Cependant, ce revenu reste insuffisant pour assurer un niveau de vie décent dans le ménage d'un producteur de cacao composé en moyenne de 7 personnes. L'objectif de cette étude est d'analyser l'impact des facteurs liés à la baisse de revenus des cacaoculteurs formés dans les départements de la Lékié et du Mbam-et-Inoubou.

❖ **Cacaoculture du point de vue environnemental**

Ebela Philomène A., (2017) examine l'importance de l'agriculture vivrière marchande dans la lutte contre la pauvreté des ménages ruraux dans le département de la Mvila. Bien que plus de 80 % de la population active locale pratique l'agriculture vivrière, une partie de cette production commence à être vendue sur les marchés, devenant ainsi une source économique importante pour certains ménages. Cette transition est souvent une réponse à la baisse du pouvoir d'achat ou à l'augmentation de la population urbaine.

Folefack D, (2010) évalue l'incidence de la pauvreté liée aux revenus dans les zones cacaoyères du Cameroun, en utilisant une approche économique basée sur le revenu monétaire et des outils comme la courbe de Lorenz et l'indice de Gini pour analyser les inégalités. Malgré la diversification des activités agricoles procurant un revenu annuel moyen

de 1 215 622 FCFA, la pauvreté touche encore 69 % de la population. L'analyse révèle que les producteurs de la région du sud-ouest sont relativement plus riches, avec un revenu moyen de 228 263 FCFA par an et par tête, suivis par ceux du centre avec 87 257 FCFA. Les plus pauvres se trouvent au sud, avec un revenu de 53 504 FCFA par an et par tête et des inégalités plus marquées. Les fortes inégalités de revenus et la concentration de richesse sont présentes dans toutes les zones de production de cacao au Cameroun.

Cuedon J., (2017) s'intéresse à la situation favorable des planteurs de cacao camerounais au cours des quinze dernières années. Après une décennie de crise due à l'effondrement des prix mondiaux du cacao, les années 2000 ont marqué une reprise grâce à la hausse des prix. Cette période a vu une augmentation significative des surfaces cacaoyères et de la production de fèves de cacao au Cameroun. L'étude, menée dans le village d'Abod Mveng, dans l'arrondissement de Ngomedzap, dans le cadre du projet FORECAST, évalue l'impact de cette hausse des prix sur les systèmes cacaoyers locaux. L'analyse révèle que la réhabilitation des anciennes cacaoyères familiales a été le principal moteur de l'augmentation de la production, bien que la création de nouvelles plantations soit limitée par l'espace disponible. L'émergence de grandes plantations capitalistes, encouragée par le gouvernement, semble peu probable dans cette région.

Eric Opoku Mensah dans Paysage agroforestier d'une plantation de Cacao au Ghana, dans son livre, il explore l'impact des bonnes pratiques agroforestières sur la cacaoculture au Ghana, le deuxième producteur mondial de cacao, dans un contexte de changement climatique et de moyens de subsistance précaires pour les producteurs. Il offre une vision globale de l'agroforesterie du cacao, mettant en lumière ses bénéfices pour la durabilité et la résilience des exploitations cacaoyères.

❖ **Cacaoculture du point de vue technique et technologique**

Dieudonné Mbarga dans son article intitulé "La gestion durable de la filière cacao dans la région du centre Cameroun : le cas du bassin de production de la Lekie", met en exergue la contribution qu'une gestion respectueuse des exigences du développement durable (solidarité sociale, efficacité économique, responsabilité écologique et interculturelle) peut apporter à l'optimisation des potentialités de l'activité cacaoyère au Cameroun et suggère les chemins à emprunter ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour favoriser cette émergence. En dépit des statistiques optimistes d'une production en hausse (220 000 tonnes en 2011) par son délabrement continu qui la voue à un abandon certain si la refondation de sa gestion

n'intervient pas à brève échéance. C'est la condition nécessaire à l'affirmation de ce secteur ainsi qu'à l'épanouissement qui devrait en résulter à la fois, pour les planteurs, le développement local, et le bien-être national à travers la consolidation de sa contribution dans le budget de l'Etat.

Ruf, (1991), analyse comment La production de cacao suit un cycle de prospérité et de récession, en partie dû à la facilité de planter du cacao et à la difficulté de replanter 20-25 ans plus tard. Ainsi, un pays producteur de cacao déplace son centre de production avec le défrichement des nouvelles forêts. Cependant, ce modèle doit être reconsidéré après les événements de 1988 à 1991, lorsque les agriculteurs ivoiriens ont innové au lieu d'abandonner la production. Trois aspects d'innovation sont notés : ils ont planté de nouveaux arbres dans des conditions écologiques moins favorables, libéré des terres pour les cultures vivrières en replantant du cacao, et ont fait preuve d'une plus grande innovation en 1991, en réponse à trois crises majeures (déforestation, rareté des terres et chute des prix). Les gouvernements africains doivent maintenant soutenir ces innovations pour maintenir leur statut de producteurs majeurs de cacao.

Kouassi Guillaume N'guessan dans son livre, il explore les défis et les solutions pour une cacaoculture durable. Pour l'auteur, le cacao est la principale source de devises pour de nombreux pays africains, en particulier en Afrique de l'Ouest, qui produit 65 % des fèves de cacao mondiales. La Côte d'Ivoire et le Ghana assurent à eux seuls 50 % de l'offre mondiale, avec la Côte d'Ivoire représentant 40 %. Ce secteur constitue un pilier de l'économie ivoirienne, générant 30 % des recettes d'exportation du pays.

Boete B,G,C,. (2017) l'auteur explique comment la certification est de plus en plus présente dans la production agricole, garantit la qualité et l'origine des produits, rassurant les consommateurs. Dans un contexte de développement durable, elle vise à améliorer les conditions économiques et sociales des producteurs tout en préservant l'environnement. Cependant, dans des régions comme Mbangassina au Cameroun, où coexistent cacao certifié et conventionnel, les différences socio-environnementales entre ces deux types de production ne sont pas toujours évidentes. Une enquête menée auprès des producteurs a permis de comparer ces deux systèmes, mettant en lumière leurs impacts respectifs.

PROBLEMATIQUE

Dans le monde entier, la cacaoculture est une activité agricole clé, très importante et résultant des divers facteurs économiques, sociaux et environnementaux. Les pays émergents et les pays en voie de développement se lancent dans cette activité pour viser l'amélioration des conditions de vie de leur population. Ainsi cette activité étant est une source de revenus très important pour l'économie mondiale et a un impact significatif pour le bien-être des populations à savoir : les soins de santé, l'éducation etc.

D'après la banque africaine de développement (BAD) 221, inclut un chapitre dédié à l'amélioration de la qualité de vie des populations africaines. Dans la même lancé, le rapport de la *Cocoa Horizons Foundation* (2020-2021) met en lumière les efforts de cette fondation pour améliorer les moyens de subsistance des producteurs de cacao tout en protégeant les enfants et la nature. Cependant à travers ces rapports, on se demande comment les populations parviennent à gérer les revenus provenant de cette grande activité.

Au regard de son importance capitale pour l'économie du pays. Le cacao à lui seul procure 28% des exportations et occupe une place de choix parmi les produits agricoles d'importance. En 2023, les exportations de cacao ont généré des recettes d'environ 359 milliards de FCFA, représentant 12% du total des recettes d'exportation du Cameroun. De plus, le gouvernement camerounais joue un rôle de fond et de principes pour le développement de la cacaoculture et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales à travers les initiatives comme la SND30, le Plan de la Relance et de Développement de la filière cacao (horizon 2020) et la SDSR PNIA 2020-2030 .

La localité de Bityili dans la commune d'Ebolowa II, la cacaoculture est une activité phare car la majorité des habitants ruraux la pratique. A travers l'augmentation fulgurante des prix bords champs ces dernières années les populations ont repris espoir car voyant leur effort récompensé. Ainsi, à travers les revenus obtenus par cette production beaucoup de producteurs sont conscients et parviennent désormais à subvenir à leur besoin et leur développement pour leur bien-être.

Cependant, nous reconnaissons la grande place importante et prestigieuse de la cacaoculture en tant que source de production d'activités économiques et d'optimisation du bien-être des populations rurales et d'accélération de leur progrès. En fin de compte, notre constat naît de cette interrogation, dans quelle mesure la cacaoculture contribue-t-elle à

l'amélioration des conditions de vie des populations de Bityili, et quels sont les impacts, les dérivées et les perspectives associés à son développement ?

QUESTIONS DE RECHERCHE

Question principale

Dans quelle mesure la cacaoculture contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations dans la localité de Bityili ?

Questions spécifique 1

Quels sont les facteurs socio-économiques et techniques qui influencent la production cacaoyère dans l'arrondissement d'Ebolowa II ?

Question spécifique 2

Dans quelle mesure la cacaoculture influence-t-elle les conditions de vie sociale des ménages producteurs ?

Question spécifique 3

Comment la cacaoculture influence-t-elle la fois les conditions de vie économique des producteurs et l'environnement naturel ?

Question spécifique 4

Quelles stratégies peuvent renforcer l'impact positif de la cacaoculture sur les conditions de vie des populations à Bityili ?

1.1.1 OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Objectif principal

Analyser l'impact de la cacaoculture sur l'amélioration des conditions de vie des populations de Bityili.

Objectif 1

Analyser les conditions de production de la cacaoculture à Ebolowa afin d'identifier les contraintes majeures et les objectifs susceptibles d'améliorer le rendement et les revenus des producteurs

Objectif 2

Analyser l'impact de la cacaoculture sur les conditions de vie sociales des ménages

Objectifs 3

Analyser les effets économiques et environnementaux de la cacaoculture afin d'évaluer son impact sur les revenus

Objectif 4

Identifier les actions susceptibles d'améliorer durablement l'impact de la cacaoculture sur les conditions de vie des populations de Bityili

1.1.1 HYPOTHESES

Hypothèse principale

La cacaoculture constitue une source importante de revenus pour les populations de la localité de Bityili.

Hypothèse 1

L'adoption des pratiques culturelles améliorées contribue significativement à l'augmentation de la production cacaoyère à Ebolowa II

Hypothèse 2

La cacaoculture contribue à l'amélioration des conditions de vie des ménages

Hypothèse 3

L'adoption de pratiques de cacaoculture durable permet d'améliorer les revenus des producteurs tout en préservant l'environnement naturel

Hypothèse 4

L'absence des politiques de soutien limite l'impact positif de la cacaoculture sur les conditions de vie des populations de Bityili.

CLARIFICATION CONCEPTUELLE DE RECHERCHE

La clarification conceptuelle nous permettra de définir les mots clés de notre sujet et les mots qui sont en relation avec notre sujet dans le but de mieux les expliquer afin d'éviter la confusion.

1.1. Cacaoculture

Le concept de cacaoculture a été défini par plusieurs auteurs de différentes manières. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture définit la cacaoculture comme « la culture du cacao, arbre tropical qui produit des fèves de cacao utilisées pour fabriquer le chocolat et d'autres produits ».

Pour le centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) : « la cacaoculture est un système de production agricole qui associe la culture du cacao à d'autres activités agricoles et économique pour améliorer les conditions de vie des producteurs ».

Tableau 1: Opérationnalisation de la variable indépendante cacaoculture

Concept	Dimensions	Variables	Indicateurs
La cacaoculture	Socioéconomique	Revenu des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu moyen annuel des producteurs de cacao • Revenu par hectare de cacao • Pourcentage de la population vivant au-dessus du seuil de la pauvreté • Indice de revenu des producteurs de cacao.
		Niveau de vie des ménages	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de pauvreté • Taux d'amélioration des conditions de vie des producteurs • Indice de développement humain • Niveau de satisfaction des besoins fondamentaux
	Spatiaux-culturelles	Paysage culturel et identité culturelle	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de la population qui s'identifie comme producteur de cacao • Populations qui promeuvent la cacaoculture
		Territoire et propriété	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de terre détenues par les producteurs • Superficie des terres consacrées à la cacaoculture
	Politique	Politiques publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Types de financement • Programmes de soutien
		Acteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Types d'acteur • Niveau de participation

Source :conceptionetréalisationdel'auteur,2025.

1.2. Conditions de vie

Nombreux organisations et auteurs se sont prononcés sur la notion de conditions de vie.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), « les conditions de vie désignent les circonstances dans lesquelles les gens vivent, travaillent et grandissent, et qui affectent leur santé et leur bien-être. »

Par ailleurs, Sen explique que « les conditions de vie se réfèrent aux moyens et aux opportunités dont disposent les individus pour atteindre leurs objectifs et réaliser leurs aspirations ».

Tableau 2: opérationnalisation du concept conditions de vie

Concept	Dimensions	Variables	Indicateurs
Conditions de vie	Social	Participation à des organisations de producteurs de cacao	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des producteurs de cacao • Nombre moyen de producteur de cacao par organisation
	Economique	Revenu provenant de la vente de cacao	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu annuel provenant de la vente de cacao • Part du revenu total provenant de la vente de cacao
	Environnementale	Impact des risques environnementaux sur la production de cacao	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de perte de rendement liés aux aléas climatiques • Indice de stress hydrique du verger

Source : conception et réalisation de l'auteur, 2025.

1.3. Population

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (FUNP) pense que « la population désigne l'ensemble des individus qui vivent dans une zone géographique définie, telle qu'un pays, une région ou une ville ».

Dans son argumentaire, le démographe Mamadou Dia désigne la population comme un ensemble des individus qui vivent dans une société africaine, avec des besoins, des désirs et des comportements spécifiques, et qui sont influencés par les facteurs économiques, sociaux et culturels ».

Tableau 3: Opérationnalisation du concept population

Concept	Dimensions	Variables	Indicateurs
Population	Démographique	Taille de la population	<ul style="list-style-type: none"> • Densité de la population • Taux de croissance démographique
	Socio-économique	Revenu moyen des producteurs de cacao	<ul style="list-style-type: none"> • Variabilité du revenu des producteurs de cacao • Niveau de sécurité alimentaire des producteurs
	Spatiale	Distance entre les exploitations et les marchés	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'exploitations de cacao • Distance maximale entre les exploitations de cacao et les marchés

Source : conception et réalisation de l'auteur, 2025.

1.4. Localité

Selon l'organisation des Nations Unies (ONU) : "Une localité est une zone géographique définie, généralement de petite taille, où les activités humaines sont concentrées et où les relations entre les individus et leur environnement sont particulières." (Source : Programme des Nations Unies pour le développement, PNUD)

Quant à l'organisation mondiale de la santé (OMS) : "Une localité est une zone géographique définie où les services de santé sont fournis à une population spécifique." (Source : OMS, Département des systèmes de santé)

La Banque mondiale désigne la localité comme étant une zone géographique définie où les activités économiques et sociales sont concentrées et où les relations entre les individus et

leur environnement sont particulières." (Source : Banque mondiale, Département du développement urbain)

Pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : "Une localité est une zone géographique définie où les activités culturelles, éducatives et scientifiques sont concentrées et où les relations entre les individus et leur environnement sont particulières." (Source : UNESCO, Département de la culture)

Union internationale des télécommunications (UIT) : "Une localité est une zone géographique définie où les services de télécommunication sont fournis à une population spécifique".

Selon Max Derruau, un géographe français : une localité est définie comme un espace géographique délimité, habité par une population qui y vit de manière permanente ou temporaire, et qui possède des caractéristiques, sociales et culturelles qui la distinguent des autres espaces géographiques.

Tableau 4: opérationnalisation du concept localité

Concept	Dimensions	Variables	Indicateurs
Localité	Economique	Revenu des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu total des producteurs • Revenu moyen annuel des producteurs
	Sociale	Niveau d'éducation moyen des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Fréquence des fluctuations des revenus • Niveau de sécurité financière des producteurs
	Spatiale	Superficie des terres cultivées	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de croissance de la superficie des terres cultivées • Superficie totale des terres cultivées.

Source : conception et réalisation de l'auteur, 2025.

1.5. Le développement

Selon Yves Lacoste (géographe français) : Le développement est un processus qui vise à réduire les inégalités économiques et sociales entre les régions et les pays, en favorisant la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie des populations. Ainsi, un bon développement doit satisfaire toutes les générations. Cependant nous allons définir le concept de développement local, économique, social et durable.

1.5.1. Le développement local

Guigou (1998) : "Le développement local est l'expression de la solidarité locale créatrice de nouvelles relations sociales, et manifeste la volonté des habitants d'une microrégion de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économique.

Selon Tremblay, il y a un distinguo sur les deux types d'initiatives de développement local : le type libéral, centré sur le développement économique local, et le type progressiste, qui combine des préoccupations économiques et sociales.

1.5.2. Développement économique

Pour Joseph Schumpeter (économiste autrichien) : Le développement économique est un processus de croissance et de transformation de l'économie, qui se caractérise par une augmentation de la production, de la productivité et du niveau de vie des populations.

Amartya Sen_ (économiste indien) : Le développement économique est un processus qui vise à améliorer les capacités et les opportunités des individus et des communautés, en leur permettant d'accéder à des ressources et à des services qui leur permettent de réaliser leurs objectifs et leurs aspirations.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : Le développement économique est un processus qui vise à améliorer les conditions de vie des populations, en favorisant la croissance économique, l'innovation, la compétitivité et la cohésion sociale.

1.5.3. Développement social

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : Le développement social est défini comme un processus qui vise à l'amélioration des conditions de vie et de bien-être des personnes, en particulier celles qui sont les plus défavorisées.

Gary Craig (2008) : Selon cet auteur dans "Community Capacity Building: Critical Perspectives", le développement social est "le processus par lequel les communautés augmentent leur capacité à se développer elles-mêmes en fonction de leurs besoins et aspirations spécifiques.

1.5.4. Développement durable

Selon le rapport de Brundtland (1987) le développement durable est défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »

Selon la CNUDD, le développement durable est un processus qui intègre les dimensions économique, sociale et environnementale pour assurer une croissance économique équitable et durable, tout en préservant l'environnement et les ressources naturelles pour les générations futures.

Tableau 5: opérationnalisation du concept développement

Concept	Dimensions	Variables	Indicateurs
Développement	Sociale	Education	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'enfants scolarisés • Nombre d'équipement scolaire
	Economique	Activité prédominante	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'agriculteur
	Environnementale	Sol, eau	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage du sol occupé • Superficie • Qualité d'eau

Source : Conception et réalisation de l'auteur, 2024.

CADRE THEORIQUE

Nous ne saurons faire cette étude sans faire recours aux théories pour mieux éclairer le phénomène en question.

1.6.La théorie de la localisation

Cette théorie est attribuée à Walter Christaller, un géographe allemand, elle a été publiée pour la première fois en 1933. Cette théorie explique comment les activités économiques et

les établissements humains se répartissent dans l'espace géographique. Dans le sens de notre sujet, elle s'inscrit en examinant comment les activités économiques, comme la cacaoculture sont influencées par leur emplacement géographique.

1.7. La théorie de la durabilité

Cette théorie est attribuée à René Dubos scientifique et philosophe américain il a introduit le concept de durabilité dans les années 1970. Elle vise à concilier le développement économique et social avec la protection de l'environnement et des ressources naturelles. La théorie de la durabilité est très utile pour améliorer les conditions de vie des populations productrices de cacao, car elle permet de considérer les dimensions économiques, sociales et environnementales de la production de cacao.

1.8. La théorie du développement endogène

Elles découlent de trois modèles : le développement local, le développement économique communautaire et le modèle des milieux innovateurs. Mais le modèle du développement local est celui le plus approprié pour cette étude.

- Le développement local

Selon la définition de l'un de ses principaux défenseurs, Bernard Vachon, le développement local est une: stratégie qui vise, par des mécanismes de partenariat, à créer un environnement propice aux initiatives locales afin d'accroître la capacité des collectivités en difficultés à s'adapter aux nouvelles règles du jeu de la croissance au niveau macro-économique ou à trouver d'autres formes de développement qui, par des modes d'organisation et de production inédits, intégreront des préoccupations d'ordre social, culturel et environnemental parmi des considérations purement économiques» (Vachon 1991).

Ce type de développement repose essentiellement sur les trois postulats suivants (Vachon 1991) :

- Le développement est un processus global
- Les micro-initiatives participent au développement global
- La ressource humaine constitue la force motrice du développement

La théorie du développement local offre un cadre conceptuel très pertinent pour analyser la relation entre la cacaoculture et l'amélioration des conditions de vie des populations tout en montrant que cette activité est un levier potentiel pour un développement plus global et durable pour les populations.

INTERETS DE LA RECHERCHE

1.9.L'intérêt scientifique

Il est associé à l'étude de la cacaoculture et son effet sur l'amélioration des conditions de vie des populations dans la localité de Bityili est multidimensionnel. Il permet d'explorer des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et politiques tout en fournissant des connaissances pratiques qui peuvent contribuer à des solutions durables et inclusives du développement local.

1.10. L'intérêt politique

La cacaoculture est non seulement une activité économique prépondérante, mais elle joue un rôle stratégique dans la politique nationale et internationale. Les gouvernements peuvent gagner le soutien des populations rurales en mettant en place des politiques favorables à la cacaoculture, telles que les subventions, des formations et des programmes de soutien technique.

1.11. L'intérêt social

La culture du cacao encourage souvent la formation de coopératives agricoles, ce qui renforce les liens sociaux entre les agriculteurs. Les projets liés au cacao peuvent inclure des programmes éducatifs pour les enfants, les adultes et les femmes abordant des sujets comme l'agriculture durable, la gestion financière, et même la santé et l'hygiène. La cacaoculture est une activité économique essentielle pour de nombreuses familles de bityili, leur permettant de subvenir à leurs besoins fondamentaux (alimentation, logement, santé, éducation). Une gestion efficace des revenus issus de la cacaoculture peut contribuer à réduire la pauvreté dans cette localité.

METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

En vue d'élaborer l'analyse de notre sujet nous adoptons des voies scientifiques, des centres de documentation et l'intervention des personnes, permettant un éclaircissement par rapport à nos zones d'ombre et nos différentes préoccupations. Nous allons opter pour plusieurs approches :

Collecte des données

1.12. Collecte des données de sources secondaires

C'est le fait de rassembler et d'analyser des informations qui ont été publiées, ou diffusées par d'autres auteurs. Nous avons parcouru, consulter les documents dans les bibliothèques de l'université de Yaoundé I (UYI), du département de géographe, celle de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines ainsi que dans la commune d'Ebolowa 2 pour lire les articles, les mémoires et les décrets en relation avec la cacaoculture. Nous avons lu les livres et articles scientifiques, les rapports et les études réalisés par des organisations internationales, des bases de données en ligne qui fournissent des informations géographiques. Nous avons utilisé les données statistiques publiées par des institutions nationales ou internationales.

Nous avons utilisé des données cartographiques, satellites à travers les images de *Google Earth*, et *Landsat* qui nous ont aidé à une meilleure confection et réalisation des cartes de notre zone d'étude.

1.13. Collecte des données de sources primaires

Elle consiste à recueillir des informations directement auprès des sources originales, telles que des observations de terrain, des entretiens, avec des informateurs locaux, des mesures de terrain, des observations aériennes. Ces données seront collectées à l'aide de plusieurs outils différents en fonction de l'information recherchée. Cette collecte de données de source primaire se fera en trois vagues : les enquêtes de terrains (les questionnaires), les entretiens (focs group et interview), et les observations.

1.13.1. L'observation directe

Nous avons effectué de multiples sorties sur le terrain pour mieux connaître les réalités locales. Nous avons pu observer directement les phénomènes, les comportements et les événements que l'on souhaite étudier.

1.13.2. Les entretiens

A travers la forte connaissance que nous avons de notre zone d'étude, cela nous a permis de nous entretenir avec des producteurs de cacao, les groupes de producteur, les chefs traditionnels, les autorités traditionnelles, les différents acteurs et les populations locales. Nous avons également fait l'entretien à la Maire et à la sous-préfecture afin d'avoir les informations claires pour l'élaboration de notre questionnaire.

1.13.3. Les focus group

Nous avons constitué les groupes entre producteurs de cacao, nous avons recueilli leurs informations et leurs opinions sur notre travail en les encourageant à partager leurs expériences.

1.13.4. Les guides d'entretien

Le guide d'entretien a été élaboré dans le but de recueillir les informations auprès des personnes et acteurs exerçant la cacaoculture dans la localité de Bityili.

1.14. Enquête-ménage

Ces enquêtes nous ont permis de recueillir les informations auprès des ménages cibles.

1.14.1. Base de sondage

C'est une méthode qui consiste à sélectionner un échantillon représentatif d'une population cible et à poser des questions pour recueillir des informations sur leurs opinions. Nous avons ciblé 130 personnes dans les trois villages et nous allons repartir comme suis Bityili.

Tableau 6: Localités et raison de choix

Bityili 1	25	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité au centre ville 5km • Route en mauvais état • Population importante • Production moyenne • Existence d'organisation de producteur
Bityili 2	60	<ul style="list-style-type: none"> • Population élevée • Taux de production très élevée • Route désenclavée • Accessibilité géographique
Bityili 3	45	<ul style="list-style-type: none"> • Eloignement au centre-ville • Forte présence de l'activité agricole • Route impraticable

Source : Enquête de terrain, 2025.

Nous avons élaboré un questionnaire que nous avons distribué aux chefs de famille que nous avons choisis tout en réalisant les entretiens et les interviews qui nous ont permis de collecter les données sur le terrain.

1.14.2. Echantillonnages

Dans le but de retenir un échantillonnage représentatif, nous avons utilisé une technique d'échantillonnage aléatoire.

Choix du site d'échantillonnage

Notre recherche s'est faite dans la localité de Bityili qui s'étale sur trois villages à savoir Bityili I, Bityili II et Bityili III.

Tableau 7: Effectif de la population à enquêtés dans la zone d'étude

Bityili I	551	25
Bityili II	1250	60
Bityili III	817	45
Total : 3	2618	130

Source : enquête de terrain 2025

Détermination de la taille de l'échantillon

Pour déterminer la taille de l'échantillon représentatif nous avons utilisé la formule de Nwana (1982) qui stipule que :

- Si la population est constituée de plusieurs milliers de personnes, 5% au moins de cette population constitue un échantillon représentatif.
- Si cette population est de plusieurs centaines, 20% d'enquêtés sont représentatifs.
- Enfin, si la population d'étude est quelques centaines, 40% sont représentatifs.

$$n=N \times 5$$

n = taille de l'échantillon

N = taille des ménages

5% = proportionnelle représentative.

Nous avons retenu 130 ménages représentant 5% de 2618 ménages cibles repartit dans 03 villages que nous avons personnellement divisés.

En nous basant sur le tableau le prélèvement des ménages, le nombre total de la population à enquêter est de 5% de l'effectif total ce qui nous donne : $2618 \times 5/100 = 130$ personnes à enquêter.

1.15. Traitement et analyse des données

L'analyse et le traitement des données ont pu être possibles grâce à l'utilisation de nombreux logiciels.

- Le logiciel SPSS 16.0 (*Statistical Package For Social Sciences*) nous a permis d'analyser les données contenues dans nos fiches de questionnaires ;
- Le logiciel Excel nous a permis non seulement le dépouillement des données d'enquêtes mais également de construire les tableaux et les graphiques ;
- Pour notre saisie des textes, nous avons utilisé le logiciel Word 2016 de Microsoft
- Pour la présentation et la combinaison des produits cartographiques, les logiciels d'ESRI, à savoir *Arc View* et *QGIS 3.24* ont été privilégiés.
- Comme outil technique, nous avons utilisé le GPS, pour élaborer la carte des plantations cacaoyères dans la zone d'étude et les applications telles que : GPS photo qui nous a servi à la prise des photos numériques avec la localisation précise.

DIFFICULTES RENCONTREES

Gaston Bachelard (1938) affirme que « *la connaissance du réel est une lumière qui projette quelque part les ombres. Elle n'est jamais immédiate et pleine* ». Ainsi durant notre travail on a été confronté à plusieurs difficultés et dans divers domaines.

❖ **Les difficultés économiques** : ce travail a eu des contraintes économiques majeur à travers l'insuffisances des ressources pour couvrir les besoins nécessaires de ce travail ;

❖ **Réfraction des populations** : au début de l'enquête, les populations nous ont posé cette question : *les questions-là vont nous*

servir à quoi ? la réticence des populations à révéler les informations sur leurs revenus et sur leurs pratiques agricoles.

❖ **Un période d'indisponibilité des interlocuteurs :** Ayant effectué nos enquêtes au courant de la semaine, les populations étant souvent très occupées par leurs activités champêtres, et d'autres dans les campements en brousse, il était difficile de fixer des rendez-vous. Car les populations étant paysanne il fallait attendre des heures tardives pour aller chez elles.

❖ **Défis logistiques :** le coût de transport était énorme pour quitter Yaoundé pour la zone d'étude. On a dû faire notre terrain sous la pluie.

TABLEAU SYNOPTIQUE

Tableau 8: synoptique de recherche

QUESTIONS DE RECHERCHE	OBJECTIFS DE RECHERCHE	HYPOTHESES DE RECHERCHE	
<p>Dans quelle mesure la cacaoculture contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations dans la localité de Bitiyili ?</p>	<p>Analyser l'impact de la cacaoculture sur l'amélioration des conditions de vie des populations de Bitiyili.</p>	<p>La cacaoculture constitue une source importante de revenus pour les populations de la localité de Bitiyili.</p>	<p>Chapitres correspondants</p>
<p>Quels sont les facteurs socio-économiques et techniques qui influencent la production cacaoyère dans l'arrondissement d'Ebolowa II ?</p>	<p>Analyser les conditions de production de la cacaoculture à Ebolowa afin d'identifier les contraintes majeures et les objectifs susceptibles d'améliorer le rendement et les revenus des producteurs</p>	<p>L'adoption des pratiques culturelles améliorées contribue significativement à l'augmentation de la production cacaoyère à Ebolowa II</p>	<p>CHAPITRE I : CACAOCULTURE A EBOLOWA II</p>
<p>Dans quelle mesure la cacaoculture influence-t-elle les conditions de vie sociale des ménages producteurs ?</p>	<p>Analyser l'impact de la cacaoculture sur les conditions de vie sociales des ménages</p>	<p>La cacaoculture contribue à l'amélioration des conditions de vie des ménages</p>	<p>CHAPITRE 2 : CACAOCULTURE ET CONDITIONS DE VIE SOCIALE</p>
<p>Comment la cacaoculture influence-t-elle la fois les conditions de vie économique des producteurs et l'environnement naturel ?</p>	<p>Analyser les effets économiques et environnementaux de la cacaoculture afin d'évaluer son impact sur les revenus</p>	<p>L'adoption de pratiques de cacaoculture durable permet d'améliorer les revenus des producteurs tout en préservant l'environnement naturel</p>	<p>CHAPITRE 3 : CACAOCULTURE ET CONDITION DE VIE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT NATUREL</p>
<p>Quelles stratégies peuvent renforcer l'impact positif de la cacaoculture sur les conditions de vie des populations à Bitiyili ?</p>	<p>Identifier les actions susceptibles d'améliorer durablement l'impact de la cacaoculture sur les conditions de vie des populations de Bitiyili</p>	<p>L'absence des politiques de soutien limite l'impact positif de la cacaoculture sur les conditions de vie des populations de Bitiyili.</p>	<p>CHAPITRE 4 : POUR PLUS D'IMPACT POSITIF DE LA CACAOCULTURE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS A BITYILI</p>

CHAPITRE 1 : CACAOCULTURE A EBOLOWA 2

INTRODUCTION

Avant de nous consacrer à l'analyse de l'impact de la cacaoculture sur l'amélioration des conditions de vie des populations de la localité de Bityili, nous voudrions préalablement marquer un temps d'arrêt pour rappeler le contexte socioéconomique d'évolution de la cacaoculture au Cameroun camerounais. Car le regard trop collé au présent perd souvent de vue la trajectoire des processus historiques. Et, en commentant trop ce qui se passe sans tenir compte de ce qui s'est passé, parfois sur les temps longs, le risque est grand de se fourvoyer. Il convient donc de toujours revenir au passé pour mieux expliquer le présent. A cet écueil d'un désinvestissement du passé, s'en ajoute un autre : celui qui consiste à faire d'une explication le tout d'un phénomène.

1.1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE DE BITYILI

1.1.1. Localisation et Caractéristiques Physiques (Situation géographique, climat, sols propices à la cacaoculture)

La cacaoculture fut introduite au Cameroun à la fin du XIXe siècle. Des plants *d'amelonado* furent importés de Saõ Tomé ou de Fernando Póo (auj. Bioko) par les missionnaires baptistes. En 1884, lorsque le pays devint colonie allemande, des plantations étaient déjà en place dans la région de Victoria. Le jardin botanique de Victoria introduisit ensuite d'autres variétés de *forasteros*, provenant de Saõ Tomé et de Trinidad. Et à partir de 1896, la culture se fit à une plus grande échelle. Paul Preuss devait observer au tout début du XX^e siècle : « le cacao semé et actuellement cultivé au Kamerun n'appartient qu'à des variétés de qualité moyenne et de valeur secondaire », tout en reconnaissant qu'il « obtient néanmoins des prix très acceptables » et en concluant que des « méthodes de fermentation plus rationnelles » permettraient de « diminuer considérablement le goût sauvage et amer du cacao et faire disparaître complètement l'odeur aigre qu'il dégage ». À la veille de la Grande Guerre, à

l'époque du Neu-Kamerun (1911-1914), plus de 11 000 hectares, sur les pentes du mont Cameroun, portaient des cacaoyers. À l'est du pays, le cacao s'implanta d'abord près de Douala et de Kribi, puis dans les environs d'Edéa. Il se déplaça ensuite plus à l'est vers Ebolowa et Yaoundé et s'étendit jusqu'à Abong-Mbang et Batouri. Les Allemands imposèrent la culture du cacao aux paysans Fangs du Woleu-Ntem. Cette région abritait la plus grande plantation mondiale, fief de la WAPV, fondée 27 avril 1897 et vaste de 15 000 hectares, dont 4 000 consacrés au cacao.

Le conflit terminé, la diffusion des matières premières agricoles — les plus importantes étant, notamment, le café et le cacao — passa aux mains des administrations française et britannique. Le système des grandes plantations fut en partie abandonné, au profit de petites propriétés familiales. Au milieu des années 1920, la cacaoculture se propagea. Entre 1919 et 1939, la production du Cameroun Oriental, alors sous tutelle française, doubla quasiment tous les quatre ans : 3 000 t en 1918, 7 000 t en 1928 et 30 000 t en 1938. C'est surtout sur le plateau méridional (500-900 m), de Yaoundé à la frontière du Gabon, que se développèrent les plantations. La région d'Ebolowa s'imposa comme le centre de collecte du cacao, ensuite exporté par le port de Kribi, puis par le port de Douala. Si au cours de la période 1901-1904, les campagnes annuelles s'élevaient à environ 1 000 tonnes, elles atteignirent 41 000 tonnes après la Seconde guerre mondiale. Toutefois, une partie des plantations européennes disparut, suite à la crise de 1929-1930. Après des mesures contraignantes (Code de l'Indigénat, Impôt de Capitation), une politique de soutien aux planteurs fut instaurée ; la production fut alors encouragée par des aides financières, la mise en place de centres de recherches et de vulgarisation agricoles, etc. En 1949 fut créée, près d'Ebolowa, la station de recherches de Nkoémvon, pour l'amélioration des méthodes culturales et du matériel végétal. En même temps fut inauguré le laboratoire de phytopathologie et d'entomologie, en charge d'étudier les maladies du cacaoyer et de mettre au point les moyens de lutte contre ces maladies. On dispose, grâce aux enquêtes de la Direction de l'Agriculture d'une base statistique assez sûre pour apprécier les superficies cultivées en cacaoyers. Ils font ressortir que la zone de culture intensive du cacaoyer est en fait plus restreinte que l'aire écologiquement favorable à cette culture. Entre Sanaga et Nyong, elle constitue une bande relativement étroite de 50 à 75 km de large, qui s'élargit plus au sud, dans les départements du Ntem et du Dja-et-Lobo, et en direction de Lolodorf. Le cacaoyer ne s'étend pratiquement pas au nord de la Sanaga, sauf dans le département du Mbam où il

occupe dans les arrondissements du Ntui, de Bokito et de Bafia, les petits bosquets résiduels. Le climat y est trop sec, et si les rendements sont un peu plus élevés que dans le reste de la zone (car la pourriture brune des cabosses y est beaucoup moins répandue) le cacaoyer n'en est pas moins dans des conditions marginales, il suffit d'une saison sèche un peu plus longue, ou un peu plus sèche que d'habitude, comme cela s'est produit en 1963 pour qu'aussitôt un grand nombre de « tiges) insuffisamment ombragées crèvent.

A l'est et à l'ouest, la limite de la zone cacaoyère coïncide avec une limite ethnique. Passant du pays ewondo (département de la Méfou) au pays bassa (département du Nyong-et-Kélé) les superficies cultivées tombent de 51 ares par habitant à 9, alors que les conditions écologiques, de part et d'autre de cette limite sont identiques. Traduction dans le paysage de civilisations agraires différentes ? Peut-être, la vie agricole chez les Bassa est centrée essentiellement sur le palmier à huile, celle du paysan ewondo, ou bulu est dominée par le cacao, mais ceci est somme toute assez récent ; les palmiers sont nombreux sur le plateau et l'extraction de l'huile était jadis une des ressources importantes de tout le sud. Si le paysan ewondo ou 'boulou ne sait plus « grimper » (sinon pour extraire le vin de palme) c'est essentiellement parce qu'il a trouvé ailleurs une culture plus rémunératrice et moins fatigante (moins dangereuse aussi).

Si le paysan bassa n'a pas suivi le mouvement, n'est-ce pas, pour une bonne part, pour des raisons administratives ? Les limites de départements recouvrent en effet, le plus souvent, des limites ethniques et les 2 départements bassa (Sanaga Maritime et Nyong-et-Kélé) dépendaient jusqu'à une date très récente du secteur expérimental de modernisation de la zone maritime (Sem., Maritime) dont les préoccupations étaient axées principalement sur le palmier, alors que le SEMCENTRE (succédant au SEMAC) a été l'organisme essentiel de vulgarisation et d'encadrement de la culture du cacao. D'autre part, la diffusion de cette culture en milieu paysan s'est faite d'abord à partir de l'axe Kribi-Ebolowa, puis sur la ligne Mbalmayo-Yaoundé. Les premiers vulgarisateurs autochtones, les premiers cultivateurs de cacao furent donc des Beti, et cela a sans doute contribué à accentuer le relatif isolement en ce domaine, du pays bassa. De plus la dispersion de l'habitat, s'opposant à la concentration linéaire le long des pistes qui est la règle dans le Sud Cameroun, y rendait plus difficiles les efforts de vulgarisation et d'encadrement.

A l'est également, quoi que la limite soit moins tranchée (28 ares par habitant dans le Nyong-et- Mfoumou, 19,5 dans le Haut-Nyong) on retrouve une limite ethnique (entre Beti et Maka) ; là aussi des raisons identiques ont dû jouer, mais cette fois au profit de la culture du café robusta qui tient plus de place dans l'activité du paysan de l'est que celle du cacao. Il y a là aussi un encadrement agricole différent : Inspection Agricole de l'est et SEMEST, qui a mis l'accent davantage sur le café que sur le cacao.

En fin il faut noter que les zones de plus intense culture du cacao sont également celles de plus forte pression démographique : Lékié, Méfou, Nyong-et-Soo, nord du Ntem. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène : l'abondance de main-d'œuvre permet peut-être d'entretenir plus facilement et de récolter de vastes plantations, mais aussi l'effort d'encadrement agricole est beaucoup plus facile à poursuivre (et les nouvelles techniques plus faciles à diffuser) en milieu de population dense qu'en zone d'habitat dispersé.

En dehors de la zone centrale du plateau sud camerounais, la culture cacaoyère est peu répandue : quelques plantations dans le centre et le sud du Mungo et le sud du pays bamiléké (arrondissements de Kekem et Bana). Au Cameroun Occidental, qui vit pourtant les premières plantations allemandes, la culture du cacaoyer souffre de la pluviométrie très élevée (source du développement des maladies cryptogamiques) et a été beaucoup moins encouragée par l'administration britannique que par l'administration française au Cameroun Oriental. On relève encore de grandes plantations de type industriel appartenant soit à la (*Cameroon Development Corporation* 1) (environ 500 ha à Tombel) qui envisage de consacrer 2 800 ha aux cacaoyers, en partie par reconversion de ses plantations de bananiers, soit à « Cadbury and Fry » (200 ha à Ikiliwindi, sur la route Kumba-Mamfé). La culture est répandue cependant aussi en milieu africain notamment le long des routes de Kumba à Mamfé, de Kumba à Mbonge, et de Kumba à Victoria. On ne dispose malheureusement pas pour cette zone de statistiques aussi bonnes que celles que nous possédons pour le Cameroun Oriental. La carte du relief ci-après permet de visualiser la répartition des altitudes et des formes du terrain sur l'aire d'étude. Elle constitue un support essentiel pour comprendre la structure physique du milieu.

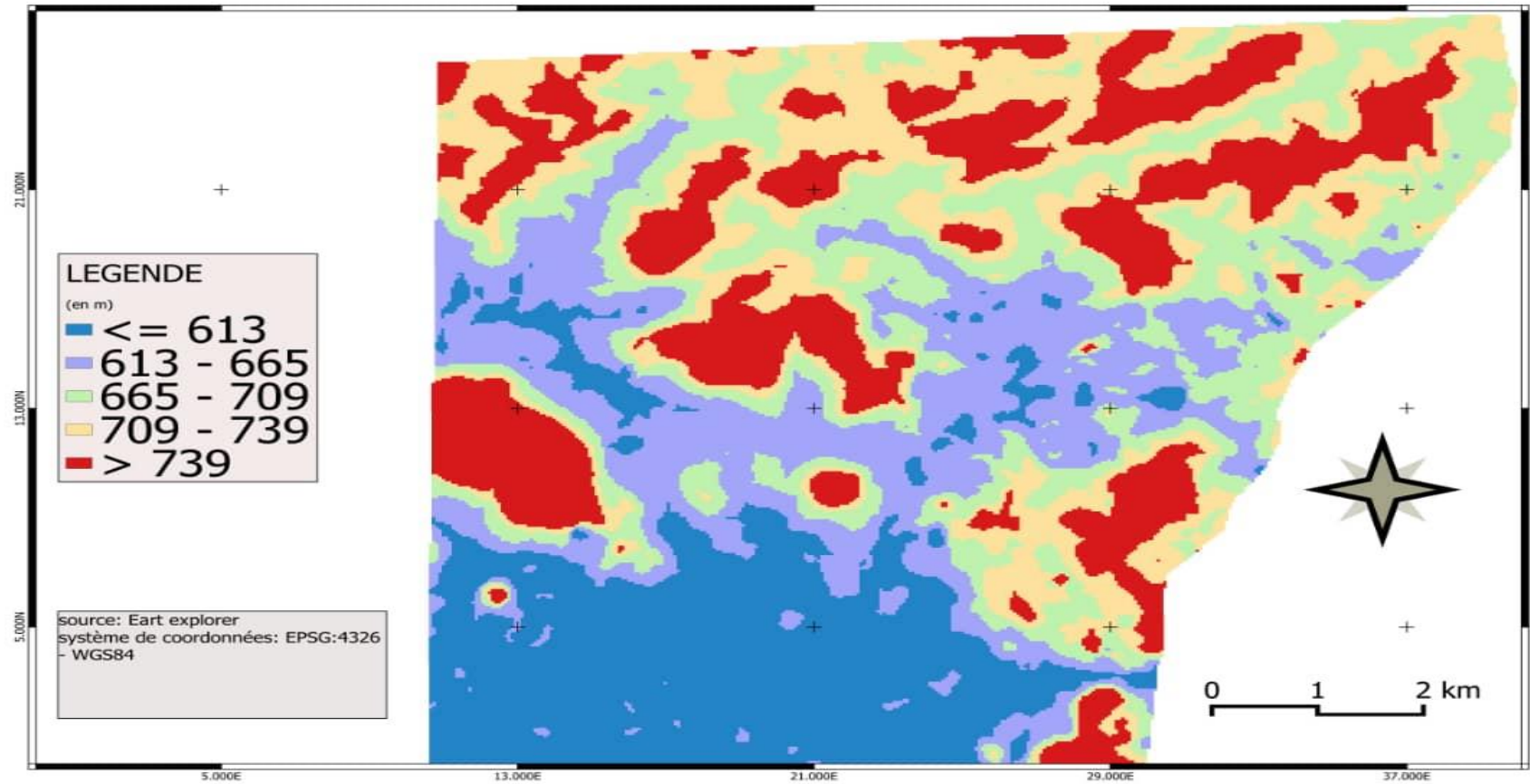
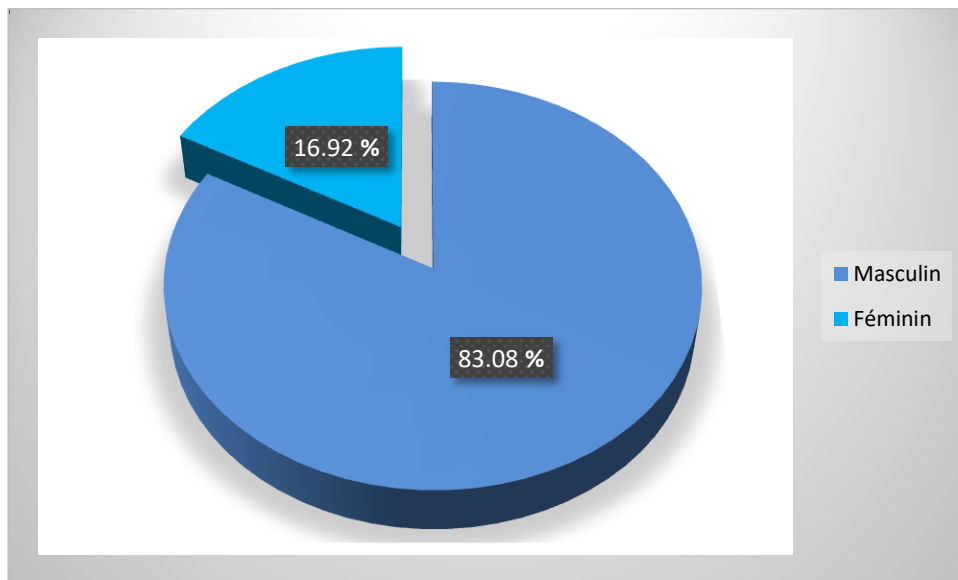


Figure 2: Relief dans les zones enquêtées

La carte ci-dessus illustre parfaitement la géomorphologie du plateau sud camerounais dans la localité de Bityili. L'altitude relativement basse et l'amplitude modérée confirment l'ancienneté du relief et de l'action prolongée de l'érosion. Bien que l'altitude maximale ne soit pas très élevée, le contraste entre les sommets et le fond de vallées est net créant un microrelief important pour la circulation et l'occupation des terres. La majorité du territoire est constituée de pentes douces menant vers de larges dépressions, souvent liées au drainage de l'eau.

1.1.2. Données Démographiques et Structures Sociales (Population active, organisation communautaire)

La localité de Bityili rattachée à la commune d'Ebolowa IIe dans le département de la Mvila est une agglomération de taille modeste mais significative dans le contexte rural périurbain. Nous allons illustrer une figure présentant le sexe des différents répondants dans la zone d'étude.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 3: Sexe des répondants

La figure met en évidence une forte prédominance des hommes dans la cacao-culture à Ebolowa 2, avec 83,08 % des enquêtés de sexe masculin contre 16,92 %

de femmes. Cette disparité peut s'expliquer par le fait que la culture du cacao est une activité exigeante en main-d'œuvre et historiquement dominée par les hommes, qui possèdent plus souvent les terres et prennent en charge les travaux agricoles lourds. La faible représentation des femmes suggère qu'elles jouent un rôle plus marginal, souvent limité aux tâches secondaires comme la transformation ou la commercialisation. Cette situation souligne la nécessité de promouvoir une plus grande implication des femmes dans la filière, notamment à travers des programmes d'appui à l'accès aux terres et aux ressources agricoles. Le tableau illustrer ci-dessus nous présente la durée de la population enquêtée dans la localité.

Tableau 9: Durée de résidence dans le village

Plus de 20 ans	69	53.08
Entre 10 et 20 ans	38	29.23
Moins de 10 ans	23	17.69

Source : Enquête de terrain, 2025.

Les données du tableau révèlent que la majorité des cacaoculteurs enquêtés résident dans leur village depuis plus de 20 ans (53,08 %), ce qui traduit une forte ancienneté et un enracinement des populations dans la localité. Cette stabilité résidentielle peut s'expliquer par l'attachement des producteurs à leurs terres, la transmission intergénérationnelle des exploitations et la nature pérenne de la culture du cacao, qui nécessite un investissement à long terme. La tranche de 10 à 20 ans représente 29,23 %, ce qui suggère l'intégration progressive de nouveaux agriculteurs, soit par installation volontaire, soit par migration interne à la région.

Par ailleurs, les résidents installés depuis moins de 10 ans constituent 17,69 % des enquêtés, traduisant une dynamique migratoire plus récente vers la zone, probablement liée à des opportunités économiques ou à des changements dans l'accès aux terres. Cette diversité en termes d'ancienneté de résidence reflète un renouvellement progressif des

acteurs de la filière cacaoyère, mais aussi des défis d'intégration pour les nouveaux venus. Cela pose la question des conditions d'installation, d'accès aux terres et d'accompagnement des jeunes agriculteurs, éléments essentiels pour assurer la pérennité de la cacaoculture et l'amélioration des conditions de vie dans la commune d'Ebolowa 2.

1.1.3. Importance de l'Agriculture dans l'Économie Locale

L'agriculture constitue le pilier fondamental de l'économie de Bityili, une caractéristique typique des localités rurales et périurbaines du Plateau Sud-Camerounais. Loin de se limiter à la simple subsistance, ce secteur est la principale source de revenus monétaires pour la majorité des ménages, assurant à la fois la sécurité alimentaire grâce aux cultures vivrières (manioc, plantain) et l'intégration aux circuits commerciaux régionaux par la production de rente, notamment le cacao. L'analyse de l'importance agricole de Bityili doit donc explorer son rôle central dans la création d'emplois, le développement des infrastructures locales, et le maintien du tissu social, démontrant que l'activité agricole est le moteur qui soutient l'ensemble de la vie économique et sociale de la localité.

Les données révèlent que 100 % des producteurs de cacao dans la commune d'Ebolowa 2 considèrent que les prix du cacao influencent leur motivation à produire davantage. Cette réponse uniforme souligne l'importance cruciale du prix du cacao dans la prise de décision des agriculteurs. Un prix élevé peut inciter les producteurs à investir davantage dans l'entretien de leurs plantations, à adopter de nouvelles pratiques agricoles ou à augmenter la superficie cultivée. En revanche, des prix faibles risquent de décourager les efforts des agriculteurs et de réduire leur motivation à maintenir ou à améliorer leur production.

Cette forte corrélation entre le prix du cacao et la motivation à produire davantage met en évidence la sensibilité des producteurs aux fluctuations du marché. Elle souligne également la nécessité d'assurer une stabilité des prix ou de créer des mécanismes de soutien pour garantir un revenu équitable aux producteurs. L'instabilité des prix peut entraîner des conséquences négatives sur la rentabilité de l'activité cacaoyère et compromettre la durabilité de la production dans la région.

1.2. ÉTAT DES LIEUX DE LA CACAOCULTURE

1.2.1. Historique et Évolution des Plantations

Suite aux multiples de formes d'intéressement dans la culture du cacao à Bityili, plusieurs fils du terroir avaient émis des idées, pour créer des SARL, spécialisées dans l'achat et la revente du cacao. Dans leur conception, l'économie agricole et les études approfondies sur ces fèves est quelque peu venu dissiper les inquiétudes laissées par la dévaluation du 14 janvier 1994, laquelle avait encouragé la résignation de certains à détruire littéralement leurs plantations, à cause de faibles revenus. Mais dans le processus de collecte de commercialisation et l'approvisionnement des différentes usines, ces entreprises ont porté l'étendard de reconnexion avec l'héritage de souscription à la cacaoculture, sous les auspices les plus rentables. Quelques exemples ont soutenu cette analyse.

Dans un premier cas, il y a les entreprises *Willy Services*. Elle a été créée par monsieur Raymond Mbita Mvaébeme en 1997. La définition de ses objectifs se spécialisait sur l'achat et la collecte des fèves, pour la majorité de manière directe chez le producteur.

Photo 1 : Bâtiment de l'ancienne entreprise Willy Services



Source : Cliché réalisé par Nelson Journal Akoumba, le 04 Avril 2025.

Cette photographie nous plonge au cœur de l'activité cacaoyère à Bityili, en présentant un ancien bâtiment de l'établissement "Willy Services", un acteur de majeur de l'achat, du stockage et de la vente de cacao. Loin de l'éclat des infrastructures modernes, cette image révèle un témoignage architectural de l'histoire et du fonctionnement des circuits commerciaux du cacao dans cette localité. Ainsi, cette image incarne la robustesse et la fonctionnalité des infrastructures dédiées au commerce agricole d'une époque révolue, soulignant le rôle central que jouaient des entreprises comme "Willy Services" dans la vie économique des cacaoculteurs de Bityili, en facilitant l'écoulement de leurs productions. Elle sert de rappel des fondations sur lesquelles les activités cacaoyères actuelles se sont construites.

Selon Bernard Oyono, ancien employé de la structure, l'affiliation auprès des planteurs se faisait en trois méthodes. La première était le sponsoring sur les dons de fongicides, outils de pulvérisation et de nettoyage des plantations et même le transport gratuit des élèves du village vers la ville. Ces actions étaient consignées dans un registre, comportant les coordonnées du bénéficiaire et une date probable de vente de son produit. *Secundo*, l'entreprise passait par des séminaires, pour galvaniser les populations à mieux préserver leur patrimoine agricole et à consolider les acquis relatifs aux méthodes et techniques de production. A cet effet, *Willy Services* faisait appel à des experts en agriculture et en géoéconomie du cacao, pour éplucher de fond en comble les points saillants de la cacaoculture. Bien entendu, malgré les conditions de télécommunication précaires, les cacaoculteurs s'enregistraient auprès du coordonnateur de l'entreprise, qui s'assurait de leur loyauté, lorsque sonnerait la cloche des ventes. Enfin, troisièmement, ils (les responsables) procédaient aux campagnes médiatiques (CRTV-Sud Ebolowa, RCDM, Radio Oyenga), les communiqués dans les églises et des affiches faisant transparence dans l'achat selon le prix indiqué par le top management de l'Etat.

A la fin de la saison cacaoyère, l'entreprise se dirigeait vers les structures comme ADM et C&BC pour le dépôt, en attente de l'acheminement vers le Port de Douala. Enfin, elle allait dans la région de l'Est pour les mêmes activités liées au café, notamment à Doumé et Lomié.

En outre, comme autre entreprise d'achat de cacao, la localité a connu l'établissement Nso et fils fondé en 1996 par François Meko'o Me Nso, son feu frère Zanga Nso et avec l'aide de leur neveu François Nso. Cependant, il avait pour objectif l'achat du cacao auprès des planteurs en jouant plus sur les relations religieuses, sociales et commerciales sauf que dans cette entreprise locale l'action était très limitée par rapport à Willy Service à travers le manque de véhicules de transport pour transporter les fèves. Mais elle avait une particularité qui reposait sur les choix des axes d'achat, l'autoformation des plantations pour étendre les cacaoyères dans les brousses afin d'être les premiers grands producteurs pour convaincre les populations pendant les campagnes et avait un grand effectif

Photo 2: Etablissement nso et fils



1.2.2. Caractéristiques Techniques des Exploitations

Tableau 10: Répartition des superficies des plantations de cacao dans la commune

Moins de 1ha	11	8.46
2 à 4ha	88	67.69
5 à 8ha	29	22.31
9 à 12ha	2	1.54

Source : Enquête de terrain, 2025.

Le tableau montre que la majorité des producteurs de cacao (67,69 %) exploitent des superficies comprises entre 2 et 4 hectares. Cette tendance indique que la cacao-culture repose essentiellement sur des exploitations de taille moyenne, permettant une production suffisante pour assurer des revenus aux agriculteurs tout en restant gérable avec des moyens de production traditionnels. Par ailleurs, 22,31 % des exploitants possèdent des parcelles plus vastes, allant de 5 à 8 hectares, ce qui reflète une volonté d'intensification de la production pour une meilleure rentabilité. Ces superficies relativement grandes peuvent s'expliquer par l'héritage de terres familiales ou par des stratégies d'investissement à long terme dans la filière cacaoyère.

À l'inverse, les exploitations inférieures à 1 hectare sont minoritaires (8,46 %), ce qui montre que la possession de petites plantations est peu répandue dans la localité. De même, les grandes plantations (9 à 12 hectares) sont rares, ne représentant que 1,54 % des cas. Cette faible proportion de vastes exploitations peut être liée aux contraintes foncières et à la difficulté d'accès aux ressources nécessaires pour entretenir de grandes superficies. Globalement, la structure des superficies cultivées dans la commune d'Ebolowa 2 met en évidence un modèle de production intermédiaire, où la majorité des agriculteurs disposent de parcelles moyennes, favorisant une production familiale et un équilibre entre subsistance et commercialisation.

Tableau 11: Ancienneté des plantations de cacao dans la commune

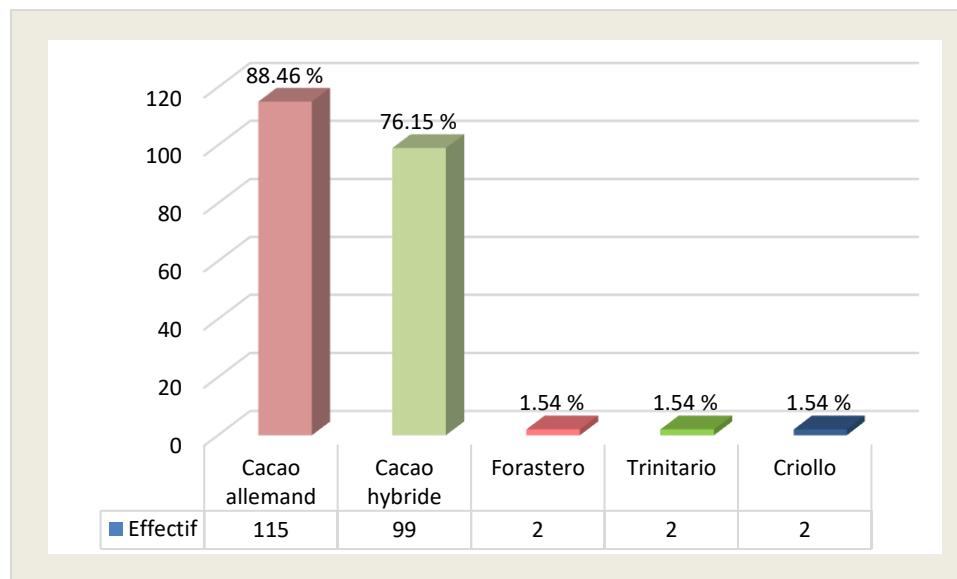
Moins de 5 ans	14	10.77
10-20 ans	69	53.08
30-40 ans	37	28.46
50 et plus	10	7.69

Source : Enquête de terrain, 2025.

Le tableau révèle que la majorité des plantations de cacao dans la commune d'Ebolowa 2 ont entre 10 et 20 ans, représentant 53,08 % des exploitations. Cette forte proportion traduit une dynamique de renouvellement des plantations sur une période

relativement récente, ce qui pourrait être lié aux stratégies de régénération des cacaoyères ou à la transmission de terres aux nouvelles générations. Par ailleurs, 28,46 % des plantations ont entre 30 et 40 ans, ce qui montre que certaines exploitations sont en activité depuis plusieurs décennies, témoignant ainsi de la longévité de la culture du cacao dans la région.

Les plantations les plus jeunes, âgées de moins de 5 ans, ne représentent que 10,77 % des cas, indiquant une faible expansion récente de la cacaoculture. De même, les exploitations les plus anciennes, âgées de 50 ans et plus, sont minoritaires (7,69 %), ce qui peut être dû à l'épuisement naturel des arbres et à la nécessité de renouveler les vergers après plusieurs décennies de production. Globalement, ces données mettent en évidence un équilibre entre plantations anciennes et récentes, assurant une certaine stabilité de la production cacaoyère dans la commune d'Ebolowa 2.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 4: Répartition des variétés de cacao cultivées dans la commune

La figure montre que la majorité des producteurs de cacao dans la commune d'Ebolowa 2 privilégient la variété "Cacao allemand", avec 88,46 % des exploitants la cultivant. Cette préférence peut s'expliquer par les rendements généralement plus élevés et la résistance de cette variété aux maladies, ce qui en fait un choix populaire parmi les

agriculteurs. De plus, le cacao allemand pourrait bénéficier d'une meilleure acceptation sur le marché en raison de ses caractéristiques, telles que la taille des fèves et la qualité du produit fini.

Une autre variété couramment cultivée est le cacao hybride, qui est cultivé par 76,15 % des producteurs. Le cacao hybride est souvent choisi pour ses rendements supérieurs et sa résistance aux conditions environnementales difficiles. Cependant, des variétés moins courantes, comme le Forastero, le Trinitario et le Criollo, ne représentent qu'une faible proportion des cultures (1,54 % chacune). Cela indique que ces variétés, bien que réputées pour leur qualité, sont moins répandues dans la commune, probablement en raison de leurs exigences spécifiques et de leur faible adaptabilité par rapport aux variétés plus courantes comme le cacao allemand et hybride. La planche que nous allons présenter présente deux images représentant les types de variétés de cacao cultivés dans la localité.

Planche 1: variétés de cacao dominant

Photo 3: Espèce Forastero



Photo3 : Espèce Trinatario



Source : Cliché réalisé par Nelson Journal Akoumba, le 04 Avril 202

1.2.3. Niveau de Production et Rendements Moyens (Volumes produits, productivité par hectare)

Tableau 12: Rendement des plantations de cacao dans la commune

Moins de 10 sacs	90	69.23
10 et plus	40	30.77

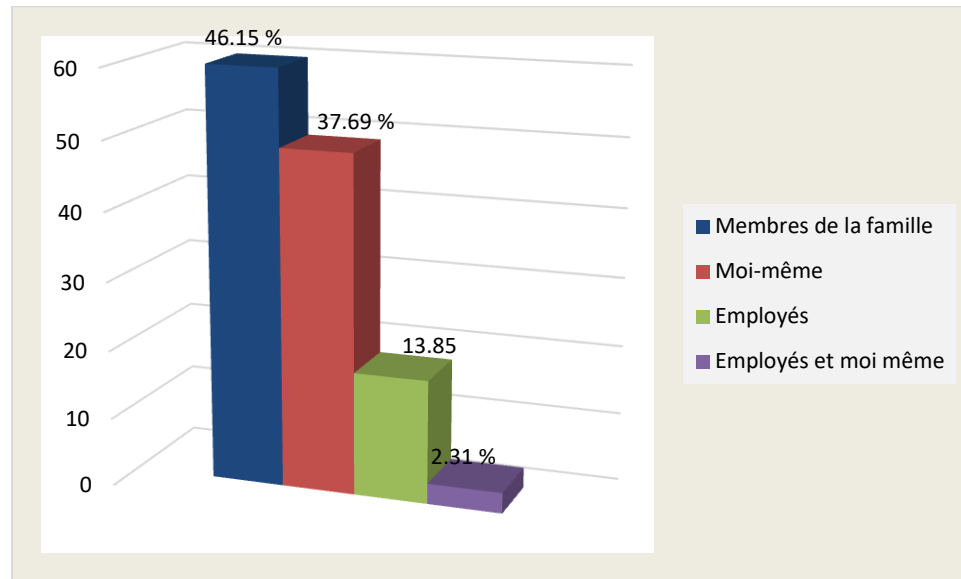
Source : Enquête de terrain, 2025.

Le tableau révèle que la majorité des producteurs (69,23 %) récoltent moins de 10 sacs de cacao par saison, ce qui suggère une prédominance des exploitations de petite taille ou à faible rendement. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation, notamment l'âge des plantations, les techniques culturales utilisées, ou encore les conditions climatiques et édaphiques. Cette faible productivité pourrait limiter les revenus des agriculteurs et restreindre les bénéfices économiques tirés de la cacaoculture.

En revanche, 30,77 % des exploitants parviennent à récolter 10 sacs ou plus, indiquant que certains producteurs disposent de plantations plus étendues ou mieux entretenues. Cette catégorie regroupe probablement des agriculteurs ayant adopté de meilleures pratiques culturales, bénéficié d'un accompagnement technique, ou investi dans des intrants améliorant la productivité. Ces données montrent l'existence d'une disparité dans les rendements, suggérant un besoin d'appui technique et de renforcement des capacités pour améliorer la production cacaoyère dans la commune d'Ebolowa 2.

1.3. TECHNIQUES ET PRATIQUES DE PRODUCTION CACAOYERE

1.3.1. Pratiques Culturelles Utilisées



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 5: Modes d'entretien des plantations de cacao dans la commune

La figure montre que l'entretien des plantations de cacao repose principalement sur la main-d'œuvre familiale, avec 46,15 % des exploitants déclarant que cette tâche est assurée par des membres de leur famille. Cette forte implication familiale reflète une organisation traditionnelle de la cacaoculture, où la transmission des savoir-faire et l'entraide sont essentielles pour assurer la gestion des exploitations. De plus, 37,69 % des producteurs s'occupent eux-mêmes de l'entretien de leur plantation, ce qui illustre un modèle d'exploitation basé sur l'autonomie et l'engagement personnel des agriculteurs dans leur activité.

L'embauche de main-d'œuvre extérieure reste moins répandue, avec seulement 13,85 % des plantations entretenues par des employés. Ce faible taux s'explique probablement par les coûts que représente l'embauche de travailleurs permanents, rendant cette option moins accessible aux petits exploitants. Enfin, une minorité (2,31 %) combine l'entretien par des employés et leur propre travail, ce qui suggère une volonté d'optimiser la gestion des plantations en alliant expertise externe et supervision

personnelle. Ces résultats mettent en évidence une cacaoculture principalement basée sur des dynamiques familiales et une main-d'œuvre locale, garantissant une certaine résilience du secteur face aux contraintes économiques.

Tableau 13: population pratiquant le reboisement

Effectif		Si non, pourquoi ?			Total
		Autres	Non connaissance des espèces à combiner avec le cacao	Trop d'ombrage	
Pratiquez-vous le reboisement ?		12	5	5	22
	Non	5	14	6	25
	Oui	16	28	39	83
Total		33	47	50	130

Source : Enquête de terrain, 2025.

Le tableau révèle que parmi les 130 répondants, une majorité (83%) pratique le reboisement, ce qui témoigne de l'engagement des producteurs de cacao dans des initiatives écologiques. Toutefois, il existe encore des obstacles qui limitent la pratique du reboisement chez certains producteurs. Parmi les 22 producteurs qui ne pratiquent pas le reboisement, 12 d'entre eux expliquent leur choix par le manque de connaissance des espèces à combiner avec le cacao. Cette lacune dans le savoir-faire agricole pourrait empêcher la mise en œuvre de solutions écologiques efficaces et adaptées aux réalités locales. Une meilleure éducation et des formations sur les espèces d'arbres compatibles avec la culture du cacao seraient donc cruciales pour améliorer la pratique du reboisement dans la région.

Par ailleurs, 5 producteurs mentionnent que l'ombrage excessif est un frein au reboisement, une contrainte qui semble limiter l'intérêt de cette pratique. En effet, l'ombre créée par certains arbres peut réduire la lumière nécessaire à la croissance des cacaoyers, affectant ainsi leur productivité. Ce problème pourrait être résolu en intégrant des espèces

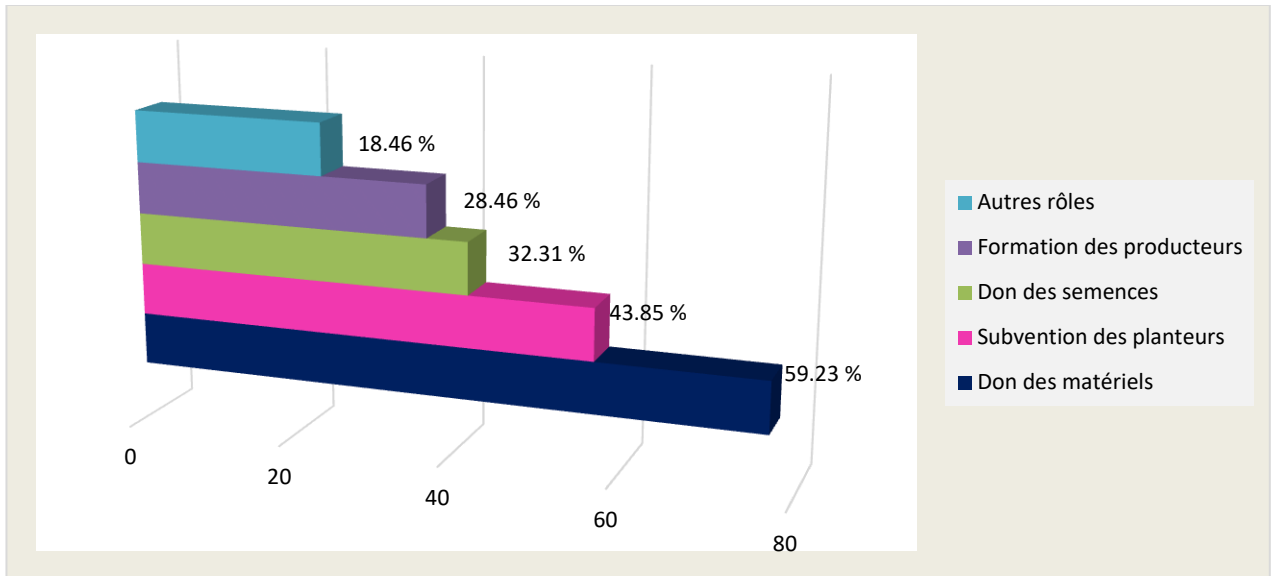
d'arbres plus adaptées à la culture du cacao et en mettant en œuvre des techniques de reboisement qui tiennent compte des besoins spécifiques de chaque plante.

Il est aussi important de noter que parmi ceux qui pratiquent le reboisement, 16 producteurs ont réussi à adopter cette pratique malgré les défis. La majorité de ces producteurs, soit 39 sur 83, cite la compatibilité entre les arbres et les cacaoyers comme une priorité dans leur gestion des plantations. Cela suggère que l'apprentissage des bonnes techniques de reboisement est en cours et que la pratique pourrait se généraliser avec un soutien renforcé en matière de formation et de conseils agricoles.

Au final, bien que le reboisement soit largement pratiqué, l'étude met en évidence plusieurs obstacles, principalement liés à la connaissance des bonnes pratiques agricoles et à la gestion de l'ombrage. Une approche plus systématique, incluant la formation des producteurs sur les pratiques adaptées et la mise en place de programmes d'accompagnement sur le terrain, pourrait considérablement améliorer l'impact du reboisement et soutenir la durabilité des plantations de cacao dans la région.

1.3.2. Organisation des Producteurs Existence et rôle des coopératives ou GICs

Il est à noter que les populations ne sont pas abandonnées à elles même. Ainsi elles sont aussi accompagnées selon plusieurs témoignages pour améliorer leur production. Car les coopératives et GICS jouent aussi un rôle très important pour accompagner les producteurs. Certains en témoignent de leurs importances à travers l'accompagnement pour trouver les solutions viables pour la gestion des revenus à travers les séminaires et les formations pour permettre aux producteurs d'ouvrir les comptes d'épargne dans les structures de la place.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 6: Rôle des coopératives dans la valorisation et l'augmentation de la production cacaoyère

Les coopératives jouent un rôle essentiel dans la valorisation de la production cacaoyère dans la localité de Bityili. En effet, elles contribuent de manière significative à l'amélioration des conditions de travail des producteurs, principalement à travers le don de matériels agricoles (59,23%). Ce soutien permet aux producteurs de bénéficier d'équipements adaptés, ce qui améliore la productivité et la qualité de leur cacao. De plus, les subventions aux planteurs (43,85%) permettent de réduire la pression économique et d'encourager une production plus soutenue. Les coopératives apportent également des semences de qualité à 32,31% des producteurs, favorisant ainsi la pérennité et la durabilité des plantations.

Outre ces apports matériels, les coopératives jouent un rôle important dans la formation des producteurs, avec 28,46% des producteurs ayant bénéficié de ce type d'accompagnement. Ces formations permettent aux cultivateurs d'adopter des pratiques agricoles modernes et d'améliorer les techniques de culture du cacao, augmentant ainsi les rendements. Ce soutien éducatif constitue une réponse aux défis techniques auxquels les producteurs sont confrontés, notamment en matière de gestion des cultures et de lutte contre les maladies.

Cependant, il existe également des défis importants dans le rôle des coopératives. Un nombre non négligeable de producteurs (18,46%) mentionne d'autres rôles attribués aux coopératives, tels que des dons en fonction du tonnage de production ou des interventions limitées en termes de soutien direct. Ces perceptions révèlent que l'efficacité des coopératives n'est pas uniforme et que certaines d'entre elles peuvent être perçues comme moins impliquées ou efficaces. Cela souligne l'importance de renforcer la transparence et l'engagement des coopératives pour qu'elles jouent un rôle plus actif et inclusif.

CONCLUSION

Réorganisées, relancées selon une formule nouvelle, les coopératives connurent un réel essor, notamment au moment de l'indépendance ; mais il fut de courte durée ; à côté de certaines réussites comme l'Action Paysanne » dans la région de Sangmélina, un grand nombre furent soit inefficaces soit nuisibles dans la mesure où les malversations, ou le simple laisser-aller de certains dirigeants contribuèrent à détruire tout esprit coopératif dans la mentalité des paysans. Cette crise de confiance, ne fut pas surmontée semble-t-il par une prise en charge plus directe des coopératives par les pouvoirs publics. Au cours des dernières campagnes une certaine incertitude a régné en ce domaine : tantôt le planteur devait livrer obligatoirement tout son cacao à la coopérative officielle, et risquait des sanctions en cas de dérobade, tantôt il le vendait au marché à des intermédiaires agréés par les exportateurs. Au cours de la campagne 1963/64, les coopératives n'ont commercialisé, au Cameroun Oriental, que 15,75 % de la production (28 % dans le Ntem, 15 dans le Nyong et Sanaga, 4 dans le Dja et Lobo)

CHAPITRE 2 : CACAOCULTURE ET CONDITIONS DE VIE SOCIALE

INTRODUCTION

La cacaoculture est historiquement le moteur économique des régions forestières du Sud du Cameroun, jouant un rôle central bien au-delà de la simple production agricole. La localité de Bityili, située dans le département de la Mvila et très proche du pôle urbain d'Ebolowa, illustre parfaitement cette dynamique où l'économie locale est intrinsèquement liée aux fluctuations du marché du cacao. Cependant, l'impact de cette monoculture va au-delà des revenus, influençant profondément le tissu social, l'organisation spatiale et le niveau de vie des populations. Ce chapitre se propose d'analyser la relation complexe et dialectique entre le développement de la cacaoculture à Bityili et l'évolution des conditions de vie sociale des habitants. Nous examinerons dans quelle mesure les revenus tirés du cacao permettent d'améliorer l'accès aux infrastructures de base (santé, éducation), tout en identifiant les défis sociaux persistants (inégalités, exode rural) qui modèrent l'impact positif de cette activité sur le bien-être collectif.

2.1 IMPACT DE LA FLAMBEE DU PRIX DU CACAO SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PRODUCTEURS

La cacaoculture activité pratiquée par la majorité des populations rurales du sud, et à travers sa montée fulgurante des prix du kilogramme il a un impact social remarquable sur les populations qui la pratique et qui en font bon usage après l'obtention de ces revenus. Dans ce chapitre il sera judicieux pour nous de mettre en lumière le rôle des retombées de la cacaoculture sur le plan social des populations de Bityili.

2.1.1 Résultats positifs sur l'accès à l'éducation des enfants

Les résultats provenant de la cacaoculture dans la localité de Bityili sont présent dans tous les plans et dans toutes les échelles des populations de cette place. Ainsi, l'éducation de leurs enfants, de leur progéniture est leur priorité. Parce que vous trouverez des parents jeunes, c'est-à-dire qui n'ont pas eu à un moment, un soutien pour continuer les études. Alors, ils ont replié au village et ils se sont donné défis que leurs enfants ne connaîtront pas la déscolarisation qu'ils ont connue. Cependant, grâce à la fluctuation des prix du cacao ce qui a permis à nombreux parents de cette localité de permettre à leur progéniture de recevoir une

éducation, plusieurs enfants ont désormais droit à l'éducation dans cette localité car le taux de pourcentage des enfants scolarisés est très élevé. Nous notons que cette localité de Bitiyili a un Collège d'Enseignement Secondaire (CES), et l'Ecole technique d'Agriculture qui a été délogée dans cette localité grâce à sa proximité avec la ville d'Ebolowa (5 km). Permettant ainsi la facilité d'accès aux collégiens et aux bacheliers de poursuivre leurs études secondaires et professionnelles dans la localité.

Tableau 14: Contribution de la cacaoculture à la scolarisation des enfants

Combien de vos enfants sont scolarisés grâce aux revenus issus de la cacaoculture ?	Effectif	Pourcentage (%)
Aucun	4	3.08
1-3	82	63.08
3-5	32	24.62
5 et plus	12	9.23

Source : Enquête de terrain, 2025.

Les données recueillies montrent que la cacaoculture joue un rôle central dans la scolarisation des enfants des producteurs de Bitiyili. Une majorité significative des enquêtés (63,08 %) parvient à scolariser entre un et trois enfants grâce aux revenus issus de cette activité, tandis que 24,62 % peuvent en envoyer entre trois et cinq à l'école. Ces chiffres témoignent de l'importance de la culture du cacao comme moyen de financement de l'éducation, permettant aux familles d'assurer l'avenir de leurs enfants. Toutefois, une proportion plus faible (9,23 %) réussit à scolariser cinq enfants ou plus, ce qui laisse entrevoir certaines limites financières lorsque les charges éducatives deviennent trop élevées.

En revanche, une minorité de producteurs (3,08 %) n'arrive pas à scolariser leurs enfants avec les revenus tirés du cacao, ce qui met en évidence des disparités au sein de la filière. Cette situation pourrait être liée à des rendements insuffisants, à l'instabilité des prix ou à d'autres charges familiales prioritaires. Ces résultats soulignent ainsi la nécessité d'un accompagnement économique et structurel pour garantir une meilleure rentabilité de la

cacaoculture et, par conséquent, un accès durable à l'éducation pour tous les enfants des producteurs.

Planche 2: Etablissement secondaire de Bityili.

Photo 4: Plaque CES de Bityili



Photo 5: Bâtiment administratif



Photo 6: Surveillance générale



Photo 7: Salle de classe

Source : Cliché réalisé par Nelson Journal Akoumba, le 07 Mars 2025.

La planche ci-dessus est composée de quatre (04) photo montrant les infrastructures de l'établissement secondaire de Bityili. La photo (6), montre la plaque du collège de l'enseignement secondaire de Bityili (CES) sur cette plaque est indiquée la direction de l'établissement. Tandis que sur la photo (7) montre le bâtiment administratif composé des secrétariats et le bureau du Directeur. Quant à la photo (8) elle montre le bureau des surveillants généraux, enfin la photo (9) montre les salles des classes, devant celles-ci les élèves sortant faire la composition.

Pour la majorité des parents après la vente du cacao le premier problème à résoudre est celui de la scolarisation des enfants. Ces revenus permettent d'inscrire les enfants à temps à l'école d'acheter, leurs fournitures, les tenus et tout autre accessoire. Pour le Directeur du Collège d'Enseignement Secondaire, il salut les planteurs à travers leurs prises en main des

charges des enfants pour leur scolarité, pour lui le taux de scolarisation dans son établissement a augmenté grâce aux revenus de la cacaoculture permettant aux enfants d'être épanouis au sein de l'établissement. Il salut les planteurs car ils sont très actifs mettant tout pour la scolarisation de leurs enfants. Et il confirme qu'il n'a jamais eu des cas d'insolvables venant des enfants des planteurs parce que même les parents ayant 5 à 6 enfants payent s'acquittent des frais scolarité à temps avec toutes les fournitures et tout le matériel nécessaire. La majeure partie des cas d'insolvables viennent plutôt des enfants des fonctionnaires actifs et retraités. Pour lui cette augmentation à vraiment joué un grand rôle pour la scolarisation des enfants.

Tableau 15: Revenus affectés à l'éducation des enfants.

Quelle est la part de vos revenus (en FCFA) affectés à l'éducation de vos enfants ?	Effectif	Pourcentage (%)
140.000 et plus	52	40
90.000 à 130.000	36	27.69
40.000 à 80.000	42	32.31

Source : Enquête de terrain, 2025.

L'analyse des données révèle que la majorité des producteurs de cacao (40 %) consacrent au moins 140 000 FCFA par saison à l'éducation de leurs enfants. Ce niveau de dépense témoigne de l'importance accordée à la scolarisation dans ces ménages et reflète la capacité de la cacaoculture à financer l'éducation. Par ailleurs, 27,69 % des producteurs allouent entre 90 000 et 130 000 FCFA à cette fin, tandis que 32,31 % investissent entre 40 000 et 80 000 FCFA. Ces résultats indiquent que, bien que la cacaoculture permette à de nombreux ménages de subvenir aux besoins éducatifs de leurs enfants, les niveaux d'investissement varient en fonction des revenus générés par chaque exploitation.

La diversité des montants investis suggère que tous les producteurs ne bénéficient pas du même pouvoir économique, certains ayant plus de moyens pour assurer une meilleure éducation à leurs enfants que d'autres. Les producteurs ayant des revenus plus modestes rencontrent probablement des difficultés à couvrir l'ensemble des frais scolaires, ce qui peut limiter l'accès à une éducation de qualité. Ces observations mettent en évidence la nécessité

d'un soutien accru aux petits producteurs afin de renforcer la rentabilité de leurs exploitations et, par conséquent, leur capacité à financer durablement la scolarisation de leurs enfants.

2.1.1 Résultats négatifs sur l'éducation des enfants

- **Déscolarisation et Absentéisme pour le Travail**

Le besoin permanent de main-d'œuvre dans les plantations, surtout pendant les périodes de pointe comme la récolte et le séchage des fèves, pousse de nombreux parents à retirer temporairement ou définitivement leurs enfants de l'école. À Bitiyili, cette pratique s'observe par un absentéisme saisonnier élevé, où les enfants sont employés pour des tâches comme la cueillette, le transport des sacs, ou le nettoyage des cacaoyères. Le travail des enfants est souvent perçu comme une contribution vitale au revenu familial, ce qui place la survie économique immédiate au-dessus de l'éducation à long terme. Cette situation crée un retard scolaire significatif, rend difficile la progression académique et augmente les risques de décrochage scolaire définitif, perpétuant ainsi le cycle de la pauvreté.

- **Retard dans le Paiement des Frais Scolaires**

L'irrégularité des revenus de la cacaoculture a un effet direct sur la capacité des ménages à couvrir les coûts de l'éducation. Le revenu agricole est souvent concentré en quelques périodes de l'année, correspondant aux grandes récoltes, ce qui crée des périodes de soudure monétaire difficiles. Durant ces périodes creuses, les parents éprouvent des difficultés à payer les frais de scolarité, les fournitures et les tenues. Ce retard de paiement entraîne l'exclusion temporaire des enfants des salles de classe, des punitions humiliantes ou l'impossibilité d'acheter le matériel essentiel. Ces obstacles financiers découragent non seulement les élèves mais aussi les parents, sapant la motivation et l'investissement dans un système éducatif qui semble trop coûteux et incertain.

- **Priorité à la Production au Détriment du Milieu Scolaire**

Enfin, l'omniprésence du secteur cacaoyer dans l'environnement social et économique de Bitiyili dévalorise indirectement l'importance de l'éducation formelle. Le modèle de réussite est souvent celui du producteur qui réussit, incitant les jeunes à privilégier l'apprentissage précoce des techniques agricoles plutôt que l'obtention de diplômes. Le peu de temps libre des enfants est souvent consacré à des tâches domestiques ou agricoles après l'école, ce qui génère une fatigue chronique et une baisse des performances scolaires. Ce

manque d'investissement en temps et en ressources pour les devoirs et les activités périscolaires, couplé à une perception où l'avenir est déjà tracé dans la cacaoyère, diminue les aspirations éducatives des enfants, limitant leur accès à des opportunités professionnelles diversifiées.

2.2 Impact de la flambée des prix du cacao sur la santé

La flambée des prix du cacao a un double impact sur la santé des populations à Bitiyili : elle améliore la capacité d'investissement dans les soins, mais crée de nouvelles vulnérabilités liées à l'irrégularité des revenus et aux changements sociaux.

2.1.2 Impacts positifs sur la santé des populations

- **Amélioration de l'Accès aux Soins et aux Médicaments**

La hausse des prix du cacao se traduit directement par une augmentation des revenus monétaires des ménages cacaoculteurs. Cet afflux de liquidités permet aux familles de Bitiyili de franchir la barrière financière qui limitait auparavant l'accès aux soins de santé. Les populations peuvent désormais consulter des médecins dans des structures plus éloignées et mieux équipées (comme à Ebolowa), acheter des médicaments plus coûteux et suivre des traitements plus longs pour les maladies chroniques. Cette capacité accrue à financer la prévention et le traitement des maladies réduit significativement la mortalité et la morbidité liées à la pauvreté.

- **Meilleure Qualité de l'Alimentation et de la Nutrition**

Une situation financière plus confortable permet aux ménages d'investir non seulement dans la quantité, mais aussi dans la qualité et la diversité nutritionnelle de leur alimentation. Les familles peuvent acheter des protéines (poissons, viandes) et des produits complémentaires riches en vitamines (fruits et légumes variés) qui sont souvent chers ou rares localement. Cette amélioration du régime alimentaire est cruciale pour le développement physique et cognitif des enfants et pour renforcer le système immunitaire de l'ensemble de la population, diminuant l'incidence de la malnutrition, particulièrement chez les plus jeunes.

- **Investissement dans l'Hygiène et l'Habitat**

L'amélioration des revenus encourage les ménages à investir dans des infrastructures d'hygiène et un habitat plus sain. Les familles peuvent construire ou améliorer les latrines,

installer des points d'eau plus sûrs (puits, forages) ou acheter du matériel de filtration. Au niveau de l'habitat, elles peuvent remplacer les toits en matériaux précaires (qui favorisent les maladies respiratoires) et acheter des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Ces investissements sont des mesures préventives directes qui réduisent l'exposition aux maladies hydriques (comme le choléra et la typhoïde) et au paludisme, contribuant à un environnement de vie globalement plus salubre.

2.1.3 Impacts négatifs sur la santé des producteurs

- **Risques liés à la Spéculation et à l'Irrégularité des Revenus**

La flambée des prix est souvent volatile et soumise à des cycles imprévisibles. Cette irrégularité monétaire crée une illusion de richesse qui encourage les ménages à contracter des dettes ou à prendre des risques financiers importants, souvent pour des dépenses non essentielles. Lorsque les prix rechutent, ces ménages se retrouvent dans une situation de grande vulnérabilité financière, incapable de maintenir le niveau de dépense médicale atteint. L'interruption des traitements médicaux (pour le diabète ou l'hypertension, par exemple) et le report des consultations nécessaires pendant les périodes de vaches maigres constituent un danger direct pour la santé publique.

- **Changement des Comportements et Maladies Non Transmissibles**

L'augmentation des revenus, surtout lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'éducation financière, est parfois associée à l'adoption de comportements à risque liés à la consommation. On observe une augmentation des dépenses en alcool et en tabac, ainsi qu'une consommation accrue d'aliments transformés, gras et sucrés. Ces changements comportementaux augmentent l'incidence des maladies non transmissibles (MNT) telles que l'hypertension artérielle, le diabète, l'obésité et les maladies cardiovasculaires, des pathologies qui étaient moins fréquentes dans ce milieu rural.

- **Augmentation du Travail Agricole et des Accidents**

Pour maximiser le bénéfice de la flambée des prix, les producteurs de Bityili intensifient souvent le travail dans les plantations, augmentant le temps passé aux tâches manuelles pénibles (récolte, transport) et l'utilisation d'outils ou d'intrants. Cette intensification se traduit par une hausse des accidents de travail (blessures musculaires, coupures, morsures de serpents) et une fatigue chronique qui diminue la productivité et la

résistance aux infections. De plus, l'utilisation parfois non contrôlée de pesticides et de fongicides pour protéger les cultures, sans équipement de protection adéquat, expose les travailleurs et leurs familles à des risques toxicologiques à long terme.

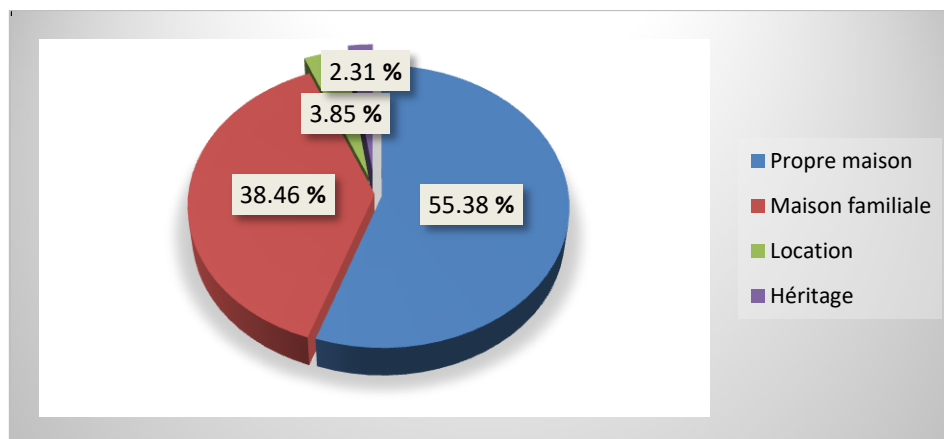
2.3. IMPACTS DE LA CACAOCULTURE SUR LE CADRE DE VIE DES POPULATIONS

L'impact de la cacaoculture sur le cadre de vie des populations de Bityili est multidimensionnel, touchant l'aménagement du territoire, l'accès aux services de base et la qualité de l'environnement local.

2.3.1 Structuration Spatiale de l'Habitat et des Infrastructures

La cacaoculture a historiquement déterminé la structuration spatiale des villages comme Bityili. Les habitations se sont souvent développées de manière linéaire le long des pistes menant aux plantations ou aux points de collecte, ce qui facilite l'accès aux parcelles et le transport des fèves. Les revenus tirés du cacao permettent aux ménages les plus performants d'améliorer leur habitat, passant des constructions en matériaux périssables à des maisons en dur (ciment, tôle), symboles de réussite sociale. Cependant, cette dispersion de l'habitat le long des axes rend difficile le raccordement efficace aux services publics essentiels comme l'eau potable et l'électricité, créant une disparité dans l'accès aux infrastructures au sein même de la localité.

La construction de l'habitat moderne est devenue aujourd'hui une véritable concurrence entre les paysans producteurs de cacao, leurs objectifs majeurs après chaque campagne restent la construction d'habitat en dur couvert de tôle. (Gerson, 2020). Car c'est la même logique pour les planteurs de cette zone de Bityili ces dernières années avoir une maison digne des revenus aperçus est un signe d'être un planteur. Il ne s'agit pas seulement de la concurrence comme illustré très haut mais notons tout de même que les planteurs de cette localité vivent en majeure partie dans leur propre maison.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 7: Statut d'habitation.

La figure met en évidence la répartition des producteurs de cacao de la localité de Bityili selon leur statut d'habitation. Il en ressort que la majorité (55,38 %) possède leur propre maison, ce qui traduit une certaine stabilité résidentielle et une amélioration des conditions de vie grâce à la cacaoculture. Par ailleurs, 38,46 % des enquêtés résident dans une maison familiale, une situation qui reflète l'importance des structures familiales élargies dans la région. Cette cohabitation peut offrir un cadre de vie stable, bien que certains puissent y voir une contrainte économique limitant l'accession à la propriété individuelle.

D'un autre côté, une minorité des producteurs vit en location (3,85 %) ou dans un logement hérité (2,31 %), ce qui suggère que la location est peu répandue, probablement en raison de l'attachement des populations à leurs terres agricoles. L'héritage, bien que marginal, reste un mode de transmission du patrimoine immobilier, garantissant une certaine continuité intergénérationnelle. Globalement, ces résultats montrent que la cacaoculture joue un rôle clé dans l'amélioration des conditions de logement, en facilitant notamment l'accès à la propriété pour une grande partie des producteurs.

Ayant l'engouement de produire davantage pour réaliser les projets, les planteurs de la localité de Bityili construisent énormément afin d'améliorer leur habitat, en rénovant des anciennes maisons, en construisant de nouvelles maisons et d'autres sont en chantier, la majorité des populations de cette zone gère très positivement ces revenus issus de la cacaoculture car étant conscient du travail abattu durant toute l'année il est incompréhensible de ne pas réaliser quelque chose qui restera. Cependant, il est à noter que cette localité est développée grâce à des planteurs car depuis quelques années dont la majorité restaient des

maisons de bas niveau, les infrastructures poussent s'accroît dans cette zone comme il y'a en a jamais eu, les planches 2,3 et 4 nous démontre cela.

Planche 3 : Infrastructure d'un planteur avant et après l'augmentation du kilogramme Bityili.

Photo 8: Maison en terre battue (A)

Photo 9: Maison en dure (B)



Source : cliché réalisé par Nelson Journal Akoumba, le 05 Mars 2025 et le 18 Juin 2025.

La planche (3) présente deux photos à savoir la photo (A) : l'ancien habitat en terre battu d'un grand planteur de cacao à Bityili 2, quant à la photo (B), elle montre la nouvelle maison achevée en parpaing de ce même planteur. A travers cette planche nous pouvons voir la bonne utilisation des revenus de la cacaoculture du point de vue infrastructurel.

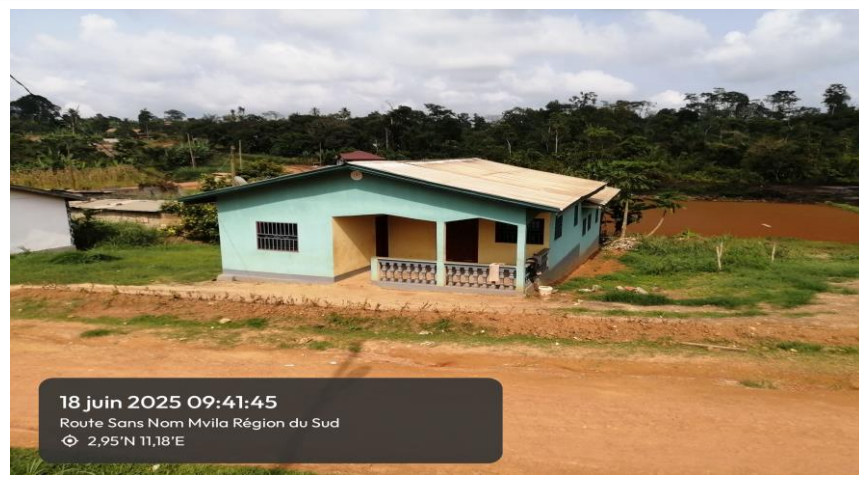
Planche 4 : Réalisation des cacaoculteurs



Source : cliché réalisé par Nelson Journal Akoumba, le 18 Juin 2025.

La planche soumise à notre observation présente 04 infrastructures caractérisant le bâti des producteurs de la localité de Bityili. Cette planche photographique illustre concrètement les efforts et les réussites des producteurs de cacao, bien au-delà d'une simple activité agricole. Elle met en lumière les infrastructures qu'ils ont mises en place, témoignant de leur rôle actif dans le développement de la localité. En somme, ces images ne montrent pas seulement des constructions physiques, mais elles incarnent la dynamique entrepreneuriale, la capacité d'organisation collective et l'engagement social des producteurs de cacao.

Planche 5: Les habitations Témoins d'une Prospérité en Émergence à Bitiyili



Source : cliché réalisé par Nelson Journal Akoumba, le 18 Juin 2025.

Cette planche, composée de quatre clichés, offre un aperçu révélateur des infrastructures d'habitat construites par les cacaoculteurs locaux. Loin de l'image stéréotypée de la pauvreté rurale, ces images témoignent d'une dynamique de développement et d'une amélioration notable du cadre de vie, directement liée, aux revenus issus de la culture du cacao. L'ensemble de cette illustration brosse un tableau éloquent des retombées positives de la cacaoculture à Bitiyili sur le plan de l'habitat. Plutôt qu'une uniformité, la planche révèle une diversité architecturale et socio-économique. En somme, cette planche est un puissant témoignage visuel de l'impact transformateur de la cacaoculture à Bitiyili. Les maisons, bien plus que de simples abris, sont des indicateurs clés de l'investissement, de la prospérité croissante et de l'autonomie des cacaoculteurs. Elles dessinent le portrait d'une communauté rurale en pleine mutation, où les efforts agricoles se traduisent directement par une amélioration significative du cadre de vie, incarnant l'espoir et les ambitions de développement local.

2.3.2. Influence de la cacaoculture sur le développement local

La cacaoculture étant un pilier et un poumon pour l'économie dans la localité, est prise en considération par les populations locales. Toutefois, avant de présenter son influence sur au niveau du développement local, il nous incombe de faire une cartographie illustrant les plantations de ladite zone afin de montre sa forte présence dans les villages choisis.

La carte thématique ci-jointe illustre la distribution spatiale et l'importance des plantations de cacaoyers au sein de la localité de Bitiyili. L'analyse révèle que l'occupation du sol est largement dominée par les surfaces cacaoyères, lesquelles s'étendent de manière irrégulière et fragmentée, en fonction de la disponibilité foncière et de l'aptitude des sols. La cartographie met en évidence que les parcelles de cacaoculture sont principalement localisées sur les pentes douces des interfluves et les zones de plateau bien drainées (reliefs positifs identifiés précédemment), cherchant à éviter les bas-fonds humides et souvent inondables. La forte densité des plantations, visualisée par la prédominance de la couleur associée à cette culture, confirme le rôle central et structurant du cacao dans l'organisation du territoire et l'économie agraire de Bitiyili.

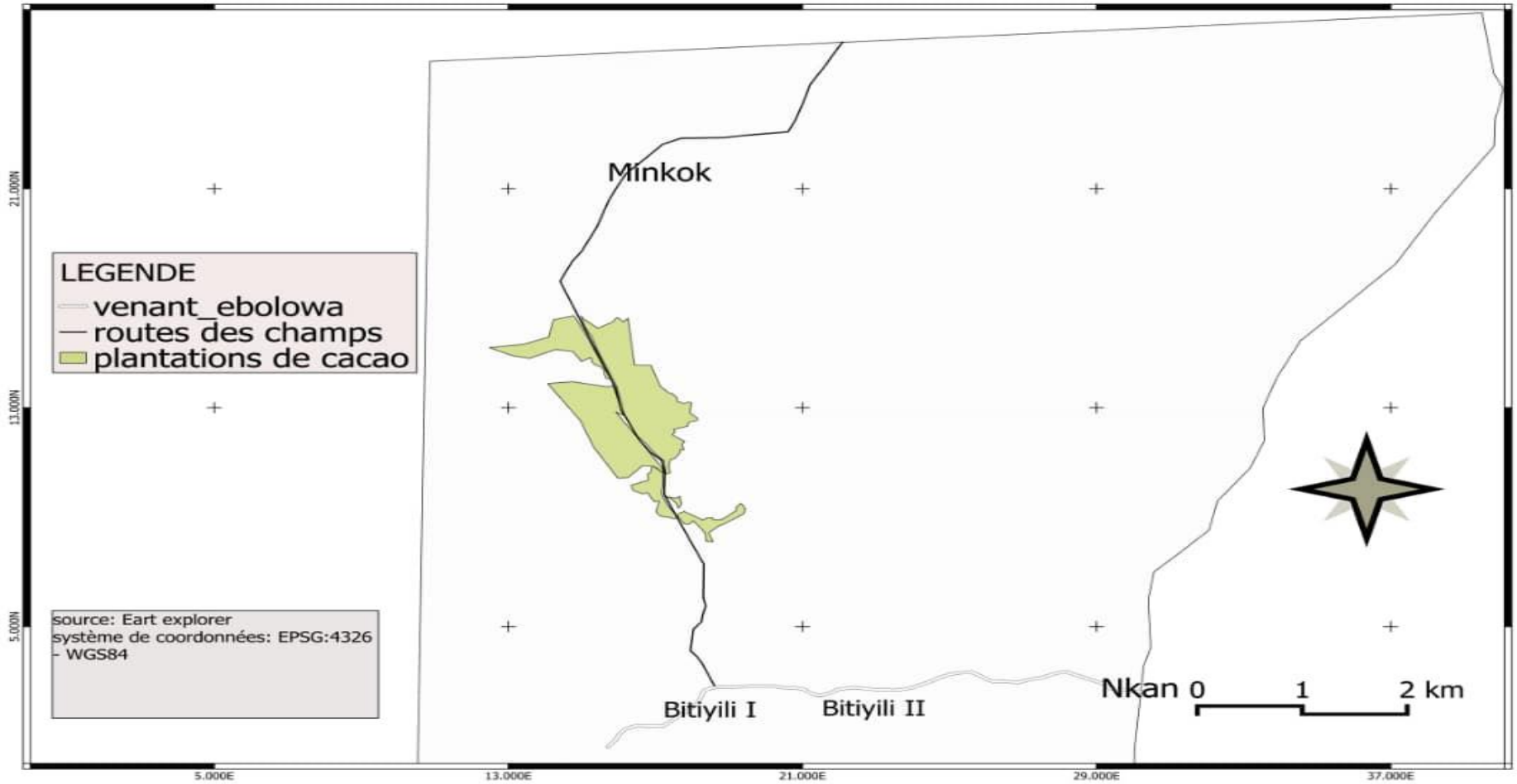


Figure 8: Répartition des plantations de cacao

La figure représente la répartition des plantations de cacao dans la localité de Bityili, située dans la région Sud du Cameroun.

La carte couvre une portion de territoire comprenant les villages, Bityili I, Bityili II. La zone cartographiée est traversée par des routes agricoles (routes des champs) qui relient ces villages, en particulier en direction vers le nord.

Les plantations de cacao, en vert clair sur la carte, sont concentrées dans une bande centrale le long des routes agricoles. Cette concentration suggère une agriculture orientée le long des axes de communication, facilitant l'accès aux exploitations pour le transport des récoltes et l'entretien des cultures.

La cacaoculture a une influence importante pour le développement de la localité de Bityili à travers la prise des initiatives des planteurs pour édifier cette zone. Toutefois à partir de leur revenu fulgurant obtenu lors des campagnes de vente, une majeure partie concentre souvent une part de leur revenu pour le développement de la localité.

Tableau 16: Contribution des revenus de la cacaoculture au développement du village.

Y a-t-il une part des revenus consacrée au développement du village ?	Effectif	Pourcentage (%)
Non	73	56.15
Oui	57	43.85

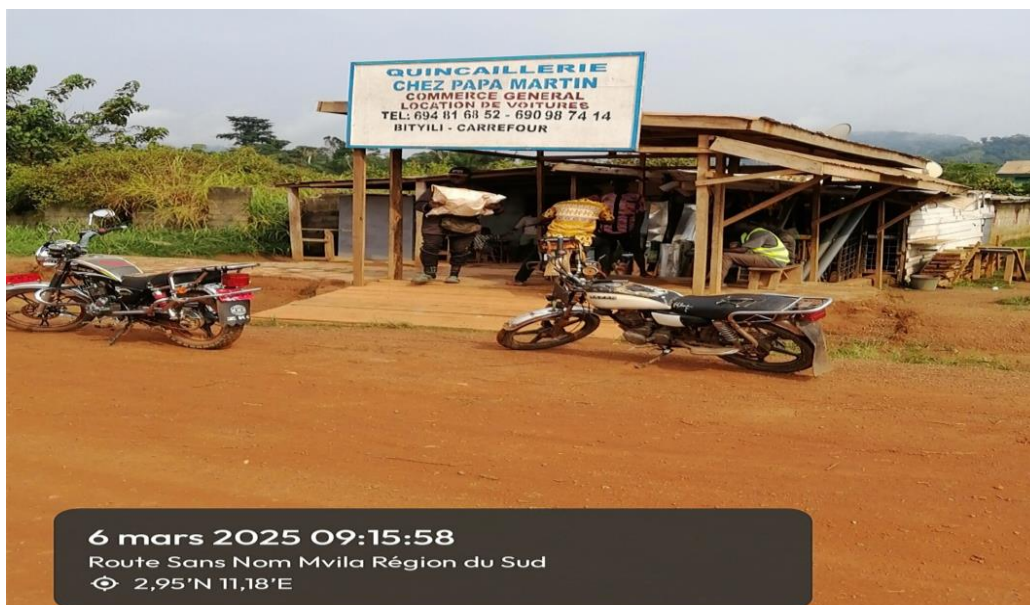
Source : Enquête de terrain, 2025.

D'après les résultats de l'enquête, une majorité des répondants (56,15 %) indique ne pas consacrer une part de leurs revenus à des projets de développement du village. Cela peut refléter une faible prise de conscience collective ou un manque de ressources suffisantes pour envisager de telles contributions, ce qui laisse les producteurs dans une situation où leurs priorités sont principalement centrées sur leurs besoins immédiats et familiaux. Cette tendance pourrait également être influencée par l'absence de mécanismes de mobilisation des ressources au niveau local, ou par une concentration des revenus sur la consommation et les dépenses personnelles.

En revanche, près de 44 % des producteurs (57 personnes) confirment affecter une portion de leurs revenus à des initiatives locales. Ce chiffre suggère que certains producteurs

ont conscience de l'importance du développement communautaire et sont prêts à investir pour améliorer les infrastructures et services du village. Toutefois, la proportion reste modeste, ce qui indique qu'il existe des obstacles à une plus large participation des producteurs à ces efforts collectifs, notamment en raison des défis économiques qu'ils rencontrent. Ce phénomène appelle à des stratégies pour encourager l'implication des producteurs dans des projets de développement local.

Photo 10 : Quincaillerie à Bitiyili



Source : cliché réalisé par Nelson Journal Akoumba, le 06 Mars 2025.

Sur cette, nous voyons une quincaillerie à Bitiyili ouvert par un planteur. Cette image explique vraiment l'initiative des producteurs à développer la localité.

Hors mis des initiatives prises par des planteurs, d'autres ont suggéré créé des plantations communautaires afin de réserver les revenus issus de cette plantation pour les conserver uniquement aux projets de développement des villages, car pour certain il est difficile pour eux de retirer leur propre revenu cela s'expliquant par de lourde charges familiales et personnelles. Ainsi notons également que : « *le développement local est une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles d'un territoire donné* » (Houée.P)

Tableau 17: Potentiel des plantations communautaires pour le développement local.

Effectif		Total	Si oui, pour quels projets ?				
			Réhabilitation des routes	Construction des écoles	Construction des forages	Construction d'un centre de santé	Soutien mutuel
Avez-vous déjà pensé à créer des plantations communautaires pour réaliser les projets communs pour le développement de la localité ?	Non	100	0	0	0	0	0
	Oui	30	24	20	12	4	1
Total		130	24	20	12	4	1

Source : Enquête de terrain, 2025.

L'enquête révèle que 30 des répondants (soit 23,08 % des participants) ont envisagé la création de plantations communautaires comme un moyen de financer des projets de développement pour la localité. Cette initiative pourrait offrir une solution durable pour la réhabilitation des infrastructures locales, en particulier dans les zones rurales où les ressources sont limitées. Les projets identifiés comme prioritaires pour ces plantations communautaires incluent la réhabilitation des routes (24 répondants), la construction d'écoles (20 répondants), et la construction de forages (12 répondants). Ces choix montrent que les habitants perçoivent la nécessité de renforcer l'infrastructure sociale et sanitaire pour améliorer leur qualité de vie.

La réhabilitation des routes ressort comme le projet le plus soutenu par les répondants, avec un nombre significatif (24 sur 30) d'individus plaçant cette initiative parmi leurs priorités. Cela met en lumière l'importance des infrastructures de transport dans le développement économique local, notamment pour faciliter l'accès au marché, à l'éducation, et aux soins de santé. L'état des routes dans la commune pourrait donc être un frein majeur au développement, et les producteurs de cacao semblent prêts à s'engager dans des projets collectifs pour améliorer cette situation.

La construction des écoles figure également parmi les projets pris en charge par les plantations communautaires. Ce choix indique une volonté de promouvoir l'éducation au sein de la communauté. L'accès à l'éducation étant essentiel pour le développement à long terme, les producteurs de cacao comprennent bien l'importance d'investir dans des infrastructures éducatives. Le soutien à l'éducation pourrait à terme améliorer les opportunités économiques pour les générations futures.

En dépit de l'enthousiasme pour ces projets, une proportion importante des répondants (76,92 %) ne considère pas ou ne voit pas la possibilité de créer des plantations communautaires pour soutenir ces initiatives. Cela pourrait être attribué à des défis économiques, à un manque de sensibilisation, ou à une insuffisance de mécanismes de coordination. Ce faible taux d'adhésion souligne la nécessité de renforcer l'implication des communautés dans la gestion collective de leurs ressources naturelles et d'encourager la collaboration pour atteindre des objectifs de développement durable.

CONCLUSION

En définitive, l'analyse de la cacaoculture à Bityili confirme son rôle de pilier économique incontournable et de principal levier social dans la localité. Les revenus générés par le cacao permettent, sans conteste, d'amortir les chocs économiques, de financer l'accès à l'éducation et de soutenir les dépenses de santé des ménages. La cacaoculture est donc un facteur déterminant du niveau de vie et un élément structurant de l'organisation sociale et de l'identité locale. Néanmoins, l'étude a également mis en lumière la vulnérabilité de cette dépendance. Les faibles prix d'achat, le vieillissement des plantations et les défis logistiques exacerbent les inégalités sociales, rendant l'amélioration des conditions de vie précaire et inégale. Pour assurer un développement social durable à Bityili, il est impératif d'adopter des stratégies de diversification économique (cultures vivrières améliorées, transformation locale) et de valorisation de la production (certification, circuits courts), afin de mieux répartir les bénéfices du cacao et de consolider durablement le bien-être social de la communauté.

CHAPITRE 3 : CACAOCULTURE, CONDITIONS DE VIE ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENT NATUREL

INTRODUCTION

Le cacao fait partie des principaux produits d'exportation du Cameroun. Selon le dernier rapport sur la compétitivité de l'économie camerounaise publié par le Comité de compétitivité, le Cameroun a franchi un cap significatif dans le secteur du cacao en 2023. En effet, apprend-on, le Cameroun s'est classé 4^e pays exportateur de cacao avec 7,6% des parts du marché mondial en 2023. Ce classement marque un gain de deux places par rapport à l'année précédente. Cette situation est tributaire de la motivation qui caractérise plus que jamais les cacaoculteurs boostés qu'ils sont par l'augmentation du prix du kilogramme de cacao ces deux dernières années. En effet, rien ne semble plus arrêter l'envolée des prix du cacao au Cameroun qui battent de nouveaux records presque quotidiennement, au grand bonheur des agriculteurs. Le kilogramme de fève est passé de 3200 à 4225fcfa. Cette situation impact fondamentalement, et ce, de façon positive, le quotidien des cacaoculteurs ; c'est le cas dans la localité de Bityili qui constitue notre cadre géographique d'étude. Cette situation contraste avec celle vécue il y a plusieurs années par ces mêmes agriculteurs. Situation caractérisée par le désengagement de l'état sur la filière cacao.

3.1. IMPACT DE LA CACAOCULTURE SUR LES CONDITIONS DE VIE ECONOMIQUES

Le cacao est la pierre angulaire des conditions de vie économique des populations de Bityili, agissant comme la source de revenu monétaire principale pour la grande majorité des ménages. La vente des fèves permet non seulement d'assurer les dépenses de première nécessité (nourriture, vêtements), mais surtout de financer l'accès aux services sociaux essentiels qui ne sont pas gratuits, tels que les frais de scolarité pour les enfants et les dépenses de santé (consultations, médicaments). En période de bonne récolte ou de flambée des prix, l'afflux de liquidités stimule l'économie locale, favorisant l'investissement dans l'habitat (construction en dur) et l'acquisition de biens durables, améliorant ainsi de manière tangible le niveau de vie matériel. Toutefois, cette forte dépendance au cacao rend l'économie

locale extrêmement vulnérable à la volatilité des prix mondiaux et aux aléas climatiques, créant une insécurité financière chronique qui fragilise la planification à long terme et les dépenses non urgentes des familles.

3.1.1. Le cacao, source principale de revenu monétaire

La production du cacao dans la localité de Bitiyili a connu des moments de crise, à l'embellissement de l'économie camerounaise en particulier et celle de nombreux pays africains en général. Nous pouvons fractionner ces périodes en deux : une allant de 1994 à 2000. Durant cette période le secteur du cacao se porte très mal, car le pays traverse une période de crise et celle-ci ne laisse pas le secteur agricole en chemin. Ainsi, à travers cette crise dont le pays fait face, l'Etat va se désengager de ce secteur. Quant à la deuxième période qui va de 2000 à 2025 où nous avons remarquons une hausse fulgurante des prix du Kilogramme et la prise à mains du secteur par l'Etat. Ainsi, à travers cette période, nous voyant l'espoir des planteurs à se lancer davantage dans le domaine,leur détermination afin de gagner leur vie en subvenant aux différents besoins de leur famille dont ils en avaient des difficultés avant, et de faire progresser le domaine.A travers la baisse du prix de cacao plus précisément en 1994 et l'abandon du secteur par l'Etat, plusieurs planteurs de Bitiyili vont être démotivés. La raison est simple : le planteur n'avait plus d'appuis pour les produits phytosanitaires, l'entretien des plantations. Subséquement, certains vont abandonner les cacaoyères et se concentrer dans d'autres cultures vivrières, pas seulement pour la subsistance mais aussi pour la commercialisation, afin d'accroitre leurs revenus et pour subvenir aux besoins de leurs différentes familles.

Tableau 18: Analyse de l'abandon des plantations de cacao dans la localité

Effectif			Si oui pourquoi ?					Total
			Mauvais rendement	Taux d'achat très bas	Autres raisons	Conflits familiaux	Non valorisation de la culture	
Avez-vous déjà eu à abandonner votre plantation dans les années antérieures ?	Non	83	0	0	0	0	0	83
	Oui	0	16	15	8	6	2	47
Total		83	16	15	8	6	2	130

Source : Enquête de terrain, 2025.

Le tableau présente les raisons pour lesquelles certains producteurs de cacao ont abandonné leurs plantations dans les années antérieures. Il est impressionnant de constater que 47 producteurs (soit 36,15 % de ceux qui furent interrogés) aient effectivement abandonné leurs plantations. Parmi ces cas, les raisons les plus fréquemment citées sont liées aux mauvais rendements et au faible taux d'achat du cacao, qui représentent respectivement 34 % et 31,91 % des réponses. Ces problèmes peuvent indiquer une faiblesse dans les techniques culturales ou des difficultés à accéder à des marchés rémunérateurs pour leur production. Ce qui, en conclusion, a rendu difficile la rentabilité de l'activité.

Les "autres raisons" d'abandon des plantations de cacao, mentionnées par les informateurs, sont principalement liées à des facteurs personnels tels que des problèmes de santé, des déplacements ou des événements de vie majeurs, comme la perte d'un conjoint, chaque cause représentant 0,77 % des réponses. Bien que les raisons économiques soient souvent évoquées, ces facteurs imprévus soulignent également l'importance d'un soutien social et médical pour les producteurs vulnérables. D'autres facteurs comme les conflits familiaux et la non-valorisation de la culture ont également contribué à l'abandon des plantations. Bien que moins fréquentes, ces causes ne sont pas négligeables. Car, elles peuvent refléter des tensions internes qui nuisent à la gestion de la plantation ou un manque

d'incitations économiques à poursuivre la culture du cacao, notamment en raison de l'absence de politiques incitatives.

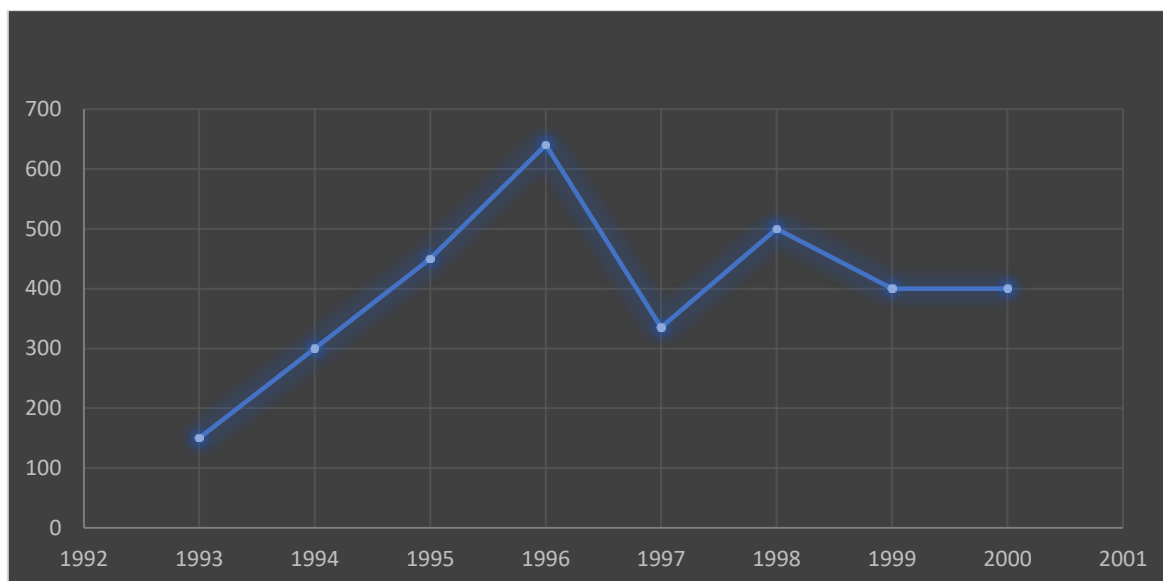
En revanche, il est encourageant de noter que 83 producteurs (donc 63,85 %) n'ont pas abandonné leur plantation, ce qui suggère qu'une majorité des agriculteurs dans cette localité sont suffisamment motivés par les bénéfices et la persévérance, dans la culture du cacao. Toutefois, ces résultats soulignent la nécessité de mettre en place des mesures pour améliorer les rendements et les conditions du marché, ainsi que pour résoudre les conflits internes qui pourraient nuire à la production de cacao dans la localité de Bityili.

Tableau 19: Evolution du prix du cacao par kilogramme au producteur de 1993 à 2000.

Années	Prix Grade I et Grade II en FCFA par kilogramme
1993	150
1994	300
1995	450
1996	640
1997	335
1998	500
1999	400
2000	400

Source : ONCC.

A travers ce tableau ci-dessus nous pouvons voir les années et les prix des grades de cacao en Kilogramme. Sur ce tableau, nous observons une baisse considérable du prix de cacao à partir de 1993 qui été à 150, une légère hausse du prix dans les années 1996 et 1998 ensuite un rabais du kilogramme en 1999. A travers ce tableau nous pouvons en déduire l'idée selon laquelle, à cause de la dévaluation du Fcfa, cette activité agricole a peiné à récompenser les producteurs à leur juste valeur.



Source: Idem tableau 1

Figure 9: Prix grade I et II en FCFA 1993-2000

Au regard de cette courbe, nous remarquons que la crise a vraiment secoué ce secteur agricole car en 1993 le kilogramme était acheté aux producteurs à 150 FCFA. Mais en 1994 le prix du kilogramme va doubler à 300 FCFA pendant la période de la dévaluation du FCFA, car ce produit va être compétitif sur le marché internationale. Cependant le prix va hausser entre 1995 et 1996 de 450 F à 640 F redonnant ainsi le sourire aux producteurs car pour eux le fruit de leur travail est enfin récompensé. Mais cette hausse du kilogramme ne va pas durer longtemps, en effet de 1997 jusqu'à 2000 le prix va connaître une inconstance.

Quant à la période allant de 2000 à nos jours, nous assistons à la relance de la filière cacao, à travers la main mise de l'Etat sur le secteur à travers les stratégies nationales visant l'entretien des pistes rurales, la promotion des organisations professionnelles, des institutions locales, des organisations paysannes et des organisations interprofessionnelles¹. Au regard de ces stratégies, les populations de Bitiyili vont assister à une hausse du prix de cacao. Cette période va marquer un tournant majeur pour le redécollage de la cacaoculture. Cette relance traduite par la mise sur pied d'une stratégie de développement de la filière contenu dans le Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural (DSDSR).

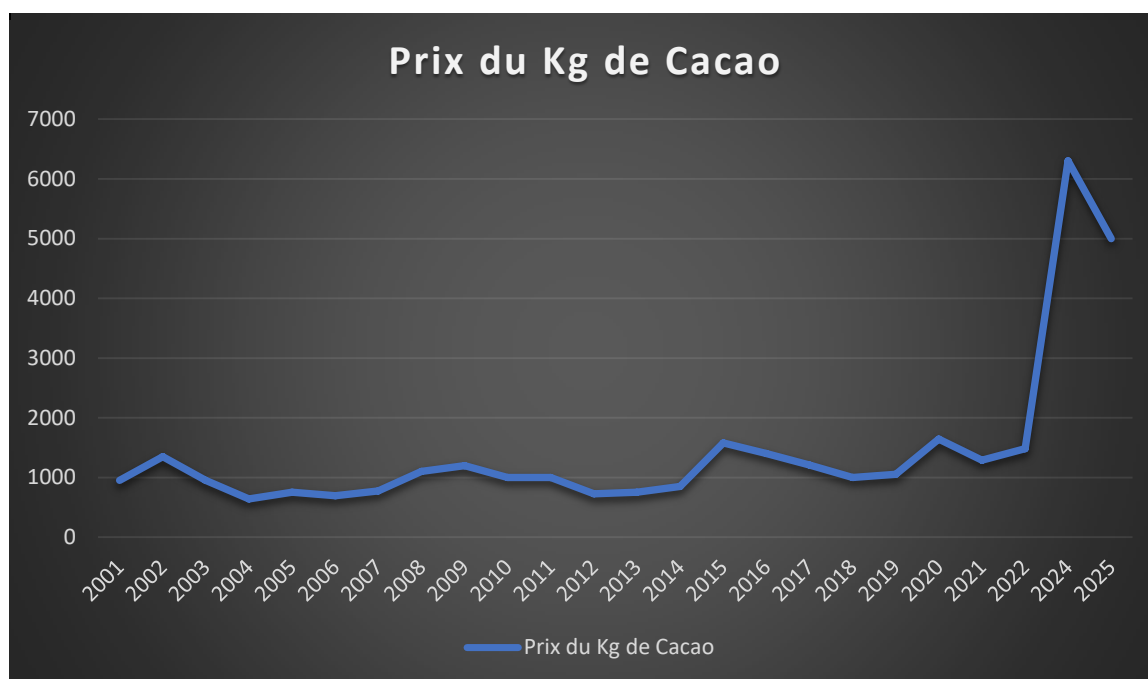
¹ MINADER, Stratégies de Développement du Secteur Rural, composante 1 : Filière Cacao (DSDSR)- Relance de la filière cacao, Mission d'Appui et de Projets sectoriels de 1ère génération à la cacaoculture durable, Yaoundé MINAGRI, octobre 2002.

Tableau 20: Evolution du prix par kilogramme au producteur de 2001 à 2024

Années	Prix Grade I et Grade II en FCFA par kilogramme
2001	500
2002	950
2003	1350
2004	950
2005	640
2006	750
2007	695
2008	775
2009	1100
2010	1200
2011	1000
2012	1000
2013	725
2014	750
2015	850
2016	1580
2017	1400
2018	1210
2019	1000
2020	1050
2021	1640
2022	1290
2023	1480
2024	6300
2025	5000

Source : ONCC, données en campagne cacaoyère nationale.

Quant à ce tableau dont sa figure a été expliquée et interprétée plus haut, nous remarquons une augmentation stratosphérique des prix de cacao dans les années 2000 suivit d'une petite baisse et une augmentation qui ne fait que se croître jusqu'à l'année 2025. A travers cette montée nous pouvons voir la main mise de l'Etat sur le domaine et des enjeux qui en découlent de celle pour la meilleure considération des planteurs à travers leurs efforts.



Source : ONCC, données en campagne cacaoyère nationale.

Figure 10: Prix grade I et II en FCFA 2001 à 2025

Dans ce graphique, nous observons que la période 2000 à nos jours (2025) est tournant majeur pour la relance de la filière cacao. On remarque une augmentation considérable du prix aux producteurs par rapport à la période de crise. Au début des années 2001, le prix a atteint le sommet avec une hausse très importante de 950 jusqu'à bondir à 1350F le kilogramme en 2003 avant de rechuter quelques temps après. Mais dès la période 2008, nous constatons une constante amélioration du prix qui va garder le cap à 1000 F jusqu'en 2012.

Une légère avalanche du prix se remarque dès la période allant de 2013 à 2015 avec la stagnation du prix entre 725 et 950 F le kilogramme. Ainsi depuis 2016 nous remarquons une évolution impeccable du prix qui ne fait que s'accroître depuis cet allant de 1580 à 5000 F à nos jours. Cependant, à Bitiyili, avec le phénomène de « coxage » qui est très récurrent dans la zone, plusieurs planteurs sont informés sur le prix, mais n'en bénéficient guère.

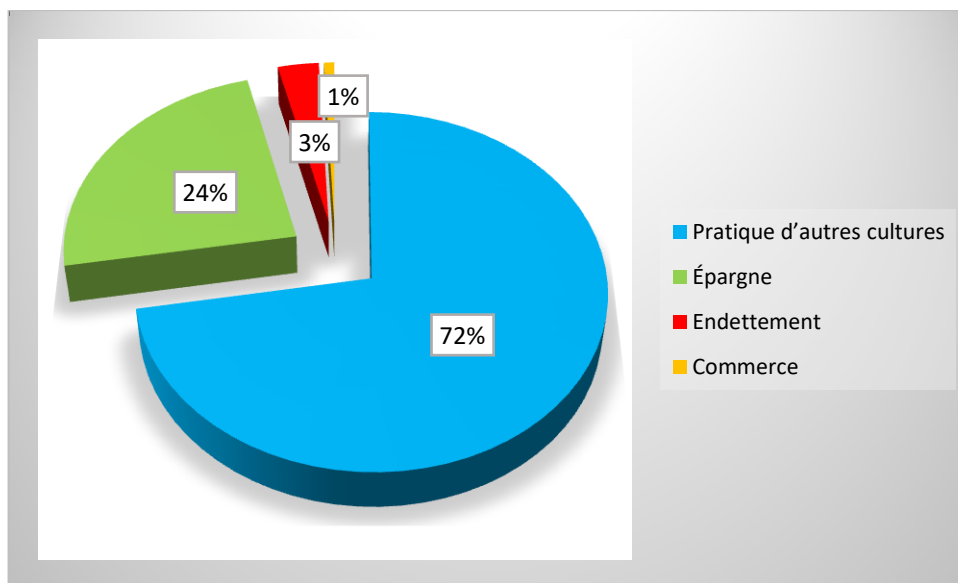
3.1.2. Amélioration du niveau de vie et diversification des dépenses

La filière cacao fait toujours l'objet d'une attention particulière dans nos sociétés, car jouant un rôle primordial pour l'économie nationale et locale. « (Folefack, 2010) Depuis que l'environnement des producteurs s'est considérablement modifié en laissant le champ libre au marché mondial », cette activité à travers l'inflation de ses prix aide de nombreux producteurs de la localité de Bityili en participant à leurs besoins pour booster les rendements des plantations.

A travers la hausse des prix de kilogramme de cacao sur les marchés internationaux et locaux, plusieurs facteurs influencent ces fluctuations sur les producteurs à travers les facteurs climatiques et l'offre et la demande. Cependant, nous pouvons caractériser les impacts de la fluctuation des prix du cacao en deux :

- **Impact direct :** à travers la variation des revenus des producteurs cela stipule que, lorsque le prix du cacao hausse le producteur gagne plus d'argent pour la même quantité de cacao vendue, ainsi ils peuvent mieux gérer en subvenant aux besoins de leur famille. Dès lors que les prix décroissent, les revenus des producteurs baissent considérablement ainsi couvrir des besoins devient très problématique.
- **Impact indirect :** la délicatesse à la déstabilisation économique, ici les producteurs ayant des difficultés de négocier des prix au sein de leur coopérative plusieurs livrent souvent leur cacao à des prix très bas. Quant à ceux qui n'appartiennent pas aux coopératives ils vendent souvent aux intermédiaires qui imposent souvent leur prix à plusieurs, car à cette posture, le produit n'est pas souvent bien stocké ce qui entraîne la réduction du bénéfice pour le vendeur.

Cependant, à travers la période d'impact de la fluctuation du cacao, certains producteurs adoptent souvent des stratégies d'adaptation pour surmonter à cette période pendant que d'autres s'enfoncent plus. Ainsi nous pouvons catégoriser deux types de producteurs à Bityili à savoir : la première catégorie des producteurs ceux qui s'endettent auprès des acheteurs de cacao pour s'approvisionner des intrants agricoles pour les plantations afin de rembourser avec des kilogrammes de cacao; La deuxième catégorie des planteurs est celle-là qui anticipe souvent cette période de baisse en épargnant des revenus ou en s'investissant dans d'autres cultures de rentes pour dissimuler cette durée de baisse.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 11: Gestion des activités pendant les périodes de baisse des prix du cacao

Les résultats de l'enquête révèlent que face aux périodes de baisse des prix du cacao, la majorité des producteurs (72 %) optent pour la pratique d'autres cultures. Cette stratégie de diversification agricole permet aux producteurs de ne pas dépendre exclusivement des revenus du cacao, offrant ainsi une source alternative de revenus lorsque le prix du cacao chute. Cette approche est particulièrement importante pour maintenir la sécurité économique des ménages, surtout dans un contexte où les prix des produits agricoles peuvent fluctuer de manière imprévisible.

En revanche, une proportion plus faible des producteurs choisit d'autres solutions, telles que l'épargne (24 %) ou l'endettement (3 %), pour faire face à ces périodes difficiles. L'épargne permet aux producteurs de constituer un coussin financier pour traverser les moments de faiblesse du marché, tandis que l'endettement, bien que moins courant, peut représenter une solution de dernier recours. Une très petite proportion (1 %) mentionne le commerce comme un moyen de compenser la baisse des revenus issus du cacao, ce qui suggère que cette pratique reste marginale parmi les producteurs de la localité.

3.1.3. Apport de la main d'œuvre extérieure

Grâce à sa vente et sa commercialisation, la cacaoculture génère énormément de revenus aux planteurs de Bityili. Pour son écoulement beaucoup d'acteurs sont impliqués dans la commercialisation en commençant par les producteurs eux même qui en sont les premiers,

les coopératives quant à elles sont également aussi présentes dans la commercialisation du cacao dans la localité en jouant un très grand rôle vis à vis des producteurs en les soutenant de divers manières, pour certains producteurs, les coxeurs quant à eux joue pour en tirer leur intérêt en achetant souvent le kilogramme à un prix dérisoire surtout quand le producteur est dans des situations de besoin.

Tableau 21: Prix moyen de vente du kilogramme de cacao dans la localité

Quel est le prix moyen auquel vous vendez un kilogramme de cacao ?	Effectif	Pourcentage (%)
2500 à 3000 Fcfa	7	5.38
3500 à 5000 Fcfa	98	75.38
5500 Fcfa et plus	25	19.23

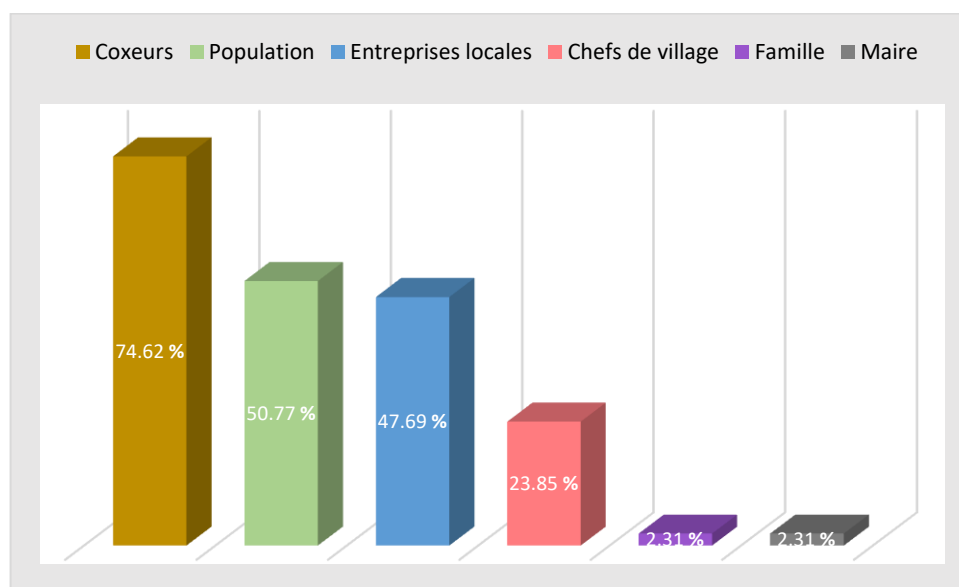
Source : Enquête de terrain, 2025.

Le tableau indique que la majorité des producteurs de cacao dans la localité de Bityili (75,38 %) vendent leur cacao à un prix compris entre 3500 et 5000 FCFA par kilogramme. Cela suggère que le marché local pour le cacao est relativement stable dans cette fourchette de prix, offrant une source de revenus assez régulière pour la plupart des producteurs. Ce prix pourrait refléter une demande soutenue pour le cacao, mais il pourrait également être influencé par les coûts de production et les intermédiaires dans la chaîne de commercialisation.

Cependant, une minorité de producteurs (19,23 %) parvient à vendre leur cacao à un prix supérieur, soit 5500 FCFA et plus, ce qui pourrait indiquer que certains producteurs bénéficient de meilleures opportunités de vente ou d'une qualité supérieure de leur produit. En revanche, 5,38 % des producteurs vendent leur cacao à un prix inférieur (2500 à 3000 FCFA), ce qui pourrait refléter une faiblesse dans la négociation ou des difficultés liées à la qualité de leur produit. Ces écarts de prix témoignent de la diversité des conditions de vente et des marges de profit au sein de la filière cacao dans cette région.

De nombreux acteurs sont impliqués dans la commercialisation du cacao à Bityili, entre autres les populations, les autorités traditionnelles, les acheteurs et les coopératives. Plusieurs producteurs préfèrent vendre leur cacao sur place plus précisément dans leur

coopérative, mais notons également une minorité de producteur qui préfèrent partir dans les magasins en ville car pour certains les balances sont exactes, et ne sont pas alliés aux coopératives de la localité car celles-ci d'habitude ne font rien pour les soutenir à travers les dons des matériaux, des produits phytosanitaires pour produire davantage et améliorer leur production.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 12: Acteurs impliqués dans la commercialisation du cacao dans la localité

La figure montre que les "Coxeurs" (intermédiaires commerciaux) jouent un rôle prépondérant dans la commercialisation du cacao, représentant 74,62 % des acteurs impliqués dans ce processus. Les coxeurs sont généralement responsables de l'achat et de la revente du cacao, en servant de liaison entre les producteurs et les acheteurs finaux. Leur présence en grand nombre indique une forte dépendance des producteurs locaux à ces acteurs pour écouler leur production, ce qui peut parfois entraîner une pression sur les prix et réduire la rentabilité pour les producteurs.

En plus des coxeurs, la population locale est également fortement impliquée dans la commercialisation, avec 50,77 % des répondants mentionnant leur participation dans ce processus. Cela pourrait suggérer une forme de solidarité communautaire où les habitants s'entraident pour vendre le cacao. Les entreprises locales, avec un taux de participation de 47,69 %, semblent également jouer un rôle important dans l'achat et la transformation du cacao. Parmi ces entreprises locales impliquées dans la commercialisation du cacao à Bityili, on retrouve CAMOBIT et VISION GLOBAL. Ces entreprises jouent un rôle important en

achetant le cacao directement auprès des producteurs locaux, ce qui peut contribuer à une meilleure structuration du marché. Leur implication offre également une opportunité pour les producteurs d'écouler leur production de manière plus stable et potentiellement plus rémunératrice, comparativement aux acteurs intermédiaires comme les coxeurs.

Les faibles proportions des chefs de village, de la famille et du maire (2,31 % chacun) dans ce processus indiquent une implication marginale de ces acteurs dans la commercialisation du cacao. Ainsi, bien que plusieurs acteurs soient impliqués dans la commercialisation du cacao à Ebolowa 2, les coxeurs restent les principaux acteurs de ce marché. Cela peut entraîner une asymétrie dans les relations commerciales, avec des conséquences potentielles sur les marges bénéficiaires des producteurs locaux. Le rôle limité des institutions locales (chefs de village, maire) dans ce domaine pourrait également souligner une opportunité d'amélioration dans la régulation et la structuration du marché du cacao au niveau local.

3.2. CACAOCULTURE ET ENVIRONNEMENT NATUREL

3.2.1. Cadre environnemental

Dans cette partie il nous incombe de présenter les répercussions de la cacaoculture sur l'environnement et la façon dont les producteurs perçoivent cela.

3.2.2 Répercussion sur la biodiversité

De prime abord, le couvert végétal dans la localité de Bityili dans les années 1990 était dominé par les forêts mixtes, comprenant des éléments de forêts semi décidues et sempervirentes. Cependant, l'exploitation forestière à travers l'expansion des activités agricoles notamment la cacaoculture, elle a transformé significativement le paysage de cette localité en réduisant les forêts naturelles par les populations. Ainsi malgré cette substitution de la forêt naturelle en plantations, peu de planteurs pratiquent le reboisement.

Tableau 22: Impact de la cacaoculture sur la déforestation et la pollution

Effectif		Si oui pratiquez- vous le reboisement ?			Total
			Non	Oui	
La culture du cacao dans votre localité contribue-t-elle à la déforestation et à la pollution ?	Non	22	0	0	22
	Oui	0	25	83	108
Total		22	25	83	130

Source : Enquête de terrain, 2025.

Le tableau montre que la majorité des répondants (83 %) reconnaissent que la culture du cacao dans leur localité contribue à la déforestation et à la pollution, et parmi ces producteurs, seulement 25 % pratiquent le reboisement. Cela met en évidence une prise de conscience de l'impact environnemental négatif de la cacaoculture, mais aussi une faible adoption des pratiques de reboisement pour compenser cette déforestation. Cette situation suggère qu'il existe un manque de mécanismes incitatifs ou de ressources pour encourager les producteurs à intégrer le reboisement dans leurs pratiques agricoles.

En revanche, 17 % des producteurs ne considèrent pas que la cacaoculture entraîne une déforestation ou une pollution, ce qui peut être lié à un manque de sensibilisation sur les effets écologiques de cette activité. Cette perception pourrait aussi être influencée par un manque de données locales précises sur l'état de l'environnement. Il serait donc pertinent d'intensifier les programmes de sensibilisation sur les effets négatifs de la déforestation et de promouvoir des pratiques agricoles durables, comme le reboisement, pour réduire l'impact environnemental de la cacaoculture dans cette localité.

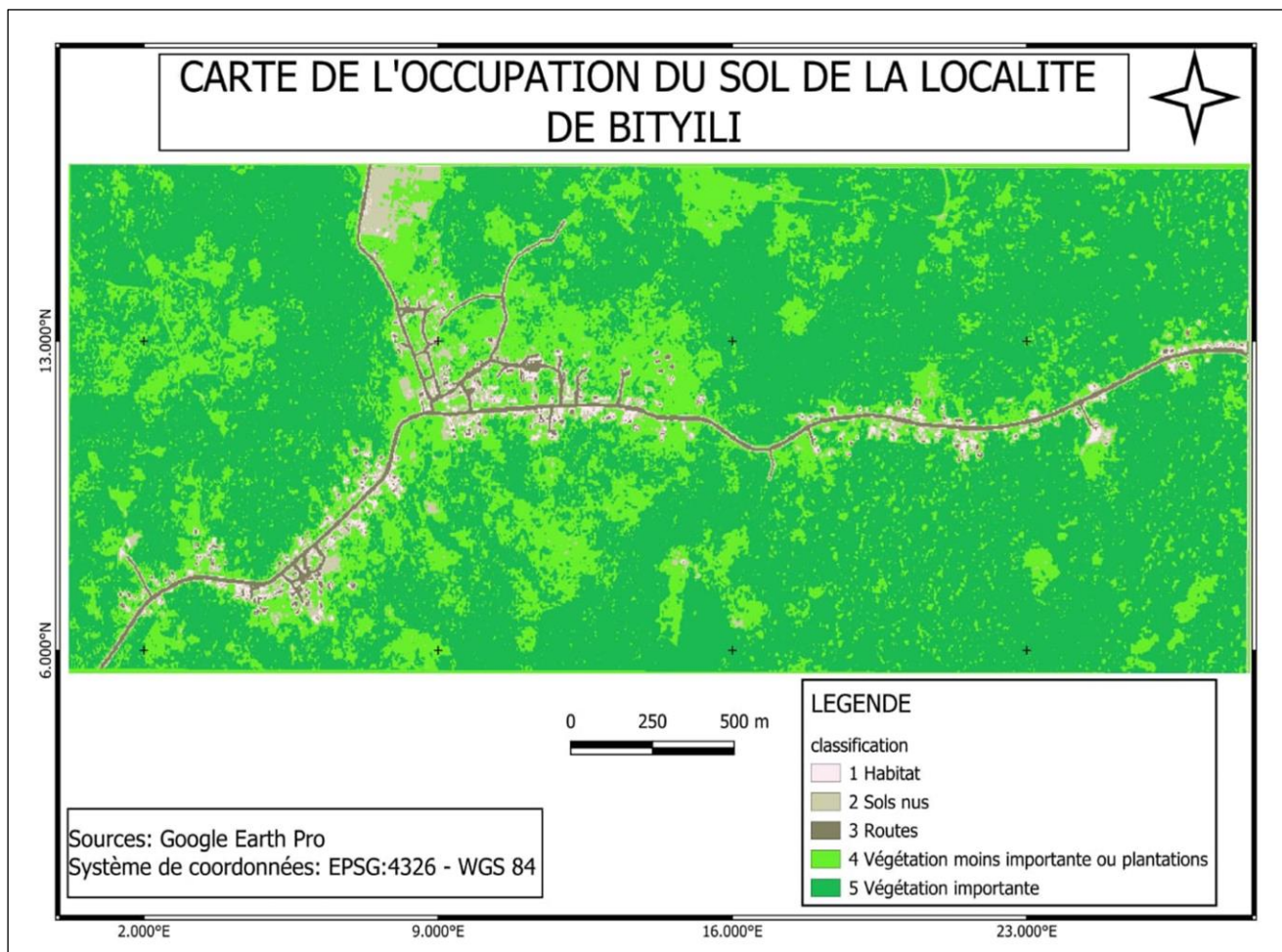


Figure 13: Carte d'occupation du sol de la localité de Bitiyili.

Cette carte offre un aperçu des différents types de couverture terrestre à Bitiyili, ce qui permet d'inférer des répercussions potentielles sur la biodiversité liée au développement de la cacaoiculture. Ainsi, nous observons une végétation importante (vert foncé) ; cette zone représente probablement des forêts et des écosystèmes riches. Elle est cruciale pour la biodiversité, abritant une multitude d'espèces végétales et animales et fournissant des services écosystémiques importants. Cependant, la végétation moins importante (vert clair) indique les zones déjà sous culture avec une végétation moins dense, ce qui pourrait correspondre à des plantations existantes ou des terrains propices à l'établissement des nouvelles cacaoyères.

Quant aux sols nus (beigne) font référence aux terres dégradées, érodées ou des zones de déforestation récentes. Leur extension peut être un indicateur de pression sur les écosystèmes naturels. L'habitat (rose clair), cette zone représente les agglomérations. La proximité des zones habitées avec les zones de végétation est un atout pour la main d'œuvre nécessaire à la cacaoiculture. Dès lors, la route (gris), le réseau routier est important pour

l'évacuation du cacao vers les marchés et pour l'accès aux services et intrants agricoles. Ces deux éléments (habitat et route) reflètent l'empreinte humaine et l'expansion des infrastructures, qui peuvent indirectement fragmenter les habitats naturels et perturber la faune.

Tableau 23: Estimation de la disparition des espèces animales et végétales

A combien pouvez-vous estimer le nombre d'espèces animales et végétales disparues ?	Effectif	Pourcentage (%)
Moins de 3	72	55.38
4-5	40	30.77
6-7	13	10
8 et plus	5	3.85

Source : Enquête de terrain, 2025.

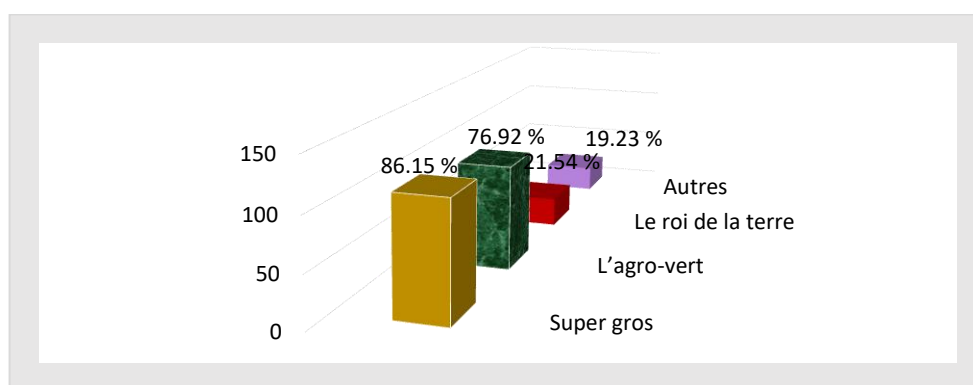
Le tableau montre que la majorité des répondants (55,38%) estime que moins de trois espèces animales et végétales ont disparu dans la localité, ce qui reflète probablement une perception de dégradation modérée de la biodiversité locale. Cependant, cette estimation pourrait sous-estimer l'ampleur réelle des disparitions, car les répondants peuvent ne pas être totalement conscients de la diversité des espèces disparues ou avoir une vue limitée sur l'ensemble des écosystèmes affectés. Cela suggère un besoin urgent de sensibilisation et d'éducation environnementale pour que la population prenne pleinement conscience de la crise de la biodiversité qui affecte la région.

Par ailleurs, environ 30,77% des répondants estiment que de 4 à 5 espèces ont disparu, et 10% pensent que de 6 à 7 espèces sont concernées. Ces chiffres montrent une inquiétude croissante parmi une portion significative de la population quant à la perte de biodiversité. Néanmoins, les proportions de ceux qui estiment que 8 espèces ou plus ont disparu (3,85%) restent faibles, ce qui indique que la disparition des espèces animales et végétales n'est pas encore perçue comme un phénomène catastrophique par la majorité des habitants. Ce constat appelle à une prise de conscience collective et à des actions concrètes pour préserver les écosystèmes locaux.

3.2.2. Gestion des intrants

La cacaoculture à Bityili dépend fortement de l'utilisation d'intrants chimiques, principalement des fongicides (pour lutter contre les maladies comme la pourriture brune des cabosses, *Phytophthora*) et des insecticides (pour combattre les mirides, les "capsides"). L'objectif de cette gestion des intrants est de sécuriser la production et d'optimiser les rendements face aux pressions parasitaires et fongiques intenses de la zone forestière. Cependant, cette pratique est souvent caractérisée par une maîtrise technique limitée de la part des producteurs. Les dosages, la fréquence d'application, et le respect des délais avant récolte (DAR) sont irréguliers. De plus, l'utilisation inadéquate d'équipements de protection individuelle (EPI) ou l'absence totale de ceux-ci expose les agriculteurs et leurs familles à des risques toxicologiques directs. Le ruissellement de ces produits, en particulier dans les bas-fonds et les sources d'eau non protégées, pose également un problème majeur de pollution environnementale et de santé publique locale.

La Figure présente la Fréquence d'utilisation et le Type d'intrants chimiques appliqués aux cacaoyères par les ménages de Bityili.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 14: Utilisation des engrais pour l'augmentation de la production de cacao

Le tableau montre que la majorité des producteurs de cacao (86,15 %) utilisent le Super Gros comme engrais principal pour augmenter leur production. Cet engrais semble donc être le plus populaire parmi les producteurs de la commune d'Ebolowa 2, ce qui pourrait être dû à sa disponibilité, son efficacité perçue ou son coût relativement abordable. Suivent l'agro-vert et le roi de la terre, utilisés respectivement par 76,92 % et 21,54 % des répondants, ce qui témoigne d'une certaine diversification des intrants utilisés. Ces choix d'engrais

montrent que les producteurs cherchent à optimiser leurs rendements en fonction de la nature du sol et des conditions climatiques.

Cependant, 19,23 % des répondants ont mentionné d'autres intrants, notamment des fongicides et insecticides, ce qui indique que certains producteurs ne se contentent pas seulement d'engrais pour améliorer leur production, mais adoptent également des produits chimiques pour lutter contre les maladies et les nuisibles. En revanche, une petite proportion de producteurs (3,08 %) a indiqué ne pas utiliser d'engrais, ce qui peut refléter soit une méconnaissance des avantages de ces intrants, soit des contraintes financières ou d'approvisionnement. La diversité des produits utilisés par les producteurs souligne également l'importance d'un accompagnement technique et financier pour mieux orienter les choix d'intrants et garantir des pratiques agricoles durables et rentables.

La liste des autres intrants mentionnée par les répondants, bien que moins courante, montre aussi l'effort des producteurs pour diversifier les moyens d'augmenter leurs rendements. Par exemple, des produits comme le Diaï gros, le banzaï, le champion, ou encore le Fertiforce, sont utilisés par quelques producteurs, ce qui peut refléter une recherche de solutions plus adaptées ou spécifiques en fonction des besoins de leurs plantations. Ce phénomène met en évidence un besoin accru de formation et d'accès à des informations sur l'utilisation optimale de ces produits pour éviter les risques de mauvaise application ou de surutilisation qui pourraient nuire à l'environnement ou à la santé des travailleurs.

Enfin, il est à noter que certains producteurs expriment un intérêt croissant pour l'utilisation d'engrais et d'intrants cette année, comme l'indique un répondant qui mentionne l'intention d'utiliser des engrais pour améliorer sa plantation. Cela pourrait refléter une prise de conscience croissante de l'importance des intrants pour maximiser la production et, par conséquent, améliorer les rendements et les revenus. Il est essentiel d'encourager ces producteurs à adopter des pratiques agricoles durables et responsables pour garantir la pérennité de la cacaoculture dans la région.

CONCLUSION

Ce chapitre a clairement établi que la cacaoculture est la colonne vertébrale des conditions de vie économique à Bityili, fournissant l'essentiel des revenus monétaires nécessaires pour le financement des besoins fondamentaux des ménages (éducation, santé, amélioration de l'habitat). Cependant, cette dépendance économique expose la communauté à une forte vulnérabilité face à l'instabilité des prix et génère des pressions environnementales

considérables. La recherche du rendement maximum a entraîné une déforestation notable et une utilisation souvent non encadrée d'intrants chimiques, menaçant la qualité des sols et des eaux souterraines, ce qui compromet paradoxalement les bénéfices sanitaires tirés de l'amélioration des revenus. En somme, la cacaoculture à Bityili se trouve à un carrefour : elle est essentielle à la prospérité économique actuelle, mais les pratiques actuelles menacent la pérennité du milieu naturel et, par conséquent, la sécurité économique et sanitaire des générations futures. Pour garantir un développement durable, des stratégies de diversification et d'agroforesterie doivent impérativement être adoptées pour découpler la survie économique de la dégradation environnementale.

CHAPITRE 4 : POUR PLUS D'IMPACT POSITIF DE LA CACAOCULTURE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS A BITYILI

INTRODUCTION

La cacaoculture, source de revenu des populations à travers son impact significatif sur les conditions de vie des populations. Cependant, les dérives issues de cette culture sont multiples et attendrissent plusieurs aspects entre autres, les aspects sociaux, économiques et environnementaux. Ainsi avoir gérer les revenus de cette culture est d'une importance capitale pour les planteurs qui trouvent souvent des difficultés à les gérer rationnellement. Dès lors nous allons présenter les dérives qui en découlent de cette culture et ensuite nous allons donner quelques perspectives pour une gestion rationnelle des revenus.

4.1. DERIVES DE LA CACOCULTURE SUR LE PLAN SOCIO-ECONOMIQUE

De prime abord, la cacaoculture est un pilier pour les populations garantissant leur bien être à travers les revenus issus de celle. Mais, les producteurs rencontrent plusieurs délestages qui ne leur permettent pas des fois de satisfaire les besoins fondamentaux des producteurs.

4.1.1. La pauvreté des producteurs

La cacaoculture, bien que représentant la source de revenu majeur des populations dans la localité de Bitiyili, il est à noter qu'une partie des populations continue de vivre dans la pauvreté. Cependant, la pauvreté étant un problème très complexe, car après un dur labeur durant toute une année et à travers l'augmentation des prix il est difficile de percevoir que des producteurs n'arrivent pas à satisfaire les besoins de leur famille. Cependant il y'a plusieurs facteurs qui expliquent cette pauvreté du producteur. Les vols dans les plantations aggravent la précarité des producteurs car après les récoltes, la somme ayant été estimée au départ n'est plus la même afin de réaliser leur projet.

Planche 6 : Investissements infrastructurels d'un planteur en arrêt.

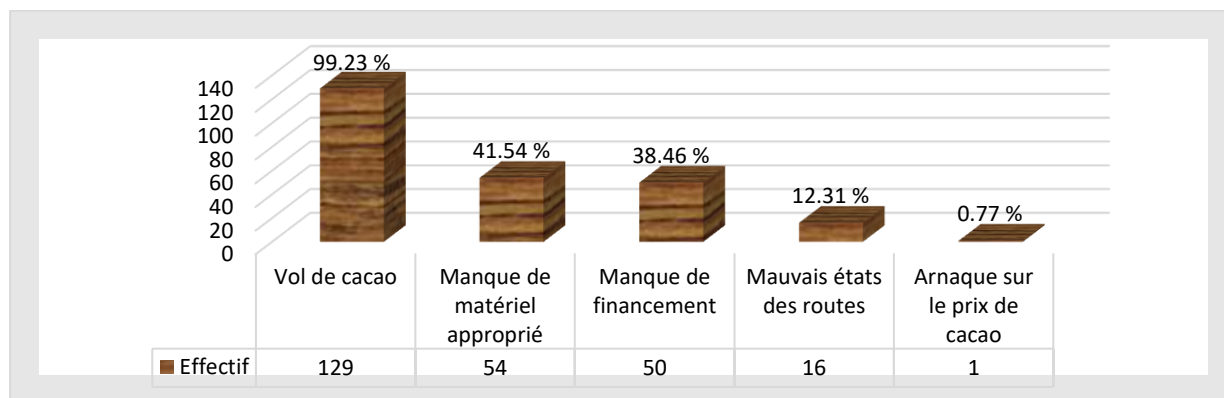
Photo 11: tas de parpaing

Photo 12:fondation



Source : cliché réalisé par Nelson Journal Akoumba, le 06 Mars 2025.

La planche 3 ci-dessus présente deux photos à savoir : la première photo (A) montre un tas de parpaings et sur la photo (B) le chantier en arrêt. Ainsi, selon le témoignage de ce planteur ce chantier est inachevé à cause des vols dont il a été victime l'année dernière dans ses deux plantations. Cependant ayant commencé ce chantier, il n'a pas pu l'achever sous prétexte du manque de moyen.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 15: Problèmes rencontrés par les planteurs de cacao dans la localité

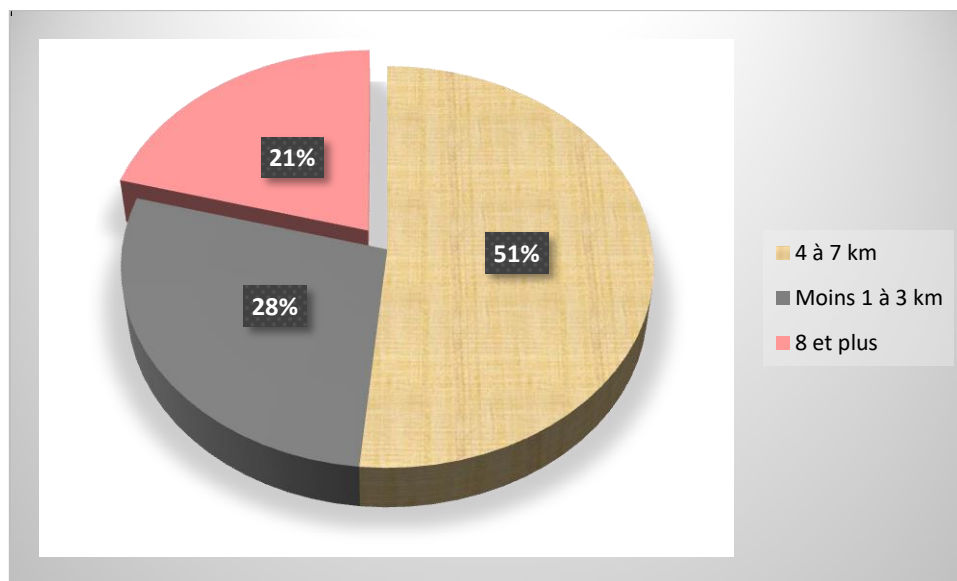
Le vol de cacao est de loin le problème le plus pressant pour les producteurs dans la commune d'Ebolowa 2, avec 99,23% des répondants l'ayant signalé. Ce phénomène de vol nuit considérablement à la production cacaoyère en réduisant les quantités récoltées et en augmentant les coûts de sécurité pour les producteurs. Ce problème est symptomatique de l'insécurité et du manque de protection des biens agricoles, et il a des répercussions directes sur les revenus des planteurs, qui voient leur travail et leurs investissements réduits en valeur.

En plus du vol, de nombreux planteurs rencontrent un manque de matériel approprié (41,54%) pour mener leurs activités de manière optimale. L'absence d'équipements adaptés, tels que des outils pour la récolte ou pour la gestion des plantations, rend le travail agricole plus difficile et moins productif. Cette situation peut également limiter la capacité des producteurs à adopter des méthodes modernes de culture, ce qui affecte négativement la qualité et la quantité de leur production. Le manque d'investissements dans le matériel essentiel freine ainsi la rentabilité des exploitations agricoles.

Enfin, un autre obstacle majeur pour les producteurs est le manque de financement (38,46%). L'absence de ressources financières limitant l'accès à des crédits ou à des subventions empêche de nombreux planteurs d'acquérir les intrants nécessaires à la culture du cacao, comme les engrais ou les traitements phytosanitaires. Cette situation peut également entraîner une dépendance accrue à l'égard des méthodes traditionnelles, moins productives, et par conséquent réduire les rendements. À cela s'ajoute le mauvais état des routes (12,31%), qui complique le transport du cacao vers les marchés et réduit l'efficacité du processus de commercialisation, ralentissant ainsi la circulation des revenus pour les producteurs.

4.1.2. Distance éloignée des plantations

La distance des plantations est un problème significatif qui touche plusieurs producteurs de cette zone. Car évitant le suivi régulier de la plantation à cause de la difficulté d'accès, cela favorise souvent la propagation des maladies dans le champ. Par ailleurs, ce problème de la distance amène souvent certains jeunes travailleurs à décliner les offres pour l'entretien des plantations malgré la somme d'argent proposé par les propriétaires. Par conséquent, certains producteurs se retrouvent souvent avec des rentabilités qui décroissent. Car contraint de payer de fortes sommes pour le transport de leur produit ou des fois pour écouler leur produit à un prix bas aux acheteurs qui bondissent souvent sur cette occasion.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 16: Distance entre la plantation de cacao et la maison des producteurs.

Le tableau montre que la majorité des producteurs de cacao (51,54 %) ont leurs plantations situées entre 4 et 7 kilomètres de leur domicile. Cette distance relativement éloignée peut entraîner des défis logistiques et une gestion plus complexe des plantations, notamment en termes de transport des récoltes et de gestion quotidienne des champs. Ces producteurs doivent donc prévoir du temps et des ressources pour se rendre sur leurs plantations, ce qui peut affecter l'efficacité de leur travail et la rentabilité de l'activité.

En revanche, 27,69 % des répondants ont des plantations situées entre 1 et 3 kilomètres de chez eux, ce qui peut offrir un avantage en termes de proximité, facilitant ainsi l'accès quotidien aux champs et la gestion des cultures. Enfin, 20,77 % des producteurs ont leurs plantations situées à 8 kilomètres ou plus de leur domicile, une distance qui pourrait rendre l'entretien des plantations plus contraignant et augmenter les coûts associés à la récolte. Ces distances variables soulignent les défis liés à l'accessibilité des plantations de cacao et l'importance de prendre en compte cette dimension dans le cadre de projets de soutien aux producteurs.

4.1.3. Faible rémunération des producteurs et l'inefficacité des autorités

La faible rémunération des producteurs est un problème complexe ayant de multiples facettes entraînant de nombreux producteurs à vivre dans la détresse. Ce phénomène qui débute souvent plus haut par la domination de certains acteurs sur la filière cacao, ces derniers contrôlent avec certaines entreprises de transformation une grande part importante de la

transformation et de la distribution. Tout ceci entraînant une forte pression sur la baisse du prix d'achat des fèves de cacao. Cependant il est à noter que les producteurs de fèves ne perçoivent que 5% du prix payé par les consommateurs, tandis que les activités de commercialisation et de transformation en captent 25% et que la transformation et la vente de chocolat captent 70% de revenus.

Photo 13 : Maison d'un cultivateur de cacao à Bitiyili

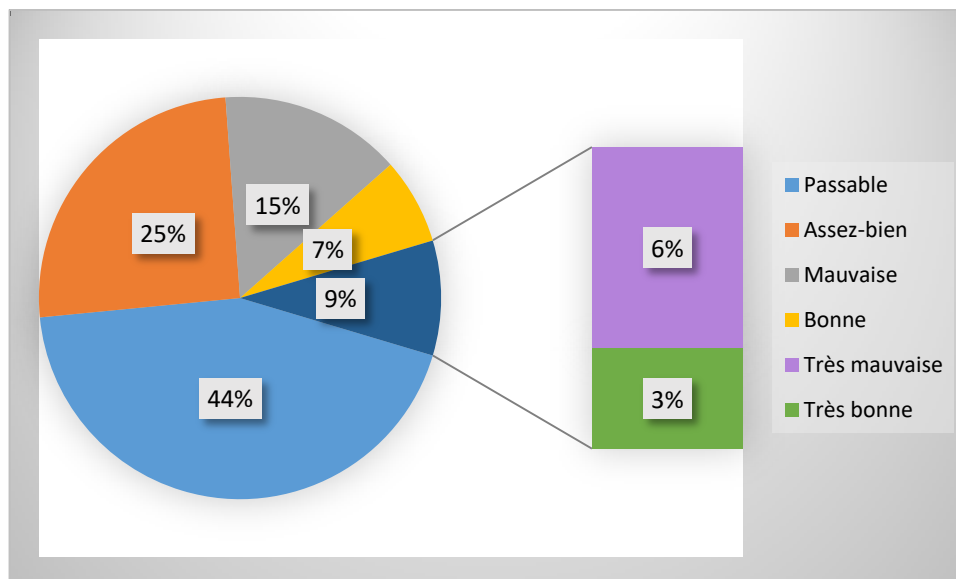


Source : cliché réalisé par Nelson Journal Akoumba, le 05 Mars 2025.

L'image présente ici, est une maison d'un producteur vivant dans la pauvreté. Ci-dessus nous avons la flèche (A) où nous observons une fenêtre ouverte sans accessoire pour fermer, en (B) nous observons l'entrée de la maison sans porte couverte juste d'un rideau. A travers cette image affectant il est à noter que malgré les efforts des producteurs pour travailler durement, leur faible rémunération empêche vraiment qu'ils sortent de la pauvreté.

Le manque de pouvoir de négociation des producteurs, les petits producteurs souvent isolés et abandonnés à eux même ont souvent peu de côtes pour négocier des prix équitables avec des acheteurs plus importants. Ainsi, cela est dû au manque d'organisation collective des cultivateurs à travers la mauvaise gestion de la filière par les autorités, les coopératives faibles et des fois inexistantes. Ce phénomène exacerbe ce problème à travers l'accès limité au financement car, les coûts de production souvent élevé empêche souvent des petits producteurs d'avoir les intrants de qualité (semences et engrais), pour booster leur culture ce

qui entraîne souvent la pauvreté accrue des producteurs et leur famille, limitant leur accès à l'éducation, à la santé et au niveau de vie décent.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 17: Gestion de la production de cacao par les autorités

La figure présente une évaluation de la gestion de la production de cacao par les autorités nationales et locales dans le village d'Ebolowa 2, avec un constat majoritaire de gestion jugée "passable" (44 %). Cela suggère que les producteurs estiment que les efforts des autorités pour encadrer et rationaliser la production de cacao sont insuffisants ou manquent d'efficacité. Bien que des initiatives existent, elles semblent ne pas répondre pleinement aux attentes des producteurs, ce qui pourrait nuire à l'amélioration des rendements et à la durabilité de la production.

En parallèle, 25 % des répondants estiment que la gestion de la production est "assez bien" réalisée, ce qui montre une appréciation modérée de l'engagement des autorités. Toutefois, ces résultats restent en deçà des attentes, suggérant qu'il y a encore des lacunes dans la mise en œuvre des politiques agricoles et des mécanismes de soutien pour les producteurs de cacao. La gestion de la production de cacao semble donc avoir besoin de renforcement, notamment en matière de formation, de soutien technique, ou d'accès à des infrastructures adaptées.

Un faible pourcentage d'agriculteurs juge la gestion comme "bonne" (7 %) ou "très bonne" (3 %), ce qui indique que les initiatives existantes sont perçues comme limitées ou ponctuelles. De plus, une part non négligeable des producteurs considère la gestion de la

production de cacao comme "mauvaise" (15 %) ou "très mauvaise" (6 %), ce qui met en lumière les insuffisances des autorités locales et nationales dans la gestion de cette filière stratégique.

4.2. SUGGESTIONS POUR UNE MEILLEURE GESTION DES REVENUS DE LA CACAOCULTURE

Pour maximiser l'impact positif de la cacaoculture sur les conditions de vie des populations de Bityili, les interventions doivent se concentrer sur la sécurisation des revenus, la protection du capital humain (santé et éducation) et la gestion durable des ressources.

4.2.1. Sécuriser et Diversifier les Sources de Revenus Agricoles

Il est crucial de réduire la vulnérabilité économique des ménages en sécurisant le revenu du cacaoculteur. Cela passe par la promotion de la certification (Fair Trade, Rainforest Alliance, etc.) pour garantir un meilleur prix d'achat, l'organisation en coopératives solides pour la vente groupée et la réduction des intermédiaires. En complément, une stratégie de diversification agroforestière doit être mise en place. En intégrant des cultures vivrières à haute valeur ajoutée (comme le poivre, le safou ou des arbres fruitiers) et l'élevage à petite échelle au sein des cacaoyères, les producteurs créent des sources de revenus complémentaires et régulières tout au long de l'année, palliant les périodes creuses et réduisant la dépendance exclusive aux cycles imprévisibles du cacao.

4.2.2. Renforcer le Capital Humain par l'Éducation et la Santé Préventive

Afin de contrer les effets négatifs sur l'éducation et la santé, des mesures ciblées sont nécessaires. Pour l'éducation, il faut établir des programmes d'incitation scolaire conditionnés aux revenus du cacao (par exemple, des bourses de certification pour les enfants qui ne travaillent pas pendant la récolte) et des garderies communautaires subventionnées pour libérer les enfants du travail familial. Pour la santé, l'accent doit être mis sur la sensibilisation aux risques liés aux intrants chimiques (formation obligatoire sur les bonnes pratiques d'application et l'utilisation des EPI) et sur des campagnes de santé communautaire ciblant les maladies non transmissibles (MNT), en éduquant les populations sur les risques liés aux changements alimentaires rapides et à la consommation d'alcool après l'afflux de liquidités.

4.2.3. Promouvoir des Pratiques de Cacaoculture Écologiquement Durables

La pérennité des conditions de vie repose sur la santé de l'environnement. La principale suggestion est la subvention et la promotion de l'agroforesterie cacaoyère (cacao sous ombrage), qui non seulement protège les sols de l'érosion et limite la nécessité d'intrants chimiques, mais améliore également la fertilité des sols et la qualité du cacao. De plus, il est essentiel d'assurer une gestion rigoureuse des déchets agricoles et chimiques, en mettant en place des points de collecte sécurisés pour les emballages de pesticides et des programmes de reboisement ciblant les berges des cours d'eau. Ces mesures garantissent un cadre de vie plus sain et une résilience face aux changements climatiques, assurant la viabilité de la cacaoculture pour les générations futures.

4.3. Perspectives pour une gestion rationnelle des revenus issus de la cacaoculture

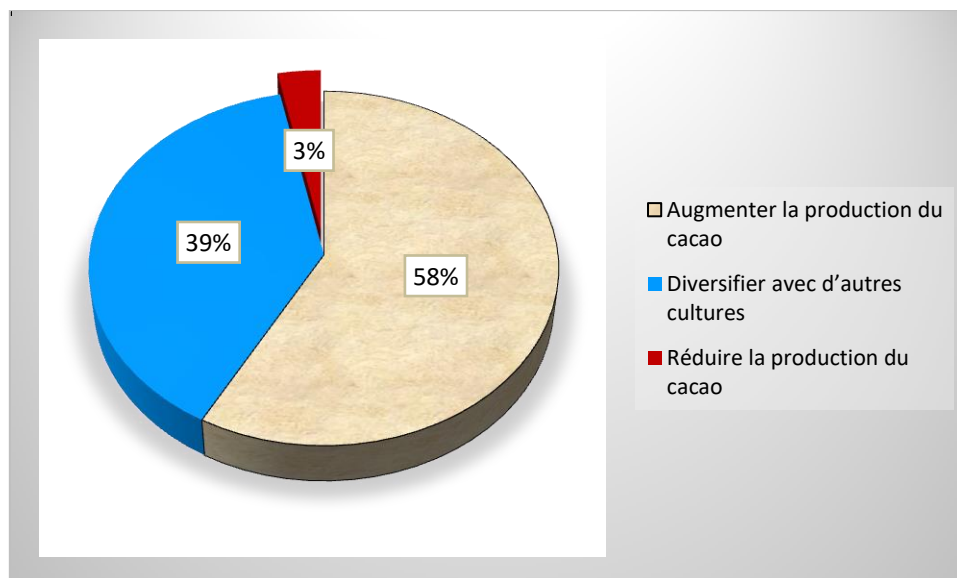
Après obtention des revenus issus de leur effort, la majorité des planteurs éprouvent souvent des difficultés pour la gestion de ces revenus. Cependant, savoir gérer les revenus est primordial pour les planteurs afin d'assurer leur durabilité économique et le développement local.

4.3.1 Diversification des sources de revenus

Cette perspective fait référence aux stratégies mises en œuvre par plusieurs producteurs pour ne pas dépendre uniquement des revenus issus de la vente de cacao. Toutefois, cela peut inclure l'association avec d'autres cultures à savoir ; la culture vivrière, la culture de rente secondaire. Ainsi, cela consiste aussi à développer des activités qui ne sont pas liées immédiatement sur la parcelle de cacao permettant ainsi aux producteurs d'accroître leurs revenus pour une meilleure gestion. Cependant ce point est très essentiel, car permettant d'améliorer et de stabiliser la sécurité économique. Comme l'avait dit Spiegato :

L'un des avantages de la diversification des revenus est qu'elle permet de se prémunir contre la possibilité de perte d'emploi. Si une personne occupe deux emplois à temps partiel au lieu d'un seul emploi à temps plein, son revenu peut chuter de 50 % si un emploi disparaît, mais il ne sera pas réduit à néant. Bien que la perte d'un revenu soit loin d'être idéale, une personne qui a un revenu diversifié entre deux sources peut avoir de meilleures chances de survie financière en cas de perte d'emploi².

² <https://spiegato.com/politica-sulla-riservatezza> consulté à Yaoundé le 10 Mai 2025 à 16h16



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 18: Perspectives d'évolution des activités agricoles pour l'amélioration des revenus

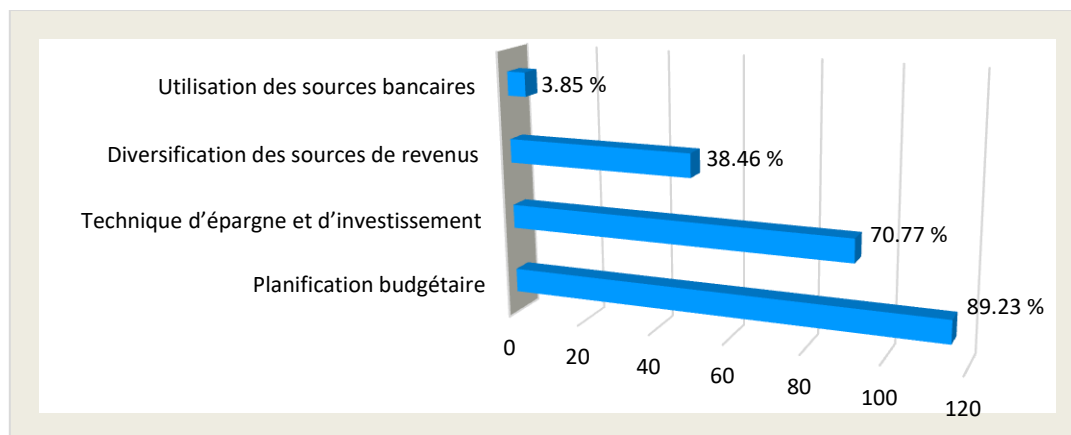
L'analyse du tableau montre que la majorité des producteurs de cacao (58%) souhaitent augmenter leur production afin d'accroître leurs revenus. Cette tendance traduit une volonté d'intensifier l'exploitation cacaoyère, malgré les défis liés aux changements climatiques et aux fluctuations des prix du marché. Cette approche repose sur l'idée qu'une production plus élevée permettrait de compenser les pertes dues aux variations du marché et d'améliorer la rentabilité de l'activité.

En parallèle, 39% des agriculteurs envisagent de diversifier leurs cultures en intégrant d'autres spéculations agricoles. Cette stratégie vise à réduire la dépendance exclusive au cacao, à garantir une meilleure sécurité alimentaire et à limiter les risques économiques liés à la volatilité du marché cacaoyer. En revanche, une faible proportion (3%) envisage une réduction de la production du cacao, ce qui peut s'expliquer par les contraintes économiques et environnementales croissantes. Ces résultats mettent en évidence la nécessité d'un accompagnement technique et financier pour soutenir les producteurs dans leur transition vers une agriculture plus résiliente et rentable.

4.3.2 Education financière et renforcement des compétences en gestion budgétaire

Afin d'assurer une meilleure stabilité économique et une meilleure planification de leurs revenus, l'éducation financière est primordiale pour les producteurs. Car, plusieurs trouvent

souvent des difficultés après obtention des revenus en les dilapidant souvent car n'ayant pas des méthodes permettant d'améliorer leur bien-être économique. Cependant à travers plusieurs initiatives mises en place pour renforcer l'éducation financière des producteurs dont plusieurs ne sont pas informés, ceux-ci ont pour objectifs de se former afin de mieux connaître comment gérer les revenus qu'ils soient des grandes ou petites sommes et aussi d'accroître leur résilience face aux dangers et assurer un lendemain stable et celle de leur famille.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 19: Besoins en formation pour une meilleure gestion des revenus cacaoyers

L'analyse de la figure révèle un fort besoin en formation sur la planification budgétaire, exprimé par 89,23% des producteurs de cacao. Cette demande témoigne des difficultés rencontrées dans la gestion des revenus issus de la cacaoculture, souvent marqués par une irrégularité des gains. Une meilleure maîtrise des principes de gestion financière permettrait aux producteurs d'optimiser l'utilisation de leurs ressources, d'éviter les dépenses inutiles et d'assurer une stabilité économique à long terme.

En parallèle, 70,77% des producteurs souhaitent être formés aux techniques d'épargne et d'investissement. Cette préoccupation met en évidence la nécessité de sécuriser les revenus et d'anticiper les périodes de baisse de production. Par ailleurs, 38,46% des répondants expriment un intérêt pour la diversification des sources de revenus, ce qui montre une prise de conscience de l'importance de ne pas dépendre uniquement de la cacaoculture. Cette diversification pourrait inclure l'agroforesterie, l'élevage ou d'autres activités génératrices de revenus complémentaires.

Enfin, l'utilisation des services bancaires suscite peu d'intérêt, avec seulement 3,85% des producteurs souhaitant être formés à ce sujet. Cela pourrait être dû à une méfiance envers les institutions financières ou à un manque d'informations sur les avantages qu'elles offrent. Cette situation souligne la nécessité de sensibiliser davantage les producteurs aux opportunités offertes par les banques, notamment en matière de crédit agricole et de solutions d'épargne adaptées aux réalités du secteur cacaoyer.

Malgré ce manque de formation, les producteurs de la localité sont conscients des défis auxquels ils font face dans la gestion des revenus. Mais, il est à noter que même sans formation plusieurs arrivent à planifier leur budget annuel pour gérer leurs revenus afin d'utiliser efficacement et d'une manière rationnelle pour ne pas dépenser inutilement. Cette prise de conscience est primordiale car permet de voir la volonté du producteur pour mieux répartir ses revenus afin de ne pas ressentir les retombés qui viendront plus tard.

Tableau 24: Pratique de la budgétisation des revenus cacaoyers.

Avez-vous mis un budget annuel pour gérer vos revenus provenant de la cacaoculture ?	Effectif	Pourcentage (%)
Oui	72	55.38
Non	38	29.23
Je ne sais pas comment établir un budget	20	15.38

Source : Enquête de terrain, 2025.

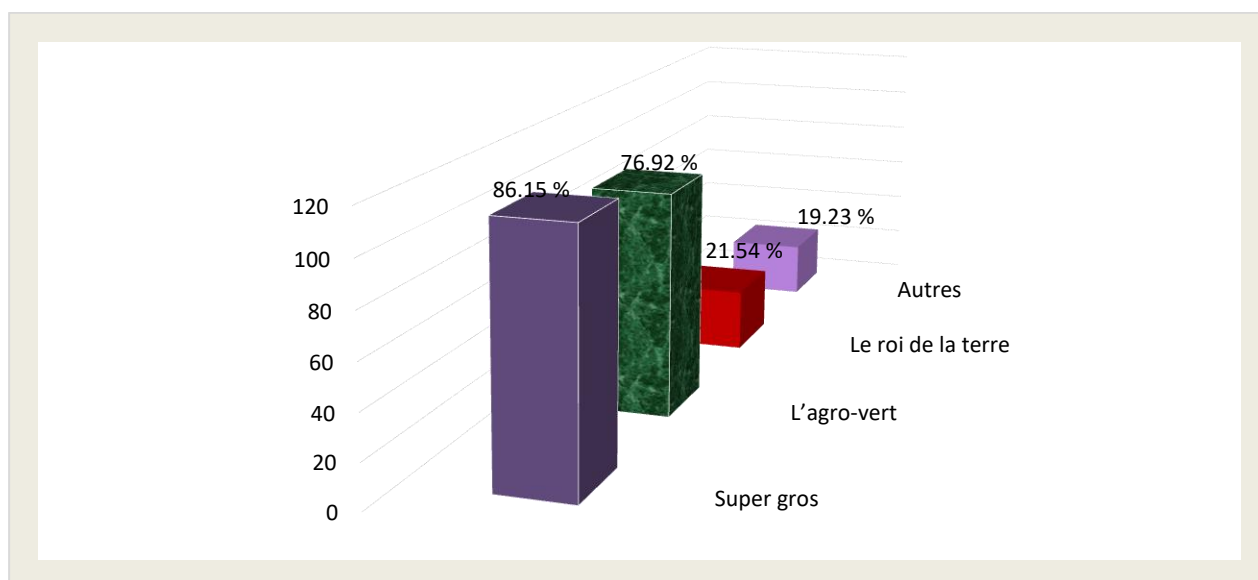
Les résultats du tableau révèlent que 55,38% des producteurs de cacao de la localité de Bityili ont mis en place un budget annuel pour gérer leurs revenus. Cette majorité témoigne d'une prise de conscience de l'importance de la planification financière pour assurer une gestion plus efficace et durable des ressources issues de la cacaoculture. Toutefois, près d'un tiers des producteurs (29,23%) déclarent ne pas établir de budget, ce qui peut les exposer à une mauvaise allocation des revenus et à des difficultés financières en période de fluctuations des prix du cacao.

Par ailleurs, 15,38% des producteurs indiquent qu'ils ne savent pas comment établir un budget, soulignant ainsi un déficit de formation en gestion financière. Ce manque de connaissances peut limiter leur capacité à épargner, à investir dans l'amélioration de leurs exploitations et à faire face aux imprévus économiques. Ces résultats mettent en évidence la

nécessité de renforcer l'accompagnement des producteurs à travers des formations en planification budgétaire et en gestion des revenus agricoles afin d'optimiser la rentabilité de leurs activités et d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

4.3.3 Amélioration de la productivité

L'amélioration de la productivité, passe tout d'abord par l'utilisation des bonnes pratiques agricoles permettant d'accroître le rendement. Cependant, ces bonnes pratiques font recours à l'utilisation de bons matériaux adéquats pour la plantation afin d'améliorer la fertilité du sol et de lutter contre les mauvaises herbes et ravageurs. Dans le but d'accroître leur production, les planteurs ont pour coutume d'utiliser les engrais dans leur plantation. Selon une étude de l'OPC et du ministère de l'Agriculture et du Développement, (MINADER)³ qui soutiennent que, la fertilisation des sols contribue à une augmentation de la production cacaoyère.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 20: Utilisation des engrais pour l'augmentation de la production de cacao

Le tableau montre que la majorité des producteurs de cacao (86,15 %) utilisent le Super Gros comme engrais principal pour augmenter leur production. Cet engrais semble donc être le plus populaire parmi les producteurs de la localité, ce qui pourrait être dû à sa disponibilité, son efficacité perçue ou son coût relativement abordable. Suivent l'agro-vert et le roi de la terre, utilisés respectivement par 76,92 % et 21,54 % des répondants, ce qui témoigne d'une certaine diversification des intrants utilisés. Ces choix d'engrais montrent que

³ Accords de partenariat visant à développer des projets agricoles au Cameroun, le 02 novembre 2018 .

les producteurs cherchent à optimiser leurs rendements en fonction de la nature du sol et des conditions climatiques.

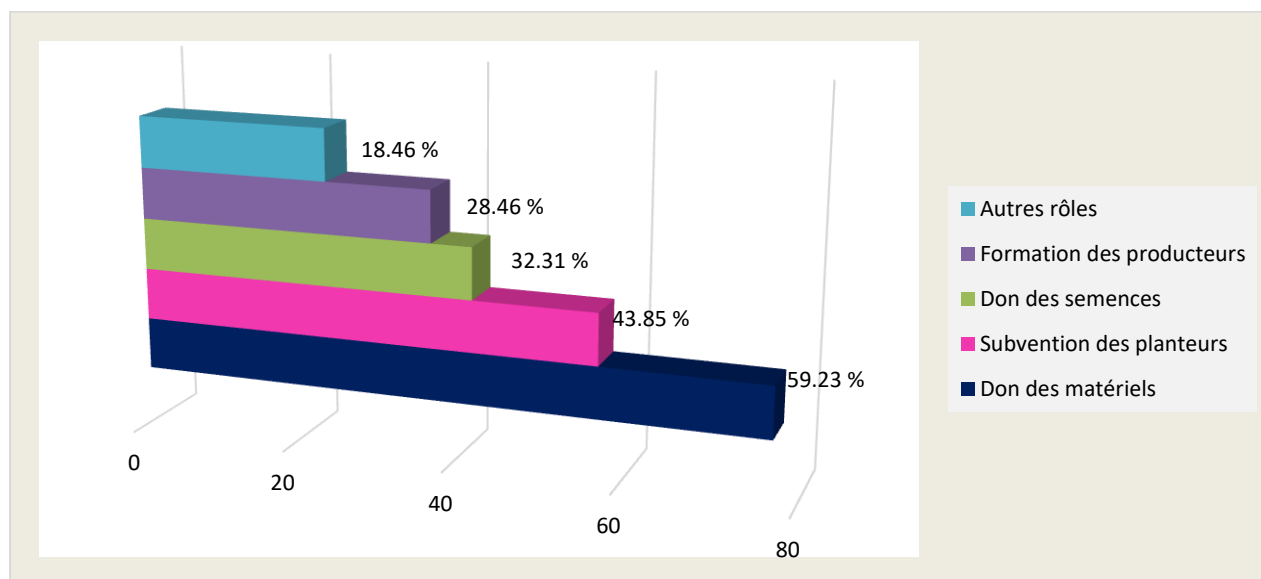
Cependant, 19,23 % des répondants ont mentionné d'autres intrants, notamment des fongicides et insecticides, ce qui indique que certains producteurs ne se contentent pas seulement d'engrais pour améliorer leur production, mais adoptent également des produits chimiques pour lutter contre les maladies et les nuisibles. En revanche, une petite proportion de producteurs (3,08 %) a indiqué ne pas utiliser d'engrais, ce qui peut refléter soit une méconnaissance des avantages de ces intrants, soit des contraintes financières ou d'approvisionnement. La diversité des produits utilisés par les producteurs souligne également l'importance d'un accompagnement technique et financier pour mieux orienter les choix d'intrants et garantir des pratiques agricoles durables et rentables.

La liste des autres intrants mentionnée par les répondants, bien que moins courante, montre aussi l'effort des producteurs pour diversifier les moyens d'augmenter leurs rendements. Par exemple, des produits comme le Diaï gros, le banzaï, le champion, ou encore le Fertiforce, sont utilisés par quelques producteurs, ce qui peut refléter une recherche de solutions plus adaptées ou spécifiques en fonction des besoins de leurs plantations. Ce phénomène met en évidence un besoin accru de formation et d'accès à des informations sur l'utilisation optimale de ces produits pour éviter les risques de mauvaise application ou de surutilisation qui pourraient nuire à l'environnement ou à la santé des travailleurs.

Enfin, il est à noter que certains producteurs expriment un intérêt croissant pour l'utilisation d'engrais et d'intrants cette année, comme l'indique un répondant qui mentionne l'intention d'utiliser des engrais pour améliorer sa plantation. Cela pourrait refléter une prise de conscience croissante de l'importance des intrants pour maximiser la production et, par conséquent, améliorer les rendements et les revenus. Il est essentiel d'encourager ces producteurs à adopter des pratiques agricoles durables et responsables pour garantir la pérennité de la cacaoculture dans la région.

Cependant, il est à noter que les populations ne sont pas abandonnées à elles même. Ainsi elles sont aussi accompagnées selon plusieurs témoignages pour améliorer leur production. Car les coopératives et GICS jouent aussi un rôle très important pour accompagner les producteurs. Certains en témoignent de leurs importances à travers l'accompagnement pour trouver les solutions viables pour la gestion des revenus à travers les séminaires et les

formations pour permettre aux producteurs d'ouvrir les comptes d'épargne dans les structures de la place.



Source : Enquête de terrain, 2025.

Figure 21: Rôle des coopératives dans la valorisation et l'augmentation de la production cacaoyère

Les coopératives jouent un rôle essentiel dans la valorisation de la production cacaoyère dans la localité de Bitiyili. En effet, elles contribuent de manière significative à l'amélioration des conditions de travail des producteurs, principalement à travers le don de matériels agricoles (59,23%). Ce soutien permet aux producteurs de bénéficier d'équipements adaptés, ce qui améliore la productivité et la qualité de leur cacao. De plus, les subventions aux planteurs (43,85%) permettent de réduire la pression économique et d'encourager une production plus soutenue. Les coopératives apportent également des semences de qualité à 32,31% des producteurs, favorisant ainsi la pérennité et la durabilité des plantations.

Outre ces apports matériels, les coopératives jouent un rôle important dans la formation des producteurs, avec 28,46% des producteurs ayant bénéficié de ce type d'accompagnement. Ces formations permettent aux cultivateurs d'adopter des pratiques agricoles modernes et d'améliorer les techniques de culture du cacao, augmentant ainsi les rendements. Ce soutien éducatif constitue une réponse aux défis techniques auxquels les producteurs sont confrontés, notamment en matière de gestion des cultures et de lutte contre les maladies.

Cependant, il existe également des défis importants dans le rôle des coopératives. Un nombre non négligeable de producteurs (18,46%) mentionne d'autres rôles attribués aux

coopératives, tels que des dons en fonction du tonnage de production ou des interventions limitées en termes de soutien direct. Ces perceptions révèlent que l'efficacité des coopératives n'est pas uniforme et que certaines d'entre elles peuvent être perçues comme moins impliquées ou efficaces. Cela souligne l'importance de renforcer la transparence et l'engagement des coopératives pour qu'elles jouent un rôle plus actif et inclusif.

En somme, un petit nombre de producteurs exprime leur désillusion face aux coopératives, en indiquant que celles-ci ne fournissent pas de soutien réel ou qu'elles sont inactives. 2,31% des producteurs affirment que les coopératives ne fournissent rien, tandis que d'autres se disent exclus de l'organisation ou en désaccord avec leur gestion. Ces témoignages montrent que, malgré les efforts des coopératives, des améliorations sont nécessaires pour garantir une véritable inclusion et pour renforcer la confiance des producteurs dans ces structures. La création de coopératives plus transparentes et actives est essentielle pour un impact positif sur l'amélioration des conditions de vie des populations agricoles.

CONCLUSION

En somme, la cacaoculture à Bityili en un véritable moteur de développement humain et social durable, une simple augmentation des rendements ne suffit pas. L'avenir de la localité repose sur une triple stratégie intégrée qui sécurise les revenus, investit dans le capital humain et garantit la préservation du milieu naturel. Premièrement, la sécurisation économique est essentielle : elle doit passer par la diversification vers l'agroforesterie et la transformation locale, couplée à l'organisation en coopératives pour une meilleure valorisation du prix et une régularisation des flux de trésorerie. Deuxièmement, le renforcement du capital humain est impératif : des programmes de soutien financier ciblé pour l'éducation et des campagnes de sensibilisation aux risques sanitaires liés aux intrants chimiques doivent être mis en place pour protéger la jeunesse et les travailleurs. Enfin, l'adoption de pratiques écologiquement durables, notamment l'agroforesterie et la gestion des déchets, est la clé pour assurer que la prospérité économique actuelle ne se fasse pas au détriment de l'environnement futur. En mettant en œuvre ces recommandations, Bityili peut aspirer à un modèle où la cacaoculture n'est plus une source de vulnérabilité, mais une base solide et pérenne pour l'amélioration continue des conditions de vie de ses populations.

CONCLUSION GENERALE

Parvenu au terme de notre dissection qui portée sur l'impact de la cacaoculture sur les conditions de vie des populations dans la localité de Bityili, un territoire dont la compréhension des dynamiques socio-économiques est essentielle à la lumière de son importance agropastorale. Il est essentiel de rappeler la problématique sous-jacente. L'étude de l'impact de la cacaoculture à travers l'augmentation des prix bords champs et sa rentabilité et de son aperçu sur le développement des producteurs sur le plan social, économique de la localité de Bityili. Cette augmentation est souvent perçue comme un signe encourageant, promettant de meilleurs revenus pour les cacaoculteurs et, par extension, une amélioration de leur condition de vie sociale général.

Pendant une période allant de (1994-2025) donc couvre notre champ d'analyse, marquée par une période de déclin de la filière cacao dû à la dévaluation du Franc CFA entre 1994 et 1999 et une période de relance, de prise en main de la cacaoculture à travers la hausse des prix 2000 et 2025. De ce fait, nos investigations montrent que le cacao dans la localité joue un rôle indéniable dans l'amélioration des revenus des ménages. À travers sa pratique comme étant une activité majeure permettent aux populations de s'en sortir au quotidien et avoir l'accès à certains services de biens essentiels. La localité, malgré un passé sombre de cette culture a toujours été une zone de production à travers la présence des entreprises cacaoyères certifiées et reconnues. Malgré le déclin de ces entreprises, les populations et les élites ont su garder la tête haute et trouver des nouvelles solutions pour pouvoir écouler leurs fèves de cacao à travers la création de certaines coopératives. Bien que pour certains ces coopérations n'est pas trop présente pour appuyer les producteurs, mais d'autres trouvent que ces derniers jouent un rôle capital pour l'augmentation de la production dans la localité et cela booste encore plus les planteurs à se donner de plus en plus dans l'activité agricole.

Cependant, notre analyse reposait sur l'hypothèse générale selon laquelle la cacaoculture a un impact significatif sur l'amélioration des conditions de vie des populations dans la localité de Bityili. Ainsi, il est a soulevé après observation que la cacaoculture est effectivement un levier majeur à travers l'augmentation des revenus monétaires ménagères. Car, cette hausse se traduisant par un accès meilleur pour l'éducation des enfants, une amélioration progressive de l'habitat et une capacité accrue à faire face aux dépenses sanitaires.

Mais également, notre première hypothèse revenait à présenter que l'évolution socio-économique de la cacaoculture est significativement déterminée par une interaction complexe entre des conditions naturelles spécifiques et l'établissement des grandes zones de productions. La deuxième hypothèse portait sur la place qu'occupe la localité de Bityili dans le jargon de la biodiversité socioéconomique de la commune d'Ebolowa 2, ensuite la troisième hypothèse stipule que la cacaoculture a un impact économique et social significatif sur les revenus des populations dans la localité de Bityili. Et enfin la quatrième hypothèse relate que les dérives de la cacaoculture sont souvent liées à plusieurs défis, et que des perspectives pour une gestion rationnelle des revenus pourrait permettre aux producteurs de faire face à ces défis.

Néanmoins, nous avons pu vérifier ces hypothèses en adoptant une méthodologie qui repose sur, une approche mixte, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives basées essentiellement sur la documentation à base des recherches dans les bibliothèques, les sites internet. Ainsi nous avons également procédé aux analyses, aux observations sur le terrain, les entretiens individuels, les focus group et les questionnaires administrés aux ménages des producteurs de cacao de tous sexes confondus échantillonnés dans le cadre de cette étude. Ces questionnaires ont été administré à 150 producteurs ruraux de la localité de Bityili.

De ce qui précède, nos investigations menées à travers ces approches méthodologiques imparables, ont distinctement démontré que la cacaoculture constitue un pilier économique primordial, à travers son rôle de moteur pour le bien-être des populations. Les résultats obtenus révèlent une augmentation vérifiable des revenus monétaires des ménages producteurs permettant un accès à la croissance de l'éducation des enfants, une modernisation progressive de l'habitat et une meilleure prise en charge de la santé. Ces avancés démontrent l'impact positif direct de cette activité sur le bien-être de la population locale.

Cependant, l'analyse approfondie a également mis en lumière que cette dynamique positive est complexifiée par plusieurs défis structurels et conjoncturels. Les fluctuations erratiques des prix du cacao sur le marché international, la pauvreté persistente de certains producteurs nécessitent un accompagnement et des investissements importants, et les difficultés d'accès aux intrants de qualité (engrais, produits phytosanitaires) représentent des freins persistants à une prospérité durable. De surcroît, l'étude a souligné que les inégalités d'accès aux ressources et aux opportunités de formation créent des disparités notables au sein

même de la communauté, limitant ainsi la portée universelle de l'amélioration des conditions de vie. Les problématiques liées à l'impact environnemental de certaines pratiques agricoles et la faible diversification des sources de revenus constituent également des vulnérabilités importantes pour l'avenir de la cacaoculture à Bitiyili.

Ce travail apporte une contribution empirique nouvelle en détaillant les intrications entre une monoculture dominante et les réalités quotidiennes d'une communauté rurale spécifique, offrant ainsi des pistes pour examiner les bienfaits positifs de cette culture pour le bien des populations. Bien que notre étude se limitant à Bitiyili notre étude permet de voir l'importance de cette filière agricole au Cameroun. Toutefois, il est d'une grande importance de noter cette recherche nous a permis d'observer une évolution socio-économique des conditions de vie des populations, mais le coté de l'impact de l'homme et la pression sur la forêt dans d'autres communautés productrices de cacao constituerait une des pistes pour nos futures recherches.

Face à ces actions, nous pouvons avoir plusieurs avis. Les acteurs publics doivent soutenir impérativement soutenir les cacaoculteurs, afin de renforcer leurs capacités tout d'abord en matière de gestion durable des exploitations, l'accès aux marchés équitables pour permettre une diversification économique durable. Ainsi la mise en place des infrastructures de base comme les routes, pour permettre aux producteurs de déplacer les fèves facilement des brousses pour le village cela étant d'une nécessité incontournable et favoriserait un très grand appui pour les populations locales. Enfin la mise en valeur du cacao à travers la transformation locale, offrirait des opportunités supplémentaires pour la création de richesse dans la localité et donnerait des opportunités de travail aux populations locales et environnantes.

Au terme de cette analyse de l'impact cacaoyère au sein de la localité de Bitiyili, il est manifeste que cette culture représente bien plus qu'une simple activité agricole. Elle est le socle économique et social prédominant pour la majorité des ménages. Les revenus générés par la vente du cacao constituent une source capitale, permettant aux familles non seulement de subvenir à leurs besoins fondamentaux, mais aussi d'investir dans l'éducation des enfants, l'amélioration de l'habitat et l'accès aux soins de santé. La cacaoculture structure également le tissu social local à travers les pratiques de travail en commun, les échanges commerciaux et la formation de coopératives, malgré la non transparence de ces dernières. En somme, l'étude révèle que bien que la cacaoculture étant une source de prospérité elle se pratique de plus en plus dans toute la localité car, ces dernières années c'est elle qui est le facteur déterminant des conditions de des populations.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SOURCES

Références Bibliographiques

A- Ouvrages

1.1.1 Ouvrages généraux

- Bernard A., *Libéralisation de la commercialisation d'un produit de base. Conséquences et perspectives : cas du cacao au Cameroun*, CICC, 2003.
- Ebela P. A., *Le Vivrier Marchand dans la lutte contre la pauvreté des ménages en milieu rural*. 2017.
- Janin P., *L'avenir des planteurs camerounais : résister ou se soumettre au marché ?*, Paris, Karthala, 1999.
- Jagoret P., *Analyse et évaluation de systèmes agroforestiers complexes sur le long terme : Application aux systèmes de culture à base de cacao au Centre Cameroun*. 2011.
- Mace et Petry F., *Guide d'élaboration d'un projet de recherche en sciences sociales* », Québec, Presses Universitaires de Laval, 2000.
- Touna M., *les bases économiques et humaines de l'activité agricole*. Paris l'Harmattan, 1996.

1.1.2 Ouvrages spécifiques

- Alary V., *Les cacaoculteurs camerounais face aux risques : essai de modélisation*. Paris : l'Harmattan, 2000.
- Assoumou, J., *L'économie du cacao. Agriculture d'exportation et bataille du développement*. Paris, Edition universitaire Jean Pierre Delarge, 1977.
- Binet J., *Budgets familiaux des planteurs de cacao au Cameroun*. Paris, ORSTOM, 1956.
- Chambert et al., *Développement rural, la pauvreté cachée*, Editions Khartala, 1990.
- Folefack D.P., *Analyse socio-économique de la commercialisation du cacao en zone forestière du sud Cameroun*. 2003.
- Kegne Fodouop G., *Cacaoculture, économie et aménagement en Afrique centrale : le cas du Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 1995.
- Ruf F., *Booms et crises du cacao. Les vertiges de l'or brun*. Paris, Karthala, 459p. 1995.
- Ruf F., *Libéralisation et tenailles des prix cacao/intrants. Le cas du sud-ouest du Cameroun*. 2001.
- Santoir C., *Sous l'empire du cacao : étude diachronique de deux terroirs camerounais*, Paris, ORSTOM, 1992.

1.1.3 Ouvrages méthodologiques

1- Ouvrages méthodologiques

- Bachelard G., *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Librairie Philosophique, 1965.
- Boutillier P. et al., *Méthodologie de la thèse et du mémoire*, Levallois-Perret, Studyrama, dernière édition, 2023.
- Corbière M. et Larivière N. (s.d), *Méthodes qualitatives, quantitatives et mixtes : dans la recherche en sciences humaines, sociales et de la santé*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2ème édition, 2021.
- Durkheim, E., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, P.U.F, 13ème édition, 2007.
- Fagnières, J.P., *Comment réussir un mémoire*, Paris, Dunod, 2009.
- Grawitz, M., *Méthodes des sciences sociales*, 11ème édition., Paris, Dalloz, 2001.
- Kaufmann J-C., *L'entretien compréhensif : l'enquête et ses méthodes*, Paris, Armand Colin, 5ème édition, 2016.
- Mace G. et Petry F., *Guide d'élaboration d'un projet de recherche en sciences sociales*, Québec, Presses Universitaires de Laval, 2000.
- Marcio C., *Savoir écrire un livre, un rapport, un mémoire*, 5ème édition, Lyon, Chronique Sociale, 2007.
- Quivy V. et al., *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 13ème édition, 2017.
- Quivy, V. et Campenhoudt L. V., *Manuel de recherche en sciences sociales*, 2ème édition, Paris, Dunod. 1995.

B- Articles généraux et spécifiques

a) Articles généraux

- Amann, « La théorie des droits de propriété » in *De nouvelles théories pour gérer l'entreprise du XXIème siècle*, Editions Economical, Collection Gestion, Chapitre1, pp. 13-60, 1999.
- Assiri, A.A. et al., « Les caractéristiques agronomiques des vergers de cacaoyers (*Theobroma cacao*) en Côte d'Ivoire », *Journal of Animal & Plant Sciences*, vol. 2, n° 1, pp. 55-66, 2009.
- Eloge K. M., « Impact des activités maraichères sur la vie socio-économique des populations en commune rurale de Luotu (Nord-Kivu, RD Congo) », *International Journal of Innovation and Applied Studies*, vol. 37, n° 3, pp. 528-542, octobre 2022.
- Folefack D.P., *Pauvreté et répartition des revenus en zone cacaoyère du Cameroun*. *Tropicultura*, vol.28, n° 1, pp. 5-9, 2010.

Gockowski J. et Doumbe M., « An analysis of horticultural production and marketing systems in the forest margins ecoregional, Benchmark of Southern Cameroon », *RCM Monograph*, n° 27, IITA-RCMD, pp. 38-56, 1999.

Gockowski J.J. et Dury S., « The economics of cocoa-fruit agroforests in Southern Cameroon », in F. Jiménez and J. Beer, eds. *Multi-strata Agroforestry Systems with Perennial Crops*, n° 3, p. 239-241, 1999.

Losch B., et al. *Stratégies des producteurs en zone caféière et cacaoyère du Cameroun. Quelles adaptations à la crise ?* Montpellier, France, Cirad-Dsa, collection Documents Systèmes Agraires, n° 12, 252 p, 1991.

Weber J., . *Structures agraires et évolution des milieux ruraux. Le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun.* Cahiers Orstom, série Sciences humaines 2 : 113-139, 1977.

b) Articles spécifiques

Alary V., *La libéralisation de la filière cacaoyère vue et vécue par les planteurs du Cameroun.* Revue Région et développement, n° 4, pp. 1-24, 1996.

Champaud, J., *L'économie cacaoyère du Cameroun. Serie sciences humaines*, pp. 105-124. 1966.

Ndabarushimana A. et Ndayisaba V., « Contribution des coopératives à l'amélioration des conditions de vie des coopérateurs au Burundi », *European Scientific Journal*, ESJ, vol.19, n° 19, pp. 102-116, .

Oduola, A., « Agriculture, pauvreté rurale et inégalités de revenus en Afrique subsaharienne », *Inégalités de revenus en Afrique subsaharienne*, vol. 28, n° 2, pp. 84-109, 2019.

Yolou, I., « Effets socio-économiques des activités maraîchères dans la commune d'Athieme (Sud-Ouest du Benin) », vol. 33, n° 1, pp. 202-213, 2021.

Koné D., « Pauvreté et de culture à travers le cacao en Côte-d'Ivoire : cas des cacaoculteurs de la localité de Meagui », *Revue des Bio Ressources*, vol. 13, n° 2, 2023, pp. 24-54.

Ruf F., *Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or?* Cahiers d'études africaines, 83-134, 1991.

Yao.,Kouakou G., « De la nécessité de la promotion du cacao tourisme dans la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale dans la région de Nawa », *Revue internationale du chercheur*, vol. 5, n° 2, 2024.

II- LES USUELS

1) Encyclopédies

Encyclopédie géographique, 1969. Editions stock, 889 pages.

Encyclopédie de la géographie, 1991. Editions LGF/ livre de poche

2) Dictionnaires

Le dictionnaire Larousse illustré, 2015.

Le dictionnaire le robert, 2009.

Le dictionnaire le petit Larousse 2024

Le dictionnaire le petit Robert 2000.

Le dictionnaire Hachette 2000.

A- Mémoires et thèse

1- Thèses

Asante Ansa P, Drivers of cocoa ield under curret and future climates. These en Géographie Economique, réalisée dans le Programme Cocoa Soils, 2012.

Ebela Philomène A., Le Vivrier Marchand dans la lutte contre la pauvreté des ménages en milieu rural. 2017

Mougni J, M., integrated soil fertility management: a path to sustainable intensification of cocoa production in west Africa? Wageningen university june 2023.

Pougoue, P.G., « La famille et la terre : Essai de contribution à la systématisation du droit privé au Cameroun », Thèse de doctorat d'État en Droit Privé, Université de Bordeaux I, 1977.

Sonwa, D., « Biomass management and diversification within cocoa agroforests in the humid forest zone of Southern Cameroon », Ph.D. Thesis, Faculty of Agriculture, University of Bonn, Germany, 2004.

Tchapmegni R., « Le contentieux de la propriété foncière au Cameroun », Thèse de Doctorat en Droit Privé, Université de Nantes, 2008.

2- Mémoire

« Intensification of cocoa production in west Africa? », Mémoire de Master en Géographie Economique, Wageningen University, 2023.

Aulong S., « Les conditions d'extension de l'agrumiculture dans le centre Cameroun. Cas du village de Ntsan », Mémoire de stage ESATI-CNEARC, ENITA de Bordeaux, 1998.

Boete Bebe, G, C., « Le cacao durable au Cameroun ! Utopie ou réalité ? cas du bassin de production de Mbangassina », Mémoire de master en Géographie, Université de Liège, 2017.

Cuedon J., « Evolution des systèmes cacaoyers en Centre Cameroun : zoom sur le village d'Abod Mveng », Mémoire de Géographie, Montpellier, SupAgro-Institut des Régions Chaudes Service DEFIS, 2017.

- Dadjo F. G., « Impact des facteurs endogènes et exogènes sur la baisse des revenus des cacaoculteurs : cas du département de la Lékié et du Mbam-et-Inoubou », Mémoire de Master en Histoire Economique, Université de Yaoundé I, 2005.
- Dallière C., « Systèmes agroforestiers caféier et cacaoyer d'écotone forêt-savane chez les Tikar du Cameroun : étude agroécologique, ethnobotanique et socio-économique, Mémoire DEA, Université d'Orléans, 1996.
- Debroux L. et Dethier M., « Valorisation des produits secondaires de la forêt dense humide tropicale. Réserve de faune du Dja, Sud-Cameroun », Mémoire de fin d'études, en Sciences Agronomiques, Université de Gembloux, Belgique, 1993.
- Essila Abela G., "L'économie de la cacaoculture dans l'arrondissement de Ntui : 1974-2014", Mémoire de Master en Histoire Economique et Sociale, Université de Yaoundé I, 2016.
- Heymans, R., « Caractérisation des cacaoyères de la région de MAN (Cote-d'Ivoire) et recommandations agroforestières », Mémoire de Master en (Sciences économiques, Université de Liège 2020
- Hietet Goufan, G.D., « Valeur socio-économique des composantes d'une agro forêt à base de cacaoyers : cas des départements de la Lékié et de la Mefou Afamba dans le Centre et de la Mvila dans le Sud Cameroun, Mémoire de fin d'études en Sciences Agricoles, Université de Dschang. 2005.
- Nkoutou Ekoto V., La Commune Urbaine d'Ebolowa et le développement socio-économique (1947-1996), Mémoire de Master en Histoire Economique et Sociale, Université de Yaoundé I, 2022.
- Ntienjom Atidje P., « La cacaoculture et son impact dans le développement socio-économique des populations de l'arrondissement de Ntui au Cameroun », Mémoire de Master Histoire Economique et Sociale, Université de Yaoundé I, 2022.
- Randriamihaja H, et al, « Etude de la filière cacao au niveau mondial », Mémoire de master en Sociologie, Université d'Antananarivo, 2016.
- Tayo Gamo K.Y., « Dynamique de la biodiversité ligneuse et des stocks de carbone dans les systèmes agroforestiers à base de cacaoyer au centre Cameroun : cas de Ngomedzap ». Mémoire de Master Professionnel en Foresterie, Université de Dschang, 2014.

B- Ouvrages non utilisés dans le texte mais ayant nourri la pensée

Courade, G., *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie monde*. Paris: Karthala, 2000.

Elong, G., *Organisations paysannes et construction des pouvoirs dans le Cameroun forestier*. Yaoundé: Presse universitaire de Yaoundé, 2005.

Kegne Fodouop., Développement rural dans la province du centre au Cameroun. *Les Cahiers d'Outre-Mer.*, pp. 87-102, 2003.

Ki-zerbo, J., *Histoire de l'Afrique noire : d'hier à demain*. Paris: Hatier, 1972.

C- Webographie

- URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/3288>
- www.memoireonline.com (26/12/2024);
- <http://googlescholar.com> (24/12/2024);
- <http://fr.wikipedia.org/> (13/01/2025);
- www.fao.org (10/01/2025)
- <http://faostat3.fao.org/faostat-gateway/go/to/download/O/OA/F> (24/06/2025)
- <https://apprendre-entreprendre.fr/diversifier-ses-sources-de-revenu/> doc diversifier ses sources de revenus guide pratique (27/06/2025)
- <https://spiegato.com/politica-sulla-riservatezza> qu'est-ce que la diversification des revenus (27/06/2025)
- www.fern.org/fr/publications-insight/com consulté à Yaoundé le (19 Mai 2025)

A- Archives

2- Archives du MINADER et de la SODECAO

Fabré T. et Al., "Traçabilité, transparence et durabilité dans la filière cacao au Cameroun", Landscape and value chains, 2022.

Sonwa D. J., « Etude de cas d'aménagement forestier exemplaire en Afrique Centrale : les systèmes agroforestiers cacaoyers, Cameroun-FAO », Yaoundé, octobre 2002.

MINADER, « Programme de relance des filières Cacao/Café ». Manuel de travail, Yaoundé, Cameroun. 2008.

MINADER/DESA, "MINADER en chiffres", annuaire no 6, Yaoundé, décembre 2019.

MINADER/FODECC, "Projet d'appui à la lutte antifongique dans les filières cacao et café (PALAF2C)", Yaoundé, 2017.

MINADER/FODECC, "Projet d'appui à la production et diffusion du matériel végétal cacao café (PPDMVCC)", Yaoundé, activités du 1er semestre de 2018.

MINADER/FODECC, "Projet d'appui dans la gestion de la qualité dans la production du Cacao et des cafés (PAGQ2C)", Yaoundé, 2016.

MINADER/PAD-CACAO, "Avis de sollicitation a manifestation d'intérêt no 006/ASMI/MINADER/CSPM/2024 du 29 avril 2024 relatif à la préqualification d'un

bureau et cabinet d'études pour la mise en place des unités de formation sur les bonnes pratiques agricoles (régénération et/ou densification des exploitations cacaoyères) - formation", 2024.

MINDADER, "Liste des producteurs semenciers de cacaoyer et de maïs 1er cycle de la campagne semencière 2021 dans les régions méridionales ", Yaoundé, 2021.

MINDAER/DESA, "Rapport d'étude de base sur les engrais et les produits phytosanitaires des filières cacao et café au Cameroun", Décembre 2022.

OSTORM, "Cacao au Cameroun", Fonds documentaire du pays sous tutelle, no 3683, Yaoundé, 1957, officialisation de la source le 9 novembre 1983.

SODECAO, "Tripartite meeting : the General Manager of SODECAO, the staff representatives and Heads of Centres", Yaoundé, Avril 2024.

Sonwa D. J., « Etude de cas d'aménagement forestier exemplaire en Afrique Centrale : les systèmes agroforestiers cacaoyers, Cameroun-FAO », Yaoundé, octobre 2002.

3- Textes de lois

a- Arrêtés

Arrêté n° 0020/MINCOMMERCE du 30 juillet 2007 fixant les conditions générales de commercialisation des fèves de cacao. Cet arrêté détaille les modalités pratiques de commercialisation, les interdictions et les responsabilités des acteurs.

Arrêté n° 0031/MINCOMERCE/CAB du 09 août 2012 fixant la redevance à l'exportation du cacao et du café pour le compte de l'Office National du Cacao et du Café.

Arrêté n° 071 du 27 novembre 2014 du MINCOMMERCE sur la redevance, qui permet au FODECC de collecter ses ressources.

b- Décisions et décrets

Décision 00026/MINADER/CAB du 17 février 2020 portant restructuration des projets et programmes révélant du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, financé exclusivement par le BIP et le FODECC.

Décret n°80/080 du 10 mars 1980 portant réorganisation de la SODECAO

Décret n° 91/272 du 12 juin 1991 portant création et organisation de l'Office National du Cacao et du Café (ONCC), modifié et complété par le Décret n° 97/142 du 25 août 1997.

Décret n°97/180PM du 21 mars 1997 portant réglementation du conditionnement et de la commercialisation des fèves de cacao.

Décret n° 2005/118 du 15 avril 2005 portant organisation du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Décret n° 2005/1212/PM du 27 avril 2005 portant réglementation du conditionnement et de la commercialisation des fèves de cacao.

Décret n° 2005/1212/PM du 27 avril 2005 réglementant le conditionnement et la commercialisation des fèves de cacao.

Décret n° 2006/085 du 09 mars 2006 portant organisation et fonctionnement du Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC).

Décret n° 2006/085 du 09 mars 2006 portant organisation et fonctionnement du Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC), récemment réorganisé par le Décret N°2025/013 du 14 janvier 2025.

Décret n° 2017/1279/PM du 13 mars 2017 fixant les modalités de liquidation, de recouvrement et de reversement des prélèvements agricoles et du droit de sortie à l'exportation du cacao et du café.

c- Lois

Loi n° 2003/003 du 21 avril 2003 portant protection phytosanitaire.

Loi n° 2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité agricole au Cameroun (cadre général).

Loi n° 2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité agricole au Cameroun.

Loi n° 90/031 du 10 août 1990 régissant l'activité commerciale au Cameroun (cadre général).

Loi n° 90/031 du 10 août 1990 régissant l'activité commerciale au Cameroun.

Loi n° 95/11 du 27 juillet 1995 portant organisation du commerce du cacao et du café, modifiée et complétée par la Loi n° 2004/025 du 30 décembre 200

ANNEXES

Annexe 1 : Autorisation de recherche de l'Université de Yaoundé I

**UNIVERSITE DE YAOUNDE I
UNIVERSITY OF YAOUNDE I**



<p>FACULTE DES ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES</p> <p>DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE B.P 755 Yaoundé Tél. 22 22 24 05</p>	<p>FACULTY OF ARTS, LETTERS AND SOCIAL SCIENCES</p> <p>DEPARTMENT OF GEOGRAPHY P.O BOX 755 Yaoundé Tel. 22 22 24 05</p>
---	---

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Pr. **PAUL TCHAWA**
 Chef du Département de Géographie, atteste que
 Mr/Mme/Mlle : **AKOUMBA Nelson JOURNEL**
 Matricule : **20D867**
 Est inscrit(e) au cycle de : **Master (2024-2025)**
 Spécialité : **Marginalité, Stratégies de Développement et Mondialisation.**

Et prépare une thèse sur le sujet : **CACAOCULTURE ET AMELIORATION
DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS DANS LA COMMUNE
D'EBOLOWA II (DEPARTEMENT DE LA MVIOLA).**
 A cet égard, je prie toutes les personnes ressources et tous les organismes
 sollicités de lui réserver un bon accueil et de lui apporter toute l'aide nécessaire
 à la réussite de cette recherche dont la contribution à l'appui au développement
 ne fait pas de doute.


 Le D^r **CHEF DE DEPARTEMENT**
 de Département

Clement August Akwemot
 Associate Professor (M.C)
 University of Yaoundé I

Annexe 2 : Questionnaire d'enquête

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET SCIENCES

HUMAINES

CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION

DOCTORALE EN SCIENCES, HUMAINES,

SOCIALES ET EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE FORMATION

DOCTORALE EN SCIENCES HUMAINES ET

SOCIALES

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND

SOCIAL SCIENCES

POST GRADUATE SCHOOL FOR THE
SOCIAL AND EDUCATIONAL SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR

HUMAN AND SOCIAL SCIENCES

GEOGRAPHY DEPARTMENT

SUJET : CACAOCULTURE ET AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS DANS LA COMMUNE D'EBOLOWA 2 : CAS DE LA LOCALITE DE BITYILI (DEPARTEMENT DE LA MVILA)

Préambule : Le questionnaire que nous vous soumettons entrera dans le cadre de notre recherche dont le sujet est intitulé : « **cacaoculture et amélioration des conditions de vie des populations dans la commune d'Ebologa 2 : cas de la localité de bityili (département de la mvila)** » les informations collectées dans le cadre de cette recherche sont strictement confidentielles et ne seront exploitées que pour un but académique.

QUESTION D'ENQUETE AUPRES DES MENAGES

SECTION 1 : RENSEIGNEMENTS GENERAUX DES PRODUCTEURS

1 Quelle est votre nationalité

a Camerounaise

b autres

2 Si vous êtes camerounais quelle est votre région d'origine

Nom de la région d'origine

- Nom du village
Bityili1,
Bityili2,
Bityili3
- Sexe
Masculin
Féminin
- Quel est votre âge
15-25
25-35
35-45
45-55
55-65
65-75
75-90
- Quel est votre niveau d'études
Aucun
Primaire
Secondaire
Supérieur
- Quel est votre statut matrimonial
Marie
Célibataire
Veuf/Ve

- Combien d'enfants avez-vous en charge
- Quel est votre occupation actuelle
- Depuis combien de temps résidez-vous dans le village
Moins de 10 ans
Entre 10 et 20 ans
Depuis toujours

- Quel est votre statut d'habitation

Maison familiale

Location

Propre maison

Héritage

- Quel est votre votre activité principale ?
 - a- Fonctionnaire ; b- agriculteur ; c- commerçant ; c- indépendant ; d- étudiant ; e- autres

SECTION 2 : CREATION ET ENTRETIEN DE LA PLANTATION

- Avez-vous une ou plusieurs plantations de cacao ?
 - 1- Oui ; b- Non
- Si oui, comment l'avez-vous obtenu ?
 - a- Héritage ; b- legs ; par achat ; c- appropriation ; d- autres
- A quel âge êtes-vous devenu propriétaire de cette plantation?
 - a- 15-20 ans ; b- 20-25 ans ; c- 25-30 ans ; d- 30-35 ans ; e- 35-40 ; f- 40-45 ans ; g- 45-50 ans ; h- 50 et plus
- Quelle est la superficie de votre plantation ?
 - 1- Moins de 1ha ; b- 2 à 4ha ; c- 5 à 8ha ; d- 9 à 12ha ; e- 12 et plus
- Quel est l'âge de votre (vos) plantation (s) ?
- Qui assure l'entretien de votre (vos) plantation (s) ?
 - Moi-même ; b- les membres de la famille ; c- les employés ; c- autres (préciser)
- Votre plantation respecte-elle les normes culturales (2 mètres d'écart entre les plans?)
 - a- -Oui ; b- Non
- Si non pourquoi ?
 - a- L'absence d'information ; b- manque de formation sur les techniques culturales ; c- l'attachement aux méthodes traditionnelles ancestrales ; d- peur de la diminution de la production ; e- autres (préciser)
- 19- avez-vous déjà eu à abandonner votre plantation dans les années antérieures ?
 - a- Oui ; b- Non
- 20- Si oui pourquoi ?
 - Mauvais rendement ; b- taux d'achat très bas ; c- conflits familiaux ; e- non valorisation de la culture ; d- autres (préciser)
- 21 Quelle variété de cacao cultivez-vous ?

22 A combien estimez-vous le tonnage dans votre plantation après la récolte ?

23- A combien évaluez-vous votre revenu en une saison ?

a- Moins de 100000 ; b- 200000 à 400000 ; c- 500000 et plus

24 Quel type d'engrais utilisez-vous ?

25 Quelles sont les principales maladies et ravageurs affectant vos cacaoyers ?

26 Disposez-vous de matériels agricoles modernes pour la culture du cacao ?

- Oui ; b- Non

27 Avez-vous accès aux formations sur les bonnes pratiques agricoles ?

- Oui ; b- Non

28 Si non pourquoi ?

a- Manque d'information sur les programmes de formation ; b- manque de soutien des coopératives ; c- autres (préciser)

29 quelles différences faites-vous entre la production d'avant et celle d'aujourd'hui ?

a- Rendement très faible ; b- Rendement moyen ou abordable ; c- Rendement élevé ; d- Rendement très élevé

30 Quels sont les facteurs qui ont influencé l'implantation des cacaoyères aujourd'hui que par hier dans cette localité ?

- La chute du prix de cacao au niveau national et international ; b- vieillissement des plantations ; c- l'abandon des producteurs à eux même ; d- imposition du prix de cacao par les coxeurs ; e- autres (à préciser)-----

31 Qu'elle est la distance entre votre plantation et la maison ?

- 1 à 3 km ; b- 3 à 5 km ; c- 5 et plus

32 La culture du cacao dans votre localité contribue-t-elle à la déforestation ?

a- Oui ; b- Non

33- pratiquez- vous le reboisement ?

- Oui ; b- non

34 Utilisez-vous des pratiques agricoles durables pour préserver l'environnement ?

- a- Oui ; b- non

35 si non pourquoi

- a- Le manque de formation ; b- manque d'information sur les pratiques ; c- autres (préciser)-----

36 Avez-vous accès à des semences plus résistantes aux changements climatiques ?

37 si oui lesquels-----

38 qu'avez-vous constaté au cours des dernières années sur les changements climatiques ?

- a- Changement de saison ; b- longue saison sèche ; c- autres -----

39 êtes-vous informé sur l'impact des changements climatiques ?

- a- Oui ; b- non

40 si oui par quel moyen ?

- Télévision ; b- radio ; séminaires ; c- autres

41 Que faites-vous des déchets issus de la production de cacao (coques, feuilles, etc.) ?

- a- Rien ; b- production d'engrais ; c- recyclage ; d- autres

42 les changements climatiques réduisent ils le taux de production de votre cacao ?

- Oui ; b- non

SECTION 3 : COMMERCIALISATION DU CACAO

S3Q1 : A qui vendez-vous le cacao ?

- a- Coopératives ; b- coxeurs ; c-GIC ; d- associations e- autres (préciser)-----

S3Q2 : Quel est le prix moyen auquel vous vendez un kilogramme de cacao ?

- a- 1500 à 2000 Fcfa ; b- 2500 à 3000 Fcfa ; c- 3500 à 5000 Fcfa ; d- 5500 Fcfa et plus

S3Q3 : Quels sont les moyens d'écoulement de votre cacao ?

- Vente groupée ; b- vente en magasin ; c- vente en exportation

S3Q4 : comment sont vendus vos produits ?

- a- Cabosse ; b- fèves ; c- poudre de chocolat ; d- pate de chocolat ; e- autres

S3Q5 : S'ils ne sont pas vendus ainsi, pourquoi ?

S3Q6 : Avez-vous accès aux informations sur les prix du cacao sur le marché international ?

- a- Oui ; b- Non

S3Q7 : Rencontrez-vous des problèmes de transport pour acheminer votre production vers les marchés ?

- Oui ; b- Non

S3Q8 : si oui que suggérez- vous comme solution ?

S3Q9 : Les prix du cacao influencent-ils votre motivation à produire davantage ?

- a- Oui ; b-Non

S3Q10 : Quels sont les acteurs impliqués dans la commercialisation du cacao dans ce village ?

- a- La population ; b- le chef ; c- le maire ; d- grossistes ; e- coxeurs ; f : entreprise locale ; g- tous les 6

S3Q11 : transformez-vous votre cacao pour obtenir d'autres produits ?

- a- Oui ; b- Non

S3Q12 : si oui lesquels ?

- a- Vin de cacao ; b- beurre de cacao ; c- huile de cacao ; d- chocolat ; e- autres
(préciser)-----

S3Q13 : comment trouvez-vous la gestion des autorités locales et nationales sur la gestion de la production du cacao ?

- Bonne ; b- mauvaise ; c- passable ; d- bien ; d- très bien ; e- autres

SECTION 4 : REVENUS ET AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE

S4Q1 : La culture du cacao vous permet-elle de subvenir aux besoins de votre famille ?

a- Oui ; b- non

S4Q2 : Si oui lesquels

a- Scolarisation ; b- nutritionnel ; c- sanitaire ; autres (préciser)-----

S4Q3 : Quelle est la part de vos revenus affectés à l'éducation de vos enfants ?

- 40000 à 80000 Fcfa ; b- 90000 à 130000 Fcfa ; 140000 Fcfa et plus

S4Q4 : Quels sont vos principaux investissements grâce aux revenus du cacao ?

- Construction ; b- réhabilitation du champ ; c- achat d'autres matériaux ; d- autres (préciser)-----

S4Q5 : Les revenus issus du cacao sont-ils gérés équitablement au sein des ménages ?

a- Oui ; b-Non

S4Q6 : Avez-vous accès au crédit agricole pour financer vos activités ?

a- Oui ; b- Non

S4Q7 : Combien de vos enfants sont scolarisés grâce aux revenus issus de la cacao culture ?

- Aucun ; b- 1-3 ; c- 3-5 ; d- 5 et plus

S4Q8 : Avez-vous constaté une amélioration de votre niveau de vie grâce à la cacao culture ?

- Oui ; b- Non

S5Q9 : Comment gérez-vous les périodes de baisse des prix du cacao ?

a- Pratique d'autres cultures ; b- épargne ; c- endettement ; c- autres

S5Q10 : avez-vous déjà pensé à créer des plantations communautaires pour réaliser les projets communs pour le développement de la localité ?

1- Oui ; b- Non

S4Q11 : si oui lesquels ?

- Réhabilitation des routes ; b- construction des écoles ; c- les forages ; d- construction d'un centre de santé ; e- autres (préciser)-----

SECTION 5 : IMPRESSION PERSONNELLE

S5Q1 : Que suggérez-vous pour améliorer la production du cacao dans la localité

S5Q2 : pensez-vous que la flambé du prix de cacao contribue réellement à l'amélioration des conditions de vie?

S5Q3 : les coopératives jouent-elles un rôle important pour la valorisation et l'augmentation de la production du cacao ?

S5Q4 : quels sont les problèmes que les planteurs rencontrent dans votre localité?

S5Q5 : la cacao culture contribue -t'elle au développement de la localité de Bitiyili? -

Merci pour votre bonne collaboration

Annexe 3 : Guide d'entretien avec Monsieur le Maire de la Commune d'Ebolowa 2

STRICTEMENT CONFIDENTIEL ET A BUT NON FISCAL

Préambule : Le questionnaire que nous vous soumettons entrera dans le cadre de notre recherche dont le thème est intitulé : « **cacaoculture et amélioration des conditions de vie des populations dans la commune d'Ebolowa 2 : cas de la localité de bitiyili (département de la mvila)** ». Nous vous rassurons que l'étude dont nous voulons mener à un objectif purement scientifique et que les informations collectées au cours cette enquête sont strictement confidentielles au terme de l'article 14 de la loi N° 2020/010 du 20 Juillet 2020, les recensements et enquêtes statistiques.

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE A L'ENDROIT DU MAIRE DE LA COMMUNE D'EBOWA 2

IDENTIFICATION DU MENAGE :

Nom de la localité.....

- Date de l'enquête.....
- Arrondissement.....EBOWA.....
- Statut socioprofessionnel du répondant :
- Informations supplémentaires (nom de la personne, numéro de téléphone / adresse)
- Coordonnées GPS.....(facultatif)
- Nom de l'enquêteur : AKOUMBA Nelson Journal

- 1) Pouvez-vous décrire l'importance de la cacaoculture pour l'économie locale ?
- 2) Quelles initiatives ont- été mises en place pour promouvoir des pratiques agricoles durables de la cacaoculture?
- 3) Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les producteurs de cacao en termes de revenus et de conditions de travail ? --
- 4) Quelles mesures sont prises pour améliorer l'accès des producteurs aux services de base tels que la santé et l'éducation ?
- 5) Comment les coopératives ou associations de producteurs contribuent-elles à l'amélioration des conditions de vie des cultivateurs ?
- 6) Quelles sont les politiques actuelles de la commune pour soutenir la filière cacao ?
- 7) Des subventions ou aides financières sont-elles disponibles pour les petits producteurs ?
- 8) Quel est le rôle de la commune pour soutenir les producteurs pour améliorer leur production ?
- 9) Comment la commune envisage l'évolution de la cacaoculture dans les prochaines années, notamment face aux défis climatiques et économiques ?
- 10) Quelles innovations pourraient être adoptées pour améliorer la production et les conditions de vie des producteurs des zones rurales ?
- 11) Selon vous quelles perspectives proposeriez-vous aux populations pour une bonne gestion des revenus issus de la cacaoculture ?

Votre nom et signature ici s'il vous plait

Merci beaucoup pour votre collaboration

Annexe 4 : Plan Communal de Développement de la Commune d'Ebolowa 2

<p>RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN <i>Paix-Travail-Patrie</i> ----- RÉGION DU SUD ----- DÉPARTEMENT DE LA MVILA ----- COMMUNE D'ARRONDISSEMENT D'EBOLOWA 2^{ème} -----</p>		<p>REPUBLIC OF CAMEROON <i>Peace-Work-Fatherland</i> ----- SOUTH REGION ----- MVILA DIVISION ----- EBOLOWA 2nd COUNCIL -----</p>
<p>PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT (PCD) D'ÉBOLOWA 2^{ème}</p>		
		
<p>Réalisé avec l'appui technique et financier du Programme National de Développement Participatif (PNDP) et l'accompagnement de l'Organisme d'Appui Local (OAL) Assistance des Techniciens aux Initiatives Paysannes de Développement (ATIPAD).</p>		
		
<p>Octobre 2020</p>		

4.2.8-Postes et Télécommunication

L'espace urbain de la Commune d'Arrondissement d'Ebolowa 2^{ème} (CAE II) est couvert par les réseaux GSM 2G, 3G et 4G des opérateurs de téléphonies mobile Orange, MTN, Nexttel et Camtel. Ces opérateurs ont installé des antennes relais dans la ville pour une meilleure couverture. Ces antennes sont installées pour la plupart proche des ménages. Ces opérateurs (Orange, MTN, Nexttel et Camtel) sont localisés dans le quartier Mekalat et Nko'ovos II. Seul Enongal Bulu connaît des problèmes de couverture GSM. L'espace urbain ne dispose pas de télécentre communautaire. Seuls quelques secrétariats bureautiques et Cyber café font office de centre multimédia à l'instar du centre Akibanet. Toutefois, l'utilisation des smartphone (*téléphones androïde*) pour l'accès à internet est assez élevée et en nette augmentation. Les réseaux câbles téléphoniques sont organisés en toile d'araignée observable le long des routes de la ville d'Ebolowa (Voir Carte 5).

3.2.9-Elevage, Pêche et Industries Animale

Les populations de la CAE II pratiquent Majoritairement l'élevage traditionnel de la volaille, du porc et des petits ruminants. On note la présence de quelques fermes dans lesquelles l'on pratique l'élevage moderne de la volaille et à la pisciculture. L'élevage du gros bétail n'est pas assez présent dans la ville d'Ebolowa. On note cependant la présence d'un parc à bétail au Quartier Amang. Comme l'agriculture, l'élevage connaît un problème de faible maîtrise des techniques d'élevage et de coûts élevés des intrants. L'activité de pisciculture est pratiquée comme une activité secondaire par les agriculteurs. Elle permet aux pisciculteurs de se faire des revenus qui contribuent à la survie au quotidien dans les familles. On a ainsi pu dénombrer plusieurs étangs piscicoles, et des GIC de pisciculteurs. L'espace urbain abrite la station aquacole d'Ebolowa. Les produits de ces étangs sont consommés principalement au sein de la famille et sont occasionnelle vendu dans les marchés de la ville d'Ebolowa.

Tableau 24. Effectifs des espèces élevées dans la Commune

Espèces	Effectifs
Bovins	3 000
Caprins	1 125
Porcins	3 000
Volaille	30 000
TOTAL	37 125

Source : Diagnostic Participatif, Mai 2019.

4.2.10-Tourismes et Loisirs

L'espace urbain de la CAE II abrite six sites d'attraction touristique potentiels qui sont relativement en bon état. On peut citer entre autre le monument des forces armées, le monument de l'indépendance de l'EPC, l'espace vert d'Elat, le centre artisanal régional, le lac municipal et le bois Charles Assalé. Ces infrastructures souffrent d'un

En somme, le Plan Communal de Développement (PCD) est un outil de référence, fédérateur des interventions et initiatives de développement socioéconomique dans le territoire communal. Son objectif est de doter la CAE II d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif. Ainsi, l'approche méthodologique utilisée dans le cadre de ce processus est l'approche participative. Elle s'est déroulée en sept (07) grandes étapes : *(i)* la préparation de l'ensemble du processus (information et sensibilisation des parties prenantes, le renforcement des capacités de l'OAL, et le lancement officiel du processus d'actualisation du PCD), *(ii)* le Diagnostic participatif (DIC, DEUC et DPNV), *(iii)* la planification, *(iv)* la mobilisation des ressources propres et extérieures à la Commune, *(v)* la programmation, *(vi)* la mise en œuvre, et *(vii)* le suivi-évaluation des activités programmées.

A l'horizon 2025, le présent PCD oriente le développement communal durant les prochaines années à travers les programmes techniques dont les axes stratégiques comprennent : *(a)* le renforcement de capacité d'intervention de l'institution communale, *(b)* l'amélioration du taux de couverture des services sociaux de base, *(c)* l'amélioration du niveau de revenu des populations à la base, *(d)* le renforcement de la solidarité communautaire et de l'engagement citoyen, et *(e)* la promotion de l'économie locale (agriculture, élevage, tourisme, ressources naturelles, environnement etc.).

Le Plan Communal de Développement compte 1 380 microprojets prioritaires pour 92 villages couverts. Le coût des cadres logiques élaborés dans 34 secteurs de développement s'élève à 37 231 170 000FCFA. Un Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour l'année 2021 a été élaboré. Il compte 13 projets pour un coût estimatif de 205 000 000FCFA. Ces ressources financières proviennent de l'Institution Communale.

En ce qui concerne les années 2021, 2022 et 2023, l'atelier de planification a permis d'obtenir le Plan Triennal d'Investissement d'un montant total de 630 000 000FCFA. Dans la perspective de la mise en œuvre de ces projets, un Cadre Sommaire de Gestion Environnementale (CSGE) et un Plan de Passation des Marchés (PPM) ont été produits.

La stratégie de mise en place des organes de suivi est représentative des parties prenantes. Cette option permettra une appropriation, une implication et une participation effectives des populations pour une meilleure promotion du plan et la transparence dans les actions à conduire. La mise en œuvre et le suivi du PCD à travers l'opérationnalisation du dispositif de suivi-évaluation et le plan de communication constitue une condition de développement de la Commune. Aussi, la capitalisation et la valorisation de tous les atouts/potentialités identifiées sur le territoire communal constitue un levier sur lequel il faudra absolument s'appuyer pour enclencher le développement de la Commune

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	ii
DEDICACES	iii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	v
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES FIGURES	ix
LISTE DES PLANCHES	x
LISTE DES PHOTOS	xi
LISTE DES ANNEXES	xii
RESUME	xiii
ABSTRACT	xiv
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I : CACAOCULTURE A EBOLOWA II	29
CHAPITRE 2 : CACAOCULTURE ET CONDITIONS DE VIE SOCIALE	29
CHAPITRE 3 : CACAOCULTURE ET CONDITION DE VIE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT NATUREL	29
CHAPITRE 1 : CACAOCULTURE A EBOLOWA 2	30
1.1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE DE BITYILI	30
1.1.1. Localisation et Caractéristiques Physiques (Situation géographique, climat, sols propices à la cacaoculture).....	30
1.1.2. Données Démographiques et Structures Sociales (Population active, organisation communautaire)	35
1.1.3. Importance de l'Agriculture dans l'Économie Locale	37
1.2. ÉTAT DES LIEUX DE LA CACAOCULTURE.....	38
1.2.1. Historique et Évolution des Plantations.....	38
1.2.2. Caractéristiques Techniques des Exploitations.....	40
1.2.3. Niveau de Production et Rendements Moyens (Volumes produits, productivité par hectare).....	44
1.3. TECHNIQUES ET PRATIQUES DE PRODUCTION CACAOYERE	45
1.3.1. Pratiques Culturelles Utilisées	45
1.3.2. Organisation des Producteurs Existence et rôle des coopératives ou GICs.....	47
CHAPITRE 2 : CACAOCULTURE ET CONDITIONS DE VIE SOCIALE	50
2.1 IMPACT DE LA FLAMBEE DU PRIX DU CACAO SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PRODUCTEURS	50
2.1.1 Résultats positifs sur l'accès à l'éducation des enfants	50
2.1.1 Résultats négatifs sur l'éducation des enfants	54
2.2 Impact de la flambé des prix du cacao sur la santé.....	55
2.1.2 Impacts positifs sur la santé des populations	55

2.1.3 Impacts négatifs sur la santé des producteurs	56
2.3. IMPACTS DE LA CACAOCULTURE SUR LE CADRE DE VIE DES POPULATIONS.....	57
2.3.1 Structuration Spatiale de l'Habitat et des Infrastructures	57
2.3.2. Influence de la cacaoculture sur le développement local.....	62
CHAPITRE 3 : CACAOCULTURE, CONDITIONS DE VIE ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENT NATUREL	68
3.1. IMPACT DE LA CACAOCULTURE SUR LES CONDITIONS DE VIE ECONOMIQUES	68
3.1.1. Le cacao, source principale de revenu monétaire	69
3.1.2. Amélioration du niveau de vie et diversification des dépenses	75
3.1.3. Apport de la main d'œuvre extérieure	76
3.2. CACAOCULTURE ET ENVIRONNEMENT NATUREL.....	79
3.2.1. Cadre environnemental	79
3.2.2 Répercussion sur la biodiversité	79
3.2.2. Gestion des intrants.....	83
CHAPITRE 4 : POUR PLUS D'IMPACT POSITIF DE LA CACAOCULTURE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS A BITYILI.....	86
4.1. DERIVES DE LA CACOCULTURE SUR LE PLAN SOCIO-ECONOMIQUE	86
86	
4.1.1. La pauvreté des producteurs.....	86
4.1.2. Distance éloignée des plantations	88
4.1.3. Faible rémunération des producteurs et l'inefficacité des autorités.....	89
4.2. SUGGESTIONS POUR UNE MEILLEURE GESTION DES REVENUS DE LA CACAOCULTURE	92
4.2.1. Sécuriser et Diversifier les Sources de Revenus Agricoles	92
4.2.2. Renforcer le Capital Humain par l'Éducation et la Santé Préventive	92
4.2.3. Promouvoir des Pratiques de Cacaoculture Écologiquement Durables.....	93
4.3. Perspectives pour une gestion rationnelle des revenus issus de la cacaoculture ...	93
4.3.1 Diversification des sources de revenus	93
4.3.2 Education financière et renforcement des compétences en gestion budgétaire.....	94
4.3.3 Amélioration de la productivité	97
CONCLUSION GENERALE	101
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SOURCES	104
Références Bibliographiques	104
TABLE DES MATIERES	125

